



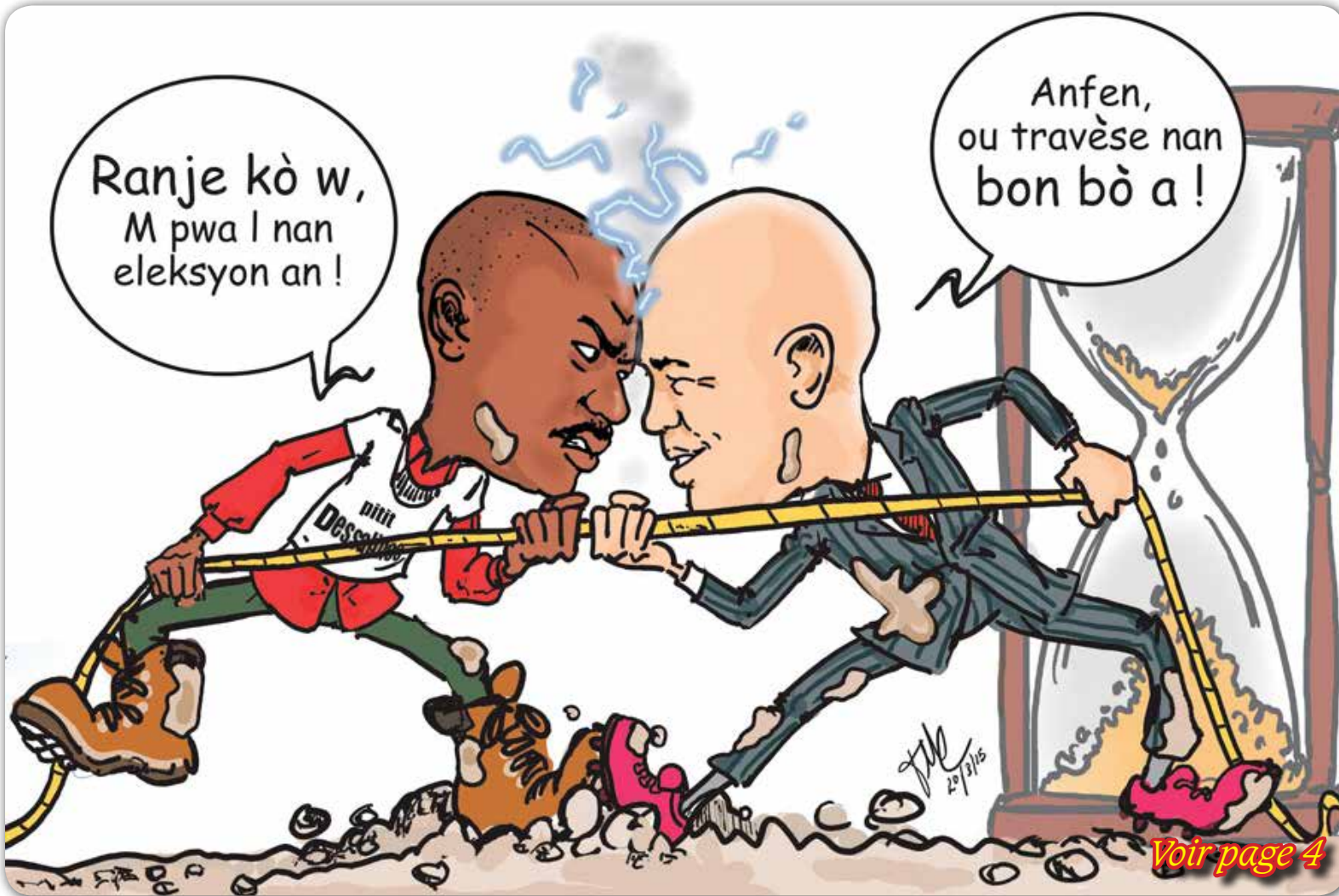
# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

## LANCEMENT DES CAMPAGNES PRÉSIDENTIELLES !



Le sénateur Moïse Jean-Charles va lancer sa campagne présidentielle sous peu pour légitimer le coup d'état électoral du 9 Aout 2015 et donner un brevet de démocrate à Martelly



**Déklarasyon MPDP nan solidarite ak popilasyon Akayè a**  
Page 6

**English Page 9**



**Le mystérieux vide qui en dit long dans les courriels de Hillary Clinton à propos d'Haïti**  
Page 7



**Interview de Bachar El Assad !**  
Page 10



**Rencontre "familiale" entre le pape François et Fidel Castro**  
Page 17

## EVANS PAUL À WASHINGTON !



Le Premier ministre de facto Evans Paul a rencontré au Département d'État le Secrétaire d'État américain John Kerry, le jeudi 17 septembre 2015

Voir page 4



## Politiciens opportunistes, ambitions personnelles, trahisons consommées

Par Berthony Dupont

La situation dans le pays a atteint un degré de tension proche de l'explosion sociale. Les choses vont très mal, particulièrement depuis la mascarade électorale du mois d'août passé. On respire un air insupportable, malsain, en cette fin du mois de septembre, annonçant le chaos et l'anarchie. Les forces du mal avec une unanimité sans faille ont pris le contrôle du pays par tous les moyens imaginables abandonnant la nation au bord de l'abîme.

L'avenir est aussi inquiétant que le présent. Toute une série d'éléments se sont évidemment conjugués pour nous emmener à ce degré d'indignité morale dans le vain espoir d'écraser l'élan du peuple. Tous les partis politiques engagés dans la course électorale se sont nettement démasqués. La vérité saute aux yeux. C'est une espèce de connivence qui n'attendait que le moment propice pour montrer qu'ils ne sont que des instruments domestiqués au service de l'ennemi des peuples.

Leurs ambitions individuelles et illégitimes ont bien fini par faire éclater au grand jour l'opportunisme fieffé et la démagogie outrancière qui couvaient sous la cendre de leurs compromissions. Il n'est que de lire, d'entendre leurs dernières déclarations à propos du 25 Octobre pour se rendre compte de leurs mépris du pays et du peuple, et de leur désir de voir se perpétuer l'influence perverse impérialiste. Ces personnalités politiques se révèlent être rien d'autre que des politiciens médiocres, cyniquement et objectivement au service de l'impérialisme.

Ces partis politiques populistes qui se disent vouloir accompagner ou défendre les aspirations des masses populaires sont le symbole de la faillite de cette classe politique assise sur de fausses valeurs. Quelle différence y a-t-il entre le régime en place et les partis d'opposition ? Aucune. Ils sont tous logés à la même enseigne. Mensonges, dilatoires, illusions, discours démagogiques, promesses vides, revirements, vœux pieux, attitude hostile à toute démarche progressiste radicale, à tous ceux capables de faire front face aux forces insatiables de l'impérialisme et de néo-colonialisme, voilà leur dénominateur commun.

Abandonner le terrain de la lutte pour le changement en vue de s'adonner à des démarches secrètes dans des ambassades occidentales et courir comme des fous dans certaines réunions internationales vaines sont le point fort de ces carriéristes. Tout se passe comme si, face à la détermination des conquistadores, des puissances impérialistes de garder le pays à genoux, ces valets locaux, ne répondent que par la capitulation totale. Tous sont restés de marbre, muets, jouant admirablement leur rôle, les uns effrayés par les aléas de la course électorale elle-même, les autres terrifiés à la pensée que des concurrents, satisfaits par les choix faits le 9 août dernier, ne prennent sur eux une avance irréversible.

Ces politiciens ne reculeront devant aucune démarche extrême pour faire valoir leur allégeance et soumission à l'impérialisme. Ainsi, désormais, le mot d'ordre de Fanmi Lavalas est : mobilisa-

tion et élections ou encore élections et mobilisation. La maxime de la plate forme Pitit Dessalines est : élection ou révolution, révolution ou élection. Quant au Mouvement patriotique populaire dessalinien (MOPOD), ce n'est plus « élection ou démission » mais bien « remplacer un État failli par un État fort ». Mais, pourquoi toute cette obstination à vouloir tromper, bafouer un peuple à chaque fois que celui-ci réclame le droit à choisir librement ses élus.

Ce n'est pas la ligne consécutrice qui a fait échec, mais bien ceux qui veulent souiller l'idéal Dessalinien, pour faire leur percée louverturienne dans le cadre d'une entente de classe et de collaboration avec l'ennemi afin de continuer non seulement à assassiner l'idéal Dessalinien mais à comploter avec les forces du mal pour poignarder une fois de plus le pays, dans le dos. Ils ont choisi la continuation catastrophique de la politique capitaliste de dépendance et de maintien des intolérables injustices socio-économiques existantes en lieu et place de la ligne radicale de rupture complète avec le passé.

Une position qui reflète en particulier les intérêts d'une partie de la bourgeoisie compradore, les nantis, les corrompus et les corrupteurs impérialistes qui ne veulent d'aucun changement et qui avaient des deux mains applaudi à la débâcle électorale du 9 août dernier.

Ils ont préféré accepter la continuité du coup d'état électoral du 9 août, plutôt que de sauver ce qui pouvait l'être encore dans ce bateau qui s'enfonce, Haïti ; au demeurant, une trahison criminelle. Aussi, il y a lieu de rappeler que ces partis politiques, opérant dans le pays n'ont suivi qu'une politique systématiquement malhonnête qui porte préjudice à l'intérêt national.

Tous ceux qui se complaisent à mettre le cap vers le 25 octobre se font tout simplement les avocats des intérêts des mauvais larrons et des bandits légaux que représentent Michel Martelly, Evans Paul et des membres du Conseil Électoral Provisoire ; vu qu'ils n'ont aucun objectif de débarrasser le pays de ceux qui le pillent et le mènent à la ruine ; ils veulent simplement les remplacer pour continuer la même politique de la honte.

Tant qu'il y aura un haïtien opprimé, le pays ne connaîtra pas de répit ! La lutte se poursuit et s'amplifiera pour devenir plus forte, plus déterminée et même plus radicale. On n'a pas besoin d'être grand stratège pour prévoir qu'elle finira, qu'on le veuille ou non, par être le catalyseur d'un formidable mouvement de masse qui éventuellement finira par enfoncer les portes de ces partis collabos, ces partis réactionnaires, trompeurs professionnels, pour leur demander des comptes sur la tragédie en cours et exiger d'eux le prix de leur trahison.

Certes, la trahison a été consommée par la faute des ambitions personnelles des candidats ; mais l'histoire jugera avant longtemps tous ces politiciens sans décorum, sans principe, particulièrement ceux qui s'arrangent encore à réussir sans le peuple, l'abandonnant avec une épée de Damoclès suspendue au dessus de sa tête.

1583 Albany Ave  
Brooklyn, NY 11210  
Tel: 718-421-0162  
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud  
Port-au-Prince, Haïti

Email :  
editor@haitiliberte.com

Website :  
www.haitiliberte.com

**DIRECTEUR**  
Berthony Dupont

**EDITEUR**  
Dr. Frantz Latour

**RÉDACTION**  
Berthony Dupont  
Wiener Kerns Fleurimond  
Kim Ives  
Fanfan Latour  
Guy Roumer

**CORRESPONDANTS EN HAÏTI**  
Daniel Tercier  
Bissainthe Annesseau

**COLLABORATEURS**  
Marie-Célie Agnant  
J. Fatal Piard  
Catherine Charlemagne  
Pierre L. Florestal  
Yves Camille  
Jacques Elie Leblanc  
Roger Leduc  
Joël Léon  
Claudiel C. Loiseau  
Anthony Mompérouse  
Dr. Antoine Fritz Pierre  
Jackson Rateau  
Eddy Toussaint  
Ray Laforest  
Edmond Bertin

**ADMINISTRATION**  
Marie Laurette Numa  
Didier Leblanc

**DISTRIBUTION: CANADA**  
Pierre Jeudy  
(514) 727-6996

**DISTRIBUTION: MIAMI**  
Pierre Baptiste  
(786) 262-4457

**COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES**  
Mevlana Media Solutions Inc.  
647-499-6008  
computertrusting@gmail.com

**WEBMASTER**  
Frantz Merise  
frantzmerise.com

### Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210  
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Ville: \_\_\_\_\_

Etat/Pays: \_\_\_\_\_

Zip Code/Code Postal: \_\_\_\_\_

Tél: \_\_\_\_\_

E-mail: \_\_\_\_\_

### Modalités de paiement

Montant : \$ \_\_\_\_\_

Chèque  Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : \_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Code de sécurité : \_\_\_\_\_

### Tarifs d'abonnements

#### Etats-Unis

**Première Classe**  
 \$100 pour un an  
 \$50 pour six mois

#### Canada

\$125 pour un an  
 \$65 pour six mois

#### Europe

\$150 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Afrique

\$150 pour un an  
 \$85 pour six mois



## Haiti, chronique d'une crise électorale (71) Les rendez-vous du CEP !

Par Catherine Charlemagne

Un mois du premier tour de l'élection présidentielle, les responsables du Conseil Electoral Provisoire (CEP) multiplient les rencontres en vue de sortir du guépier dans lequel ils se sont enfermés. Un fait est certain, plus l'on avance vers l'échéance, plus les critiques sont acerbes à l'encontre de cet organisme chargé de renouveler le personnel politique du pays. Il y a aussi un constat. Les rencontres du CEP avec les acteurs concernés, c'est-à-dire les candidats à la présidence du pays, ceux des législatives et les partis et plateformes politiques engagés dans le processus n'ont apporté jusqu'au moment où nous écrivons cette chronique (22 septembre), rien de nouveau par rapport aux critiques et reproches vis-à-vis de ses membres. Ce quasi blocage peut s'expliquer par l'entêtement du Président Pierre-Louis Opont et de ses compagnons d'infortune de porter les correctifs nécessaires réclamés par la quasi totalité de ceux qui s'engagent dans ces élections qui, le moins que l'on puisse dire, demeurent l'une des sources alimentant la crise politico-sociale.

Avant le premier tour des législatives qui s'est soldé par un désastre électoral et une déroute de l'intelligence dans ce pays, la communauté nationale toute entière s'était soulevée pour dire halte-là et non à ce qui ressemble à une insulte à la nation. Mais rien n'y fait. Les promoteurs de cette catastrophe électorale n'ont pas voulu entendre raison et ont donc continué sur leur lancée en fonçant tête droite, sans rien modifier du plan initial. Manifestations, contestation, appel à la démission et même appel à l'arrestation de l'équipe du CEP n'ont pas effrayé les neuf Conseillers électoraux. Solidaires jusqu'en enfer ou jusqu'à porter collectivement le titre de cerveaux intellectuels de la crise post-électorale qui s'ensuivrait inmanquablement après le 7 février 2016. Les 9 Conseillers préférèrent faire le pari de l'instabilité au lieu de revenir de manière responsable sur ce qui pourrait déstabiliser toute la République.

Après un premier rendez-vous manqué, celui du 9 août 2015, le CEP s'apprête à se lancer dans une nouvelle aventure sans lendemain. L'institution fonde son espoir sur l'inconnu espérant qu'il aura moins de casses cette fois-ci. Sans jouer à l'oiseau de mauvais augure, le chemin emprunté risque de la



Des membres du CEP

conduire droit à la même catastrophe sinon pire. Dans la mesure où si pour le premier tour des élections législatives il n'y avait que les sénateurs et les députés à élire, le 25 octobre 2015, si l'on y arrive jusque là, les salles qui devraient accueillir les urnes risquent de se révéler trop étroites pour contenir les urnes. Puisqu'il n'en faut pas moins de sept côte à côte pour les scrutins. La saturation est prévisible pour tout le monde, sauf pour les membres du CEP. Cela va être une vraie gageure pour une équipe qui a déjà démontré ses limites en matière d'organisation dans des événements à l'échelle nationale. Afin de tenter de parer à ce qui ressemble à un pari impossible, l'institution électorale a déjà convoqué pas moins de trois rencontres avec les premiers concernés.

La première avait été une occasion manquée. Puisque l'improvisation avait été totale, le rendez-vous avait été pris sans tenir compte de la guerre des nerfs devant avoir lieu dans les différents tribunaux électoraux pour les contestataires en tout genre. L'ayant remarqué au dernier moment, sans doute par un obscur employé de l'institution, en catastrophe le Président Pierre-Louis Opont a dû annuler cette rencontre. Huit jours plus tard, rebelote. Cette fois-ci la rencontre a eu lieu comme prévu et au lieu dit. Mais pour quel résultat ? Là est toute la question. Certains des candidats à la présidence qui ont du mal à joindre les deux bouts ont su profiter de cette opportunité pour bien manger et boire au frais de la princesse dans un cadre enchanteur à Pétion-Ville, l'hôtel El Rancho. D'autres, en francs tireurs, ont pu faire une démonstration de leur sens d'équilibriste ou de prestidigitateur. A la fois, ils étaient autour de

Pierre-Louis Opont et de ses collègues du CEP pour écouter ces derniers dire tout le bien qu'ils pensent de la mascarade du 9 août passé.

En même temps, certains de leurs amis réclamaient la tête de ce même Opont et de ses collègues pour n'avoir pas su organiser une banale élection pour 20 sénateurs et 119 députés. Se croyant plus intelligents que les autres, ces opportunistes pensent, qu'avec cette stratégie, ils peuvent gagner à tous les coups. C'est une erreur ! Ils ne peuvent avoir le beurre et l'argent du beurre. Sans vouloir les effrayer, aucun d'entre eux ne convaincra personne le 25 octobre. Ceux qui auront assumé et assureront jusqu'au bout leur ligne électoraliste, même en désespoir de cause, ont le mérite de rester cohérents devant l'opinion publique et ils ont droit au respect. Car la politique avant tout est une question de principe, de conviction et de cohérence dans ses choix. Le déjeuner organisé le vendredi 11 septembre 2015, a été honnêtement, pour le CEP, un franc succès. Beaucoup de candidats avaient répondu à l'invitation. Surtout ceux qui n'ont jamais partagé l'idée qu'il faut tout mettre à plat et tout reprendre à zéro. Pour ces candidats, une seule chose compte: les élections du 25 octobre restant pour eux la seule alternative et le point culminant du processus.

De ce fait, le Conseil Electoral Provisoire pourrait rectifier le tir, s'agissant du scrutin que tout le pays attend. Selon eux, c'est la seule élection à laquelle les Haïtiens donnent vraiment de l'importance. Par conséquent, ils iront voter même au péril de leur vie. Cyniquement, ces candidats remémorent le massacre de la

## Mario Dupuy remplace Rotchild François Jr

Par Marie Laurette Numa

Vendredi dernier 18 septembre en l'absence du Premier ministre de facto Evans Paul en visite à Washington, c'est le Ministre du Commerce et de l'Industrie Jude Hervé Day, qui a procédé à l'installation de la marionnette patenée Mario Dupuy comme nouveau Ministre de la Communication en remplacement de Rotchild François Jr.

Rappelons que Dupuy est l'ancien Secrétaire d'Etat à la Communication d'Aristide. Avec Maryse Narcisse, Jonas Petit, Bell Angelot, il faisait même partie de la dite Commission de communication d'Aristide après le second coup d'Etat.

Mario faisait partie de la mafia Tèt kale depuis belle lurette ; vu qu'il a été ministre de la Culture. Nous ne pouvons pas oublier comment Martelly l'avait publiquement humilié



Mario Dupuy

à la Citadelle, au Cap-Haïtien ; mais pour lui ce n'était que vètille, aussi l'a-t-on appelé pour boucher le trou laissé par Rotchild. Mario n'a pas d'état d'âme puisqu'il s'est contenté de déclarer « le pays a besoin d'un climat de professionnalisme, de sérénité et d'apaisement pour construire une démocratie responsable, » en ajoutant que « la contribution de tous les secteurs est nécessaire et bienvenue, avec comme finalité de regarder ensemble vers le progrès. » Bravo Mario !

ruelle Vaillant du 29 novembre 1987, scrutin durant lequel des centaines d'électrices et d'électeurs se sont faits massacrer comme des lapins au nom de la démocratie. Les candidats qui ont débarqué à El Rancho croient en leur chance. Moins il y a de postulants pour le Palais national, mieux leur chance augmente de marcher triomphalement sur les pelouses des ruines du Palais tant convoité. Ainsi, ils étaient tous présents pour conforter Opont dans ses démarches de mener à terme le processus même si l'un d'entre eux devrait arriver sur un brancard au Palais, voire dans un cercueil pourvu que ce soit son nom qui est inscrit sur le fauteuil du Président d'Haïti.

Surtout dès l'ouverture de la rencontre, le Président du CEP avait tenté un coup de bluff en déclarant qu'il fait face à cet instant au futur Président de la République parmi les candidats présents. Les yeux de tous les candidats s'illuminaient de joie et d'allégresse pendant que Pierre-Louis Opont les embobinait. De candidats connus aux plus illustres inconnus, tous faisaient corps ce 11 septembre dans une rencontre qui a duré toute la journée. Les favoris, en tout cas ceux dont on parle le plus dans les médias, entre autres Jovenel Moïse, du PHTK, le parti au pouvoir, Steven Benoît, de la plateforme politique Konviksyon, Eric Jean-Baptiste de MAS, patron de Père Eternel Loto,

Professeur Sauveur Pierre Etienne, de l'OPL ou Steeve Khawly, de BOUCLIER, le syrien de Jacmel comme l'appellent ses adversaires, en passant par Mario Andréol, ancien Directeur général de la police nationale. Celui-ci se présente à titre indépendant. Bien sûr René Julien, de Action Démocratique Pour Batir Haïti, cet éternel présent ou encore un certain Maxo Joseph, se présentant sous la couleur du Rassemblement des Nationaux Démocrates Volontaires pour l'Unité Salvatrice et tant d'autres qui n'ont aucune chance de porter le titre de chef d'Etat ont pris part à ce déjeuner débat.

Mais nous sommes en Haïti, le pays qui a inventé le marronnage politique. Certains candidats qui font aussi parti des favoris et très favorables à la poursuite du processus avaient préféré envoyer des observateurs. Tels était le cas des candidats Moïse Jean-Charles, de la plateforme Pitit Dessalin, Jude Célestin, de LAPEH qui prend de plus en plus de place dans l'opinion, Maryse Narcisse, de Fanmi Lavalas, Jean Henry Céant, de Renmen Ayiti, etc. Sans oublier Charles Henri Bakern de RESPE et Jean Clarens Renois, de UNIR pour ne citer qu'eux. Ils continuent de souhaiter des améliorations pour le 25 octobre prochain sans pour autant demander le départ des neuf membres du Conseil électoral. Cette première rencontre ou déjeuner de travail entre le CEP et les candidats avait donné une lueur d'espoir aux plus optimistes qui persistent à croire que les Conseillers électoraux peuvent encore sauver la face dans un peu plus d'un mois. Le Président Opont avait crié victoire et même les candidats avaient l'air ravi d'avoir fait entendre raison à l'équipe du CEP.

L'un des membres du CEP, Ricardo Augustin, pavaisait devant la presse l'air satisfait du coup et surtout d'avoir mené en bateau les prétendants à la magistrature suprême. Il a même annoncé dans la foulée que si les élections devaient se tenir le 25 octobre, il y aura sept urnes dans chacun des bureaux de vote. Une vraie aberration ! Mais les petits-fours et certainement un peu de vin de Bordeaux offert lors de ce curieux déjeuner de travail ont dû troubler l'esprit des candidats présents puisqu'ils ne se sont pas rendus compte, à part quelques détails sans grandes significations, que rien de concret n'avait été décidé ni accordé par Pierre-Louis et ses collègues. Mais sans savoir pourquoi, tous les candidats croyaient apercevoir à l'horizon le chemin de Damas. Ils parlaient tous de grandes avancées. Et que Opont a compris l'enjeu de ce scrutin et titi

Suite à la page (14)

**RADIO Omega**  
98.3 FM SCA  
96.3 FM SCA

[www.radioomegasca.com](http://www.radioomegasca.com)  
Former - Informer - Transformer

**Audio Now: 712 432 6353**

Vladimir Petit-Frère, Journaliste  
Directeur Général

486 East 34th Street  
Brooklyn, N.Y 11203  
[vladimirpetitfrere@yahoo.com](mailto:vladimirpetitfrere@yahoo.com)

(561) 670 0122  
Studios:  
347 985 2028  
347 985 2029  
347 985 2030  
Office: 347 985 2031

**RADIO PA NOU**

1685 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226

67 Khz  
[www.radyopanou.com](http://www.radyopanou.com)

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph  
Bureau:  
(718) 940- 3861

Studio:  
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702  
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992  
(718) 469- 8511

*Soleil Radio d'Haïti*

**Radio Soleil d'Haïti**

Nouvelles • Opinion  
Analyse • Musique

[www.radiosoleil.com](http://www.radiosoleil.com)

1622 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025  
(718) 693-5100  
(718) 693-7806

Allo Miami!

**Perspectives**  
RADIO SHOW

WSRF 1580 AM

Monday - Friday  
2:00 - 3:00 p.m.

- News • Analysis
- Culture • Advertising

**MVP**  
MASTER V PRODUCTIONS

Winner Valcin,  
Master V Productions, CEO

**786.213.9663**

[mastervproductions.com](http://mastervproductions.com)  
[perspectives@mastervproductions.com](mailto:perspectives@mastervproductions.com)



# Evans Paul à Washington ! Lancement des campagnes présidentielles !



Fritz Jean Louis et Evans Paul



Evans Paul et Godson Orélus

Par Thomas Péralte

Mercredi dernier 16 septembre, le Premier Ministre de facto Evans Paul a laissé le pays pour se rendre à Washington en vue de participer au forum du Black Caucus, c'est ce qu'a laissé entendre un communiqué de la Primature.

Il était accompagné de Fritz Jean Louis, Ministre Délégué pour les questions électorales et de Godson Orélus, le Directeur Général de la Police Nationale d'Haïti (PNH). Ils ont été reçus en visite officielle à Washington D.C.

Beaucoup d'observateurs politiques se demandent pourquoi cette visite? Il semblerait que c'est la problématique des élections présidentielles vu que Evans Paul a exprimé la ferme détermination du gouvernement de favoriser les conditions propices à la poursuite du processus électoral, dont la tenue du deuxième tour des législatives et du premier tour des présidentielles est fixée au 25 octobre prochain. « La seule option est la continuité du processus électoral, inclusif et crédible, destiné à garantir l'installation des sénateurs, des députés et d'un Président élu, au début de l'année 2016, pour le plein fonctionnement des institutions démocratiques, dans l'alternance nécessaire à la stabilité politique, indispensable au progrès économique et social du pays » a-t-il fait savoir.

Le Jeudi 17 septembre 2015, le Premier Ministre a rencontré au Département d'État le Secrétaire d'État américain John Kerry, avec qui il a donné une conférence de presse conjointe, juste après une réunion à huis clos.

Prenant la parole en premier John Kerry commença par ses propos: « Bon après-midi, tout le monde. C'est un grand plaisir pour moi d'accueillir le Premier ministre d'Haïti, Evans Paul, et je suis impatient d'avoir une conversation avec lui sur les jours à venir, qui sont très critiques pour Haïti [...] il est impératif que les élections qui auront lieu en octobre soient un succès pour être en mesure de restaurer la capacité, pour être en mesure de continuer sur la

lancée, parce que nous avons des enjeux majeurs sur lesquels nous devons continuer à travailler ensemble.

Donc, je suis impatient de parler au Premier ministre pour établir notre programme de coopération au cours des prochains mois, et puis, bien sûr, bien au-delà. Nous avons le développement économique, le développement de la santé, de l'éducation, et des défis majeurs que nous devons aborder. Donc, Monsieur le Premier Ministre, soyez le bienvenu et je me réjouis de notre conversation », ainsi rapporté par le site Haïti Libre.

Et K-Plim de répondre et de montrer toute sa bassesse par ses propos flatteurs: « Je suis ravi d'être accueilli par le Secrétaire d'État, M. Kerry. Je suis venu en tant que Premier Ministre d'Haïti dans le cadre des relations amicales, historiques et cordiales qui ont toujours existé entre nos deux pays, les États-Unis et Haïti.

Je suis Premier Ministre dans le contexte où ma tâche principale est de créer des conditions favorables pour organiser des élections inclusives cruciales. Nous avons eu un premier tour des élections le 9 Août, qui a eu lieu avec quelques problèmes. Nous sommes conscients de ces problèmes, et nous sommes déterminés à corriger ces problèmes en octobre lors du second tour, ainsi que le premier tour de l'élection présidentielle.

Ce qui importe le plus pour nous dans le gouvernement est, tout d'abord, de vous dire merci les États-Unis, parce que vous avez toujours contribué. Vous avez contribué à nous permettre d'avoir les atouts économiques pour organiser ces élections. Mais, nous vous demandons de continuer à nous soutenir en termes de sensibilisation, de prise de conscience nationale de l'audience internationale.

Nous avons un seul but, une seule option, à savoir organiser des élections pour garantir qu'Haïti puisse continuer sur la voie du changement démocratique. Ce que nous voulons et que nous avons décidé est que l'année prochaine, en janvier 2016 nous aurons un Parlement démocratiquement élu et le

Par Isabelle L. Papillon

Comme nous l'avons mentionné la semaine dernière, les partis politiques se sont désolidarisés avec les candidats victimes du 9 août 2015, ces derniers engagés dans un mouvement de mobilisation contre le pouvoir et le conseil électoral provisoire (CEP). Ainsi, les partis ont fomenté un coup d'état contre les candidats du « Front national pour la lutte démocratique » et le « Collectif des candidats contre le coup d'État électoral » en abandonnant la mobilisation pour rejoindre les élections présidentielles du 25 octobre prochain.

Ainsi, les manifestations du jeudi 17 et vendredi 18 septembre à Port-au Prince qui devraient partir devant l'Église Saint Jean Bosco au Boulevard Jean Jacques Dessalines pour prendre fin aux abords du siège du conseil électoral provisoire (CEP) à Pétion ville ont été converties en campagne électorale par le parti Fanmi Lavalas.

Alors que les victimes encadrées de certaines organisations populaires sans boussole leur servant de caisse de résonance continuent d'exiger l'annulation du premier tour des législatives et la démission en bloc des membres du conseil électoral provisoire (CEP), certains partis et même ceux des victimes comme le parti Fanmi Lavalas comptent tout bonnement participer à la présidentielle du 25 octobre 2015.

Dans une entrevue accordée à Radio Métropole, Maryse Narcisse la candidate du parti Fanmi Lavalas ayant été interrogée sur l'interprétation des manif: est-ce pour forcer le CEP à annuler le scrutin du 9 août ou pour encourager les électeurs à voter en faveur de Fanmi Lavalas lors de la prochaine présidentielle? Elle a eu beaucoup d'embarras à répondre, n'ayant finalement fait aucun commentaire à ces deux pertinentes questions. « Maryse président et Aristide roi » tel était l'un des slogans des manifestants. Le directoire de Fanmi Lavalas a indiqué dans une conférence de presse, le lundi 21 septembre, à la fondation Aristide, que la campagne électorale de la candidate à la présidence, Maryse Narcisse, s'ouvrira bientôt et a annoncé également 4 journées de mobilisation électoraliste pour les 24, 25, 29 et 30 septembre prochain.

Le candidat de la plateforme politique « Konviksyon » Steeven I. Benoit, lui a débuté sa campagne à l'hôtel « Karibe Convention Center » où il a exposé les grandes lignes de son programme quinquennal.

La plateforme Ptit Dessalines qui n'a jamais rejoint les mobilisations contre les élections truquées du 9 août a, au cours d'une activité à l'occasion de l'anniversaire de naissance du fondateur de la Nation Jean-Jacques Dessalines, annoncé l'ouverture prochaine de la campagne électorale du candidat Moïse Jean-Charles. La Fusion, pour sa part, dans une note pour la presse, a annoncé qu'elle fait retrait des manifestations pour s'adonner aux campagnes présidentielles comme tous les autres partis en l'occurrence Renmen Ayiti et Jude Célestin du parti Lapeh.

Me Samuel Madistin du MOPOD a lui-même annoncé l'ouverture officielle de sa campagne, le 24 septembre 2015, sur la place Philippe Guerrier, à St Marc.

7 Février, nous aurons un nouveau Président démocratiquement élu.

Voilà ce que nous voulons et espérons, c'est que nos partenaires, tels que les États-Unis, seront là pour nous soutenir en vue de permettre à Haïti de créer les conditions favorables pour le développement de ses habitants », ainsi rapporté par le site Haïti Libre.

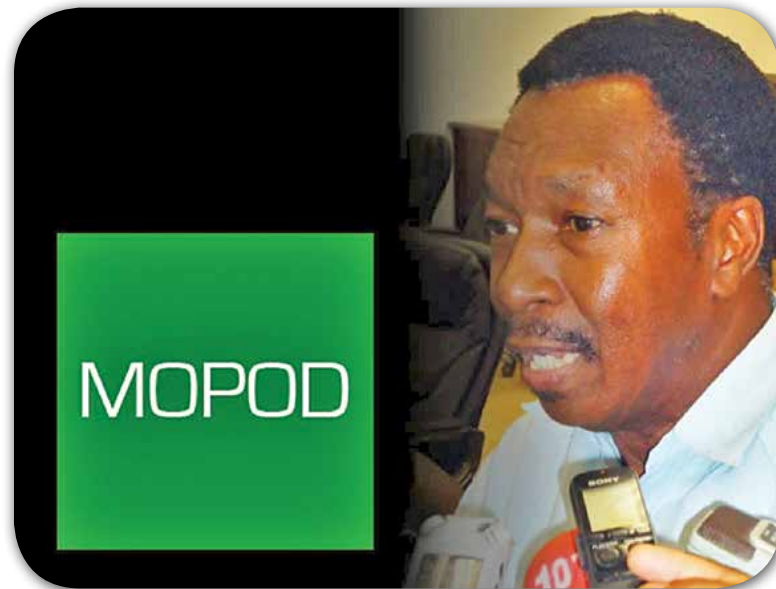
Evans Paul a également rencontré les honorables Luis Leonardo



Manifestation contre le pouvoir et le conseil électoral provisoire



Certains membres du Collectif des candidats contre le coup d'État électoral



Turneb Delpé du Mopod

Par ailleurs, selon la Conseilère électorale Lourdes Edith Delouis, le CEP allait publier, le mardi 22 septembre 2015, les résultats définitifs des (s)élections législatives du 9 août dernier, pour 4 départements (Nord, Nord-Est, Nord-Ouest, Sud-Ouest et Grande Anse). Encore pour appuyer le processus électoral impérial, le Club de Madrid et de l'UE est dans le pays pour inculquer aux candidats des notions de civisme puisque pour eux, « le processus électoral dont le succès est essentiel pour consolider l'ordre démocratique et institutionnel a été marqué par des difficultés techniques, d'autres liées à la sélection des candidats ainsi que par des problèmes de sécurité » « La campagne n'a pas été suffisamment consacrée aux propositions concrètes des candidats concernant les priorités

nationales».

Ainsi le Club de Madrid souhaite contribuer au débat en invitant les candidats à examiner ses propositions en matière de gouvernance démocratique, présentées dans un document « Recommandations aux candidats à la Présidence de la République en matière de gouvernance démocratique » telles que la réforme constitutionnelle, l'institutionnalisation des partis politiques, l'indépendance des institutions démocratiques, le renforcement de l'administration publique, l'amélioration de la gestion des finances publiques, la réforme fiscale et les relations bilatérales stratégiques avec la République dominicaine». Ce qui confirme le propos de la «regrettée» Pamela White à savoir que Haïti est un pays... «souverain».

Almagro Lemes et l'Ambassadeur Nestor Mendes, respectivement Secrétaire Général et Secrétaire Général Adjoint de l'Organisation des États Américains (OEA), au siège de l'organisation, les honorables sénateurs Richard Durban et Bill Nelson (au Capitol Hill) ; les honorables Congressmen et Congresswomen du Black Caucus, Charles Rangels, Gregory Meeks, Yvette Clark et Barbara Lee (au Capitol Hill) ; des mem-

bres de la communauté haïtienne, à l'église Baptiste du Calvaire (à Adelpi, Maryland) ; des amis étrangers caraïbéens et professionnels haïtiens, chez le Dr Joseph Baptiste à Fulton (Maryland).

Toutes ces conversations se sont déroulées autour du processus électoral en cours et des problèmes relatifs au conflit migratoire entre Haïti et la République Dominicaine.



## Oh my God ! Voilà notre homme !

Par Fanfan la Tulipe

Je ne suis sans doute pas un journaliste diplômé de l'Université Carleton d'Ottawa, au Canada, et n'ai pas eu non plus une formation dans cette discipline à Columbia University, à New York, l'une des universités les plus sélectives et prestigieuses du monde. Je n'ai pas eu cette chance. Non, malheureusement. Mais heureusement, je sais «brasser», je sais trouver les chemins qui mènent à l'information sûre. Bien souvent, il s'agit d'avoir de bonnes et fiables relations, et c'est ainsi que naissent les scoops. Les besoins et les circonstances m'ont appris à me mettre en position de «scooper».

Pour survivre dans ce métier de journaliste, chroniqueur progressiste de gauche, il faut savoir vivre en état permanent de «scoopance». En ce sens je suis toujours aux aguets, je guette les bonnes pistes de façon à débusquer le gibier «scoopant», l'abattre, le «découpailler», le citronner, l'assaisonner, afin de le servir au public bien rôti, *byen gou*. Dans l'aventure «scoopante», il faut toujours avoir son «cavalier polka», son *asos*. Il sert en quelque sorte d'éclaircir... et vous fait signe au bon moment.

C'est ainsi que j'ai été mis au courant d'une dernière rencontre entre Madame Pamela et douze candidats à la présidence triés sur le volet de ses accointances avec la gent candidate. Avant de quitter Haïti, elle avait voulu savoir avec précision lequel parmi ces ouistitis elle allait devoir recommander à l'attention de son successeur et aux bons soins du président du CEP, un mec bien connu pour être passé maître dans l'art des revirements soudains et de la manipulation des résultats dans la section de tabulation de l'institution électorale.

Je me réserve de ne pas vous révéler la date exacte de la rencontre. Ils étaient neuf hommes et une seule femme dans l'antichambre de Pamela. Ils étaient déjà au courant que madame allait les rencontrer «graine par graine».

Olibrius Bacouloutout, un ancien député de la trente-septième législature, est le premier appelé. Il a les cheveux tout gris, il est habillé de gris, porte un chapeau panama gris, arbore des souliers gris *klere*, et tient dans ses mains une paire de gants gris. « C'est seulement la substance qui peut être n'est pas grise », pense intérieurement l'ambassadrice. Elle le fait asseoir.

Pamela apostrophe le parlementaire : « Député Olibrius, vous avez l'air d'un serviteur du peuple qui se grise déjà de pouvoir ». Oli - c'est son «petit nom gâté» - esquisse un sourire jaune, ne sachant interpréter de quelle couleur est le compliment de madame. « Si jamais vous deveniez président de ce petit pays souverain, poursuit l'ambassadrice, comment entrevoiez-vous vos relations avec les États-Unis ? » Après une minute d'hésitation, le candidat répond : « Je voudrais consolider cette souveraineté ». La conversation se poursuit pendant quelque dix minutes sur ce ton consolidant. Souverainement, Pamela remercie le candidat, lui signifie son congé et lui demande de faire entrer le «suivant-qui-est-ce-qui-était là-avant».

Le suivant est un ancien sénateur portant bien son «octogénariat». Son complet noir, son haut-de-forme noir, ses lunettes noires, même un *brezo* noir lui confèrent un air un peu sinistre. Mais Madame Pamela n'est pas impressionnée, pas une sacrée miette. «Monsieur le sénateur, interpelle la «ruseuse» femme, vous comptez bien faire du néo-libéralisme l'axe de votre gouvernance, n'est-ce pas ? Si bien entendu vous êtes élu. L'ancien parlementaire peu porté aux excès de langage assure toutefois son vis-à-vis qu'il voudrait pratiquer un néo-libéralisme équilibré, d'autant qu'il est de conviction politique équilibré et qu'il appartient à un parti nommé «L'Équilibre en action». Madame remercie ce candidat AM-FM (*Anyen Menm - Fo Mouvman*) et fait entrer le candidat suivant.

Entre Piloulout Atouffé, un ex-mi-

litaire des Forces Armées d'Haïti démobilisées, mais pas tout à fait *demanbre*, puisque se mobilisant à l'occasion, sur commande. Nostalgique des années fastes de ce corps néfaste il porte un complet kaki. Il est prêt à tout faire pour reconstituer ce qui fut, dans le temps, et à son avis, une gloire nationale. Aussi, souhaite-t-il l'intervention de Washington pour remettre les pendules à l'heure de l'ex-Gendarmerie d'Haïti, gardienne de la sécurité nationale, des vies et des biens, à partir de 1934 mais «châtée» en 1994 par un président victime d'un coup d'État. Madame Pamela fait une moue peu encourageante, souhaite bonne chance à l'animal, lui serre la main et prend congé de lui tout en lui demandant poliment de faire entrer «le suivant».

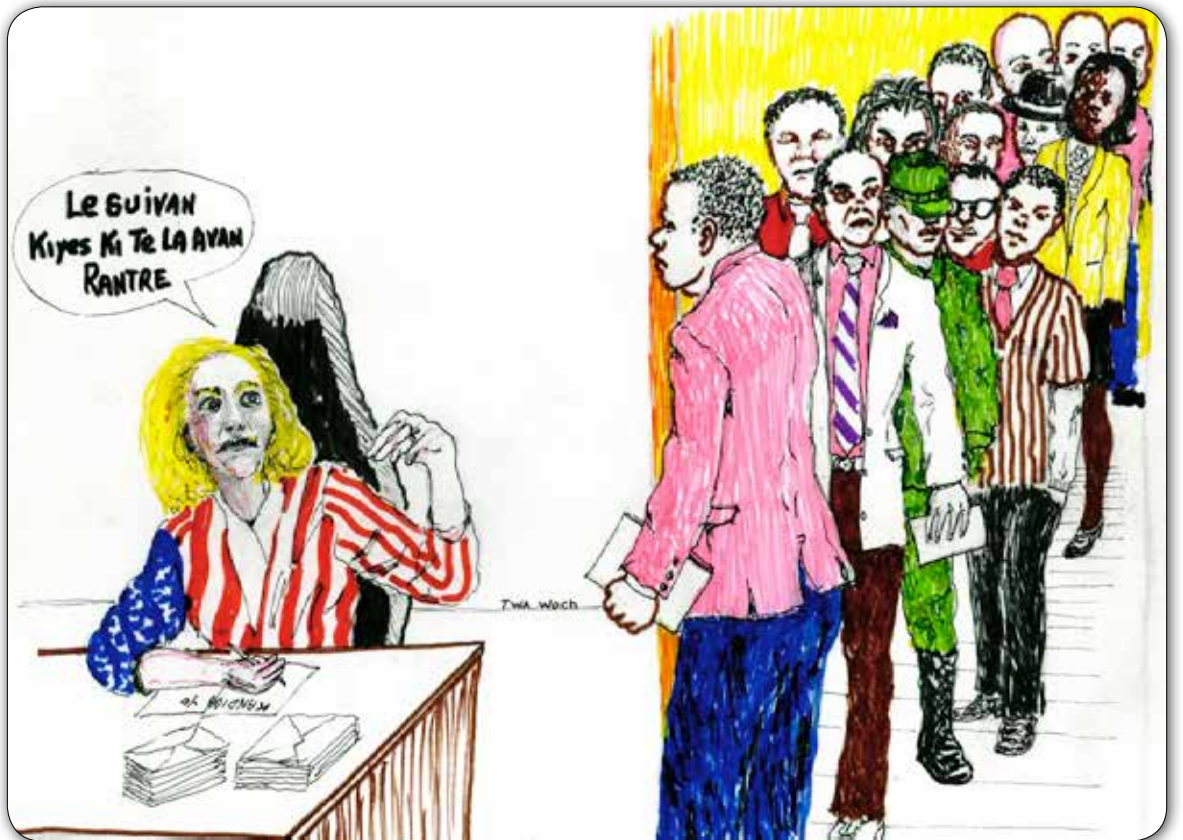
En fait, c'est plutôt «la suivante». C'est une candidate, Odouyaine Édiyé, élégamment vêtue. Cheffe du parti «Haïti dans nos cœurs», elle est sûre d'elle-même et respire l'argent. Elle n'est pas une professionnelle, elle n'est pas connue pour être propriétaire d'un *biznis* à Pétion Ville, elle «ne lève ni lourd ni paille», mais le chic de son complet bleu marin en dit long sur sa position sociale. L'entretien avec Madame Pamela dure une quinzaine d'ennuyeuses minutes ; Odouyaine n'a pas cessé de souhaiter la présence du président Obama à son investiture, car, en rêve, une colombe est venue lui apporter la bonne nouvelle d'un grand chef d'État à ses côtés le jour de la passation des pouvoirs. À chacun ses délires...

Le prochain candidat que reçoit Madame Pamela est un brasseur d'affaires du nom de Gabélus Tikòk. Portant son habituel *pantalon vèt*, il ressemble à un *jako repèt*, c'est du moins ce que Guy Durosier aurait chanté. Il n'arrête pas de faire les éloges du capitalisme, de l'individualisme, du néo-libéralisme, du mondialisme, de «l'occidentalisme». Il croit en l'impérieuse nécessité de combattre le terrorisme, le communisme, le «guévarisme», le caudillisme, l'altermondialisme, le socialisme, l'absolutisme, le nazisme, le fascisme, le «mussolinisme», le stalinisme, le maoïsme, le «polpotisme» ainsi que le catastrophisme des idéologies véhiculant le pessimisme, le despotisme, le nihilisme et autres «déviationnistes» pervers (sic). Finalement, il n'a pas le moindre doute que les États-Unis, dernier rempart de la liberté, sont le modèle absolu de la démocratie. Il dit à l'ambassadrice : « Comme vous vous en rendez compte, je serai le premier rempart contre lequel viendront se briser les forces qui jurent la perte de l'empire souverain (sic). Madame Pamela, ne croyant croire pas à un traître mot du discours de l'animal, lui demande poliment de partir.

Tour à tour, Madame fait entrer dans son bureau un pasteur de la mouvance adventiste, un médecin, un prêtre défrôqué, un ex-directeur de la PNH, un notaire, un grand professeur et un ancien ministre. Tous insistent sur les liens profonds et plus que bicentennaires unissant Haïti et les États-Unis, sur la garantie et la protection que représente ce dernier pays en ce qui concerne les «hégémonies montantes» (sic). Ils veulent plus d'aide du pays de Lincoln sous forme d'assistance à travers la Banque mondiale, le FMI et l'USAID. Brrrr !

Le pasteur adventiste, pour sa part, déclare avoir confiance en Dieu, en la patrie, et surtout confiance dans l'excellente performance du CEP, le 9 août dernier, d'autant que trois députés et un sénateur de son parti «Christ est ma victoire» sont assurés de «percer» au deuxième tour des législatives. Pour la présidentielle, il voudrait s'en remettre à la sagacité, perspicacité, lucidité, «manigancité», «astucité» et magnanimité de madame l'ambassadrice. Astucieuse, Pamela n'a ni *voum ni pwèt*.

Le docteur Lebozin déçu et découragé de n'avoir pas encore pu réunir cette conférence nationale qu'il appelle de ses vœux, depuis que les petits concombres se battent avec les aubergines, espère



Pamela White avant son départ du pays rencontrait les candidats à la présidence afin de savoir qui recommander à son successeur

que Madame glissera un mot pour lui à l'oreille de ces messieurs et dames du CEP. La conférence nationale, selon lui, devant garantir une union des esprits autour d'une table de concertation nationale de façon à raffermir les relations d'aide et de compréhension entre les deux pays, pour le plus grand bénéfice des États-Unis et d'Haïti.

Le prêtre défrôqué, Père Mésaventure, est assuré que rien ne peut se faire sans la présence, sans l'apport des États-Unis dont le savoir-faire, la technologie, la puissance militaire et la force économique peuvent et doivent contribuer au développement d'Haïti. L'ex-directeur du PNH, Tidangé Sanregret parle sur un retrait graduel de la MINUSTAH au cours des... dix prochaines années (*koumatiboulout* !) durant lesquelles il travaillera d'arrache-pied à moderniser la force policière, à lui fournir le matériel nécessaire à contenir les ardeurs populacières (sic), les écarts de langage et de comportement de politiciens dont la rhétorique «divisionniste», opportuniste, déstabilisatrice, attise des rancœurs contre la patrie de Jefferson. Avec lui, président d'Haïti, la tranquillité est assurée de régner sur tout le territoire de la république.

Le notaire Serge Foufoune, qui, ces derniers temps, a eu des démêlés peu reluisants avec certains secteurs de la population, sait que son avenir présidentiel ne tient qu'à un fil tant on le montre du doigt. Son futur passe forcément par une bienfaitrice intervention de l'ambassade. Il se présente bien costumé au rendez-vous avec Pamela, tiré même à quatre épingles. Il tient à impressionner la dame, à lui faire prendre conscience qu'il a toujours été de toutes les mondanités, de tous les cinq-à-sept, de tous les cocktails et autres rencontres «turlututes» organisées par l'ambassade, bref qu'il est un fidèle et remarquable *pakapala*. N'empêche, il n'inspire pas trop confiance à l'administration américaine, car il est perçu, à tort ou à raison, comme lié à un courant politique qui n'est pas en odeur de sainteté auprès des cercles passés maîtres en l'art de fomenter des coups d'État.

Le grand professeur, Timoléon Kiséto, ardent défenseur d'une troisième voie dont il est le seul à connaître les méandres, les crevasses, les dos d'âne et les nids-de-poule a accepté de venir au rendez-vous, mais à contre-cœur. Il soupçonne un traquenard d'autant que prétendu homme de gauche il ne peut pas être bien vu de l'ambassade. Il a pourtant pris sa chance car en Haïti on dit couramment que «le mal existe». Mais le bien existe aussi dont Madame

Pamela s'est autoproclamée championne.

Notre grand professeur, tout *save* qu'il est, tout politologue d'expérience qu'il est, a toutefois du mal à répondre aux questions de Madame Pamela. À brûle-pourpoint, il lui a été demandé : « Supposons que vous auriez été victime d'un coup d'État, que vous auriez bénéficié de l'asile politique et qu'après trois années d'exil, Washington vous ait offert de reprendre votre pouvoir légitime en vous ramenant dans votre pays, dans les fourgons de l'armée américaine, accepteriez-vous le marché ? » Notre grand professeur, se voyant «pris au filet des étoiles filantes comme un marin qui meurt en plein mois d'août», ressentit un haut-le-cœur. Il s'excusa auprès de son hôtesse, prétextant un malaise, et «dégagea», vite, d'autant que *degaje pa peche*. Adieu veaux, vaches, cochons, couvées, CEP, présidence.

Le dernier à franchir la tanière de la lionne fut un ancien ministre mais également médecin de son état. Il avait une fois fait la une des journaux, du *teledyòl* et de la presse télévisée. Pour l'aide, il n'a pas son pareil. Il était même venu à développer un goût immodéré des cancelrats, ce qui lui avait même valu le surnom de Petit cancre. Un étudiant en deuxième année à la Faculté de

médecine l'avait carrément surnommé *Dòc Ravèt*. Dès qu'il fut reçu par la diplomate au bec de fer, il commença à faire des courbettes et des génuflexions au point d'agacer Madame.

La conversation s'engagea vivement autour des rapports à venir entre Washington et le président *Dòc Ravèt* si jamais monsieur sortait gagnant à la loterie de l'ambassade. L'homme à l'âme *tyoul* s'empressa de donner gage après gage à la diplomate qui séduite par les assurances du toubib lui demanda : « Je voudrais une preuve ultime de votre servilité vis-à-vis des États-Unis, du système *pezesoun* capitaliste-impérialiste, de son comportement prédateur face à nombre de petits et moyens pays sans défense. C'est à l'aune de la servilité que nous choisirons l'heureux élu. » La réponse ne se fit pas attendre. *Dòc Ravèt* s'empressa de «couper» avec son as d'atout : « Au deuxième tour des législatives, garantissez-moi la plus vénale des législatures que mon pays ait jamais connue, je vous donne l'assurance de faire d'Haïti le cinquante et unième état des États-Unis. À vous de jouer Madame. »

Un bel éclat de rire joyeux se fit entendre dans le bureau de Madame qui s'exclama : « Oh my God ! Voilà mon homme ! Voilà notre homme ! »

**RUSH SERVICE**  
SAME DAY MOST

TRADUCTIONS  
TRANSLATIONS  
RESUME PREPARATION

**FAX SERVICE**  
HAITI & CARIBBEAN

**TAXES** EMPLOYEE  
DRIVERS  
BABYSITTERS  
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED  
FILED YEAR-AROUND

**K-EXPRESS**  
*lakay se lakay*

1864 NOSTRAND AVE  
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY  
OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM  
347-406-7823 / 718- 284-3156  
FAX 347-529-2593

**JETCO**  
Shipping

• Boxes, Barrels, Containers  
• Cheapest Rates & Best Service  
• Door to Door Service to All 10 Haitian Departments  
• Shipping within 6 Weeks

**Etienne Victorin**

963 Rogers Avenue  
Brooklyn, NY 11226  
Office: 718.856.2500  
Cell: 347.998.7112



## Altagras

Guy-Gérald Ménard

*Sa w ap santi konsa Sen Djo  
Yon flèdelis kenbe lan men w  
Kwabosal devan w se mizè  
Lasalin dèyè w se mizè  
Kisa w ap di lan mizè nou Sen Djo  
Kisa w ap di lan sa papa*

Mgen you istwa pou m rakonte. Depi diktandan koze sa a lan kalòj tout gagann. Demen optijou l ap lan lestomak dyòl alèlè, men you jou kozman an va fini. Se istwa you fanm ki rele Altagras.

Lè Altagras debake sou pòtay Kwabosal t ap dòmi. Epoutan Sen Jozèf t ap veye. Li kanpe drèt kou potomitan, you flèdelis lan men l, l ap santi lajounen kou lannuit. Li wè tou sa k ap pase men li pa janm di anyen. Lanjelis pa sonnen mete malerèz la sou pinga l.

Lan lakou Fondèzanj, se la Altagras leve, lamizè ap taye banda. Zèb pa pouse nan gadinay, wòch galèt fè kenken tankou zo kòt latè k ape pèse deyò. Travay latè pa bay ankò. Bondye sispann kriye sou mizè abitan. Tout larivyè cheche lan ti bouk Fondèzanj. Zannimo deperi tonbe sou granchimèn. Kreyen viva nap deseche kou eskelèt lan karako. Altagras se youn lan mitan sèt pitit. Fòk li te pran you desizyon. Ale travay lavil se te you solisyon. Madan doktè te bezwen bòn...

Lè Altagras debake Pòtoprens machandiz lan mache t ap kabicha. Malerèz la pouse monte, you sak twèl pandye anba zesèl li. Se te sezon madigra. Zwezo sispann chante sou wout li. Van pa vante. Tout pyebwa kenbe souf yo. Altagras lonje Ri Dèkazen, Kontribisyon di: Men youn. Fanm nan estomake; li frape pye l lan ou kanivo, li blayi. Kòmè a leve tèt li. Palè griyen bòkyèl tankou vivi lan dra blan; li lonje dwèt li: Men youn! Altagras sou de pye l ap kouri. Palè Minis di: Men youn! Palè Jistis di: Men youn! Kazèn rele: Men youn! Lopital di: Pòdyab. Katedral di: Amen!

Se te lendi maten, men nan peyi san manman kanaval dire tout you ane. Gwo zouzoun pran plezi pou fè pèp la valse. Tout moun ki about oubyen k pa vle danse ou jwenn yo

lopital, lan prizon, simityè. Lopital di : Pòdyab. Kòm si yo t ap tan you siyal, sou galri ki anfas lopital, tralalap, karyoka ak machin kòdonye pran chante: *Lan peyi san manman kisa ou vin fè makòmè/Pran ou pè soulye met lan pye w retounen lakay ou.* Altagras pa rete, li kontinye mache. Tout valiz, sentiwon ak zegui pran chante: *Lan peyi san manman kisa ou vin fè Altagras/Ou mèt pran you valiz al jwenn fanmi w souple.* Altagras pa rete. Li kontinye mache jouk li kontre bab pou baba k simityè. Simityè ranje eskap pantalon l. Kostim li blan kou dan zonbi. Li met tout trannde li deyò, li di: Vin dòmi avè m. Malerèz la sote. Li pete you sèl kous kouri, li antre Avni Bouzon. Li pouse baryè kay Madan Doktè.

Kay Madan Doktè se lanfè. Altagras bourike kou masena. Vennsenk pyas pou lemwa. Travay dòmi leve: lave, pase, fè manje. Solèy midi wè l nan lari ap pote kantin lekòl pou pitit Doktè. Beton an chofè kou grenn dife. Altagras mare ren l. Chak maten de gwo mit ak kafè. Manje midi se rès bav. Aswè dis kòb fè soupe. Wi Misye Jak. Non Manmzèl Siz. Se lizaj, se pitit mèt. Timoun radi se maladi. Pa gen remèd, se bòn ou ye. Bounda chodyè klere kou zetwal ki lan syèl. Rad blayi sou galèt blan tankou dan chen. Madanm joure w, ou pran souflet, Doktè ponyen w, vant ou monte.

Altagras revòlte. Manje l sispann gen bon gou. Chenmizèt ak kalson pa pwòp ankò. Timoun di ou san respè. Madanm di ou vin sou moun. Doktè di pitit pa pou li, si ou pèsiste lan prizon w a ale. An de tan twa mouvman Altagras nan lari san travay. Fanm nan tonbe mache. Tèt li mabi ak refleksyon. Li mande sa pou l fè. Yo di Pòtoprens bon manman. Bon manman pou ki moun? Pa pou moun andèwò, pa pou malere. Altagras frape pòt Pwofesè, frape pòt Avoka, frape pòt Pastè. Yo pa ouvè pou li. Moun ansent pa jwenn travay, *moun gwo vant pa pwòp.* Abitan sòti lan mèn, desann lavil pou bouske de gouden. Laplenn ak lanmòn voye manje bay Pòtoprens pou li ka bat ak mizè, Pòtoprens krache sou yo. Granmesis chen se kout baton.

Vant lan tire, pitit la bat. Altagras karese vant li, li di: M ap rele ou Eloyiz.

## Deklarasyon MPDP nan solidarite ak popilasyon Akayè a



Manifestasyon popilè nan vil Akayè kont desizyon bizango pouvwa anplas la

Branch Lwès Inisyativ MPDP, wete chapo li byen ba pou salye kokenn chenn rezistans popilasyon Akayè a ap fè kont dekrè bizango pouvwa Tèt Kale Mateli K-Plim nan. Nan dat 25 jiyè 2015, pouvwa defakto Mateli K-Plim nan pran youn dekrè pou li kreye 5 komin anplis nan peyi a. Pami 5 komin sa yo, pouvwa a kreye nan zòn Akayè, youn nouvo komin ki pote non Komin Dèzakaden. Dapre enfòmasyon k ap sikile toupatou nan peyi a, prezidan repiblik la gen pwòp plaj prive li nan zòn sa a epi li konstui youn vila 9 milyon dola vèt nan menm zòn nan. N ap raple, nan dat 13 me 2002, prezidan Aristid te pran youn dekrè menm jan an pou li te kreye komin Taba, kote li tabli baz li. Mateli vle kreye pwòp komin pa l tou nan zòn ki gen plaj, kote bato tout kalte kab debake.

Desizyon bizango sa a soulve



Popilasyon an mete dife nan youn bis transpòtasyon yo rele Sans Souci

revandikasyon mas yo nan twou manti Kanta Pouvwa Mateli / K-Plim nan, n ap mande pou li :

**Pou Sekretarya Inisyativ Inisyativ Mouvmant Patriotik Demokratik Popilè Branch Lwès (MPDP): SAJ/VEYÈ YO, Loudbery PLANCHER; GESTE, Samuel MORANCY; MODEP, Elysee Luckner VIL; SOFA, Rose Kathy IVERA; Sèk Gramsci, Walner OSNA**



Represyon grenn kraze sou popilasyon an

kòlè popilasyon akayè a ki leve kanpe pou mande pouvwa anplas la pou li rantre dekrè a san pèdi tan. Olye pouvwa Mateli / K-Plim nan tandè popilasyon an, yo chwazi fè youn represyon grenn kraze sou popilasyon an. Depi nan mitan mwatye sektanm nan, plis pase 4 moun te deja mouri epi plizyè dizèn moun blese anba bal fòs dezòd ki nan lapolis la. Apre anpil dega fin fèt, pouvwa anplas la mande negosye pou bay popilasyon an te kowosòl pou fè l dòmi.

Pandan n ap manifeste solidarite nou ak popilasyon akayè a, Inisyativ MPDP branch lwès ap mande popilasyon an, pou li :

Rete veyatif pou li pa pran nan okenn chantaj negosyasyon te kowosòl Rete mobilize jouk nou fòse pouvwa Kaletèt la fè bak sou dekrè li a

Voye jete tout kandida Kaletèt yo ak akolit li yo nan eleksyon k ap gen pou fèt yo, kelkeswa lè y ap fèt la, pou nou pa pran nan boukliye kaletèt, machann peyi k ap pare pou antere tout

Sispann tout zak represyon l ap fè sou popilasyon Akayè a

Fè bak prese prese sou dekrè 25 jiyè a ak tout lòt dekrè ilegal li deja pran yo

Fè bak sou tout lòt dekrè li gen entansyon pran pou fè gwo militansyonal yo kado richès peyi a

N ap fini pou n mande èske dekrè sa yo tou se pa tès pou pouvwa Mateli K-Plim nan wè ki reyaksyon pèp la. Paske n konnen gen youn pwojè lwa minye, ki pral vann peyi a bay antrepriz minye transnasyonal yo, ki te fabrike nan laboratwa bank mondyal, pouvwa a bezwen fè pase kòm dekrè avan l ale. Nou swete tout òganizasyon pwojè gresis k ap batay pou youn lòt sosyete san fòs kote rete vijilan epi mobilize pou pouvwa Mate-li K-Plim nan fè bak sou dekrè l yo epi pou l pa file pwojè lwa minye a ki se youn pwazon vyolan avan l bay talon l.

## Anivèsè Nesans Papa Desalin

Pou n selebre 257yèm anivèsè nesans Anprè Janjak Desalin e pou make 24yèm anivèsè koudeta 30 septanm lan kont pèp Ayisyen an, Ayiti Libète ak Konbit Ayisyen pou Kare Lakay (KAKOLA) ap envite nou tout nan youn kozman ak Berthony Dupont. Youn koze enpòtan sou dat istorik sa a nan kontèks Ayiti anba okipasyon enperyalis sou kouvèti Nasyonzini.



Vini pou nou reflechi ansanm sou:

- premye koudeta kont Janbètran Aristid la, koudeta 30 septanm 1991 lan. Poukisa meriken te poze zak sa a pa lentèmedyè militè yo; kijan pèp la te reziste. Koudeta 30 septanm 1991 la se youn koudeta enperyalis yo ap korije an 2004 pou abouti sou twazyèm okipasyon peyi Dayiti.

- ki rapò ki genyen ant koudeta yo e eleksyon seleksyon yo ap òganize nan peyi Dayiti jounen jodi a

- kote nou sòti ak kote nou prale! Esklav yo te Libere tèt nou, noumenm ki sa n ap tann? Ki sa n ap fè pou n sòti nan katyouboumbe sa a pou Ayiti Toma vin granmoun tèt li ankò?

Dimanch 27 septanm 2015, 7hè p.m.

Nan sal Harry Numa  
Nan lokal Hwiti Libète  
1583 Albany Ave (kwen  
Glenwood Road)  
Brooklyn, NY 11210

**Tout moun envite, Antre Gratis!  
Pou plis enfòmasyon rele  
(718) 421-0162  
(917) 251-6057  
Oson E-mail  
konbitla@yahoo.com**

## Mande m m a di w

Mande m m a di w  
Pouki gout dlo pa remonte  
Nan wobinèt  
Pouki demen ret akoupi  
Nan pye jodi  
Pouki lavi avèk lanmò  
Se marasa  
Mande m m a di w  
Si krinolin ak talatàn  
Tounen jipon  
Si tèt kase vire do bay  
Kwòs revolvè  
Si fistibal konn al lakay  
Zwazopalmis  
Mande m m a di w  
Ki lè revèy kay pwoletè  
Va fè katrè  
Ki lè manje va separe  
San bri san kont  
Mande m m a di w

Guy-Gérald Ménard



# Le mystérieux vide qui en dit long dans les courriels de Hillary Clinton à propos d'Haïti

Par Kim Ives

En cette ère d'opacité quasi-totale dans les affaires du gouvernement américain, on trouve rarement la vérité sur les actions de Washington dans les documents lourdement censurés qu'on libère parfois en réponse à une demande faite à travers le *Freedom of Information Act* (FOIA). On doit souvent la deviner à partir de ce qui resté classé.

Tel est le cas des 7,945 courriels de l'ancienne Secrétaire d'État américain et maintenant candidat démocrate à la présidentielle, Hillary Clinton, que le Département d'État américain a jusqu'ici rendu publics, sur une base continue, depuis mai 2015.

Un total de 391 courriels publiés concerne Haïti ou en fait mention, à l'époque du tremblement de terre dévastateur du 12 janvier 2010 et des élections présidentielles de Novembre 2010 et Mars 2011.

La plupart des courriels – beaucoup d'entre eux lourdement rédigés – sont des communications laconiques entre Clinton et son personnel (la majorité provenant de ce personnel) et sont souvent juste des rapports de presse qu'ils se partagent entre eux.



Le 30 janvier 2010, Hillary Clinton (à gauche) a voyagé en Haïti pour faire pression sur le président René Prével (à droite) et le forcer à accepter le changement apporté par des étrangers aux résultats des élections annoncés par le Conseil électoral souverain d'Haïti

Le courriel électronique analysé le plus révélateur jusqu'à présent est un long rapport de la fille des Clinton, Chelsea. La note est non datée, mais clairement écrite à Hillary et Bill (et trois aides des Clinton) au début de 2010, peu après le tremblement de terre. La lettre de sept pages fustige la réponse au tremblement de terre de

l'Organisation des Nations Unies (ONU) et des organisations internationales non gouvernementales (OING), notant que l'« *incompétence est ahurissante* », que « *les Haïtiens veulent s'aider et veulent que la communauté internationale les aide à s'aider* », et que « *le système des Nations Unies ou le système humanitaire international (y compris pour les OING et entre eux) ne se prête nullement à rendre des comptes* ». Chelsea Clinton a écrit que les « *gens de l'ONU que je rencontrais n'étaient souvent pas en contact avec la réalité ..., anachroniques dans leur façon de penser, au mieux, arrogants, et incompetents au pire* » et que « *les Haïtiens dans leurs installations de fortune s'organisent entre eux, en partie pour aider à définir leurs besoins et les articuler ensuite à la communauté des Nations Unies / OING* ».

L'aspect le plus intéressant des courriels de Clinton à propos d'Haïti jusqu'ici, tient à ce qui n'y est pas, une absence de communications allant du 15 décembre 2010 jusqu'au 23 novembre 2012.

Qu'est-ce qui peut expliquer cette soudaine interruption de 23 mois?

Une déduction logique serait que les censeurs américains veulent cacher l'intervention et le rôle central de Washington dans la détermination du résultat d'élections souveraines en Haïti après le premier scrutin du 28 novembre 2010.

En Décembre 2010, le Conseil électoral provisoire d'Haïti (CEP) avait annoncé que les gagnants de ce premier tour



En Juillet 2015, le nouveau président du CEP Pierre Louis Opoint a admis que Hillary Clinton, son assistant Cheryl Mills, et l'OEA avaient forcé le CEP de 2010/2011 à modifier les résultats de ces élections

étaient Mirlande Manigat et Jude Célestin, le candidat d'alors du parti du président René Prével, INITE (Unité). Mais à travers l'Organisation des États américains (OEA) – surnommé il y a quelques années par le gouvernement cubain le « *Ministère des Affaires coloniales* » de Washington – les États-Unis ont réussi à passer outre le CEP d'Haïti et ont remplacé Célestin au deuxième tour par Michel Martelly qui avait fini en troisième position.

Ricardo Seitenfus, un professeur brésilien des affaires internationales qui était alors représentant spécial de l'OEA en Haïti, avait appelé l'intervention étrangère un « *coup de force électoral* ». Après avoir exprimé publiquement sa consternation, Seitenfus a été révoqué.

Pendant que le soulèvement démocratique en Égypte éclatait, Hillary Clinton s'était rendue en Haïti le 30 janvier 2011 pour faire pression sur le gouvernement de Prével de façon à ce qu'il se plie aux changements apportés par l'OEA aux résultats du conseil électoral souverain d'Haïti. Après un bref défi, Prével avait accepté. Martelly a remporté le second tour du 20 mars 2011, une compétition avec le plus bas taux de participation (moins de 25%) dans une élection présidentielle non seulement en Haïti, mais dans l'hémisphère occidental depuis 1945.

Le CEP d'Haïti, l'« *arbitre final* » de toute élection d'après la Constitution, n'a jamais été d'accord avec les résultats des élections. En Juillet 2015, le directeur général du CEP de 2011, Pierre Louis Opoint, a admis publiquement que les résultats du conseil électoral haïtien avaient été changés suite à une intervention d'Hillary Clinton, de l'assistante de Clinton, Cheryl Mills, et



Ricardo Seitenfus, et René Prével, Seitenfus en tant que représentant spécial de l'OEA en Haïti, a été viré après avoir critiqué l'ingérence de Washington dans les élections en Haïti en 2010/2011 ainsi que ses procédés d'intimidation

de l'OEA. Malgré tout, le controversé Pierre-Louis Opoint préside quand même le CEP actuel qui organise les élections municipales, législatives, présidentielles et nationales. Le premier tour du 9 août a été entaché de fraude, de violence, d'un faible taux de participation, et est fortement contesté.

L'ambassadrice américaine Pamela White est devenue l'une des « pom-pom girls »\* les plus ferventes de l'administration Martelly, en dépit d'un soulèvement populaire croissant contre sa corruption, l'obstructionnisme électoral, le règne de l'impunité, et la répression arbitraire et sélective, ayant entraîné la démission du Premier ministre Laurent Lamothe en Décembre 2014. Le fort soutien de l'ambassade américaine au régime Martelly / Lamothe pendant la période où Clinton était secrétaire d'État, mais qui a pris fin le 1er février 2013, peut aussi expliquer pourquoi les emails restent classés et ne paraissent donc pas sur le site de la FOIA du Département d'État.

Au printemps de 2011, l'organisation de médias WikiLeaks avait fourni à *Haïti Liberté* 2.000 câbles – classés « confidentiels », quelques-un même « secrets », datant d'Avril 2003 à Février 2010 – qui ont été obtenus grâce à une fuite non autorisée. L'équipe d'*Haïti Liberté* en traitant les documents a été déçue de découvrir qu'il n'y avait pas de câbles de l'ambassade américaine d'Haïti ou à l'ambassade américaine d'Haïti à Port-au-Prince jusqu'à Mars 2005, un an après le coup d'État du 29 février 2004 contre le président Jean-Bertrand Aristide. Cela indique que les documents de l'ambassade à Port-au-Prince d'Avril 2003 à Mars 2005 ont eu un niveau plus élevé dans la classification, comme « Top Secret » ou « Core Secret ». Les communications diplomatiques américaines dans les mois qui ont précédé et immédiatement après le coup d'État de 2004 restent donc secrètes.

Un haut niveau de secret similaire autour de l'agenda et les actions de Washington en Haïti en 2011 et 2012 expliquent probablement la fin abrupte des emails d'Hillary sur Haïti après l'élection de Novembre 2010.

Ainsi, les journalistes et le public américain restent sur leur faim en ce qui a trait à ce qu'a fait le Département d'État de Mme Clinton en Haïti après Décembre 2010, au moins jusqu'à ce qu'une autre « fuite » non autorisée ouvre une vraie fenêtre sur les machinations internes du département des affaires extérieures des États-Unis.

\* Une *pom-pom girl*, ou une *me-neuse de claque* [https://fr.wikipedia.org/wiki/Pom-pom\\_girl](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pom-pom_girl) - cite\_note-1 (au Québec et au Nouveau-Brunswick) ou une *cheerleader* [https://fr.wikipedia.org/wiki/Pom-pom\\_girl](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pom-pom_girl) - cite\_note-2 (aux États-Unis), est une jeune athlète munie de pompons aux couleurs d'une équipe sportive, participant à un spectacle de chant, de danse et de figures acrobatiques donné pour encourager cette équipe lors d'événements et de championnats sportifs.

**UNITY COOL CORP.**  
 4021 AVE. J BROOKLYN, NEW YORK 11210  
 Tel: (718) 377-2171 \* Fax: (718) 258-0926  
 Email: UnityCoolCorp@aol.com  
 WE SPECIALIZE IN  
**COMMERCIAL & RESIDENTIAL**  
 SERVICES FOR  
**HEATING & COOLING SYSTEM**

**A seed-based supplement hailed as one of the most important anti-aging antioxidants ever discovered!**

**An ELIXIR of Black Raspberry Seed, Black Cumin Seed, Chardonnay Grape Seed & D-ribose.**

**Detoxify • Prevent & Lower High Blood Pressure • Reduce Cancer & Cardiovascular Disease • Improve Brain Function • Prevent Hearing Loss • Keep Bones Strong • Lose Weight • Improve Digestion & Vision • Increase Energy, Performance & Stamina • Lower Bad Cholesterol • Reduce Infection • Much, Much More.**

**BUY SINGLE PACKETS FOR ONLY \$4 EACH AT:**  
 Tony's Health Food & West Indian Products, 2923 Glenwood Road (corner Nostrand), Brooklyn, NY  
 Potential Vegetal Herbs & Vitamins, 1358 Flatbush Avenue (corner E. 26th St.), Brooklyn, NY  
 Vitamin & Mineral Club Detox Spa, 2710b Avenue D, Brooklyn, NY  
 Haïti Liberté, 1583 Albany Avenue, Brooklyn, NY

**Call: (203) 679-9292 • www.myrainlife.com/rejuvenation**



## Hounkou Olokoun Djavòhoun Bòhoun pour l'Ati National François Max Gesner Beauvoir

Par J. Fatal Piar

*Hounkou Olokoun Djavòhoun Bòhoun ! Roukoku !  
Djavòdò ! Roukoku ! Djavòdò ! Roukoku !  
Djavòdò ! Roukoku !*

*Rituel Funéraire Vodou.*

« Wongòl o w ale. Ki lè wa vini wè n anko w ale ». Ce Chant folklorique haïtien a été fredonné par l'Ati national Max Beauvoir en prélude à son trépas qui n'allait pas tarder. « Je savais que l'Ati Max Gesner Beauvoir allait nous laisser. A ma dernière visite en le quittant il a fredonné cette chanson qui augurait son voyage imminent vers l'infini ». Confiance exclusive d'Erol Josué, Directeur Général du Bureau National d'Ethnologie, à Haïti Liberté quelques minutes après la mise en terre sous une pluie battante de la dépouille de l'Ati national François Max Gesner Beauvoir.

Selon les initiés qui maîtrisent bien le rituel Vodou, les âmes des morts, quand elles ne sont pas expédiées dans leurs lieux de provenance, ils veulent insinuer par là sous les eaux, errent partout. Elles hantent les cours, les habitations et jusque dans l'intimité même des foyers. C'est juste pour éviter que celle de l'Ati national François Max Gesner Beauvoir ne connaisse ce sort similaire que de somptueuses cérémonies funéraires ont été organisées à la dimension de ce colosse du Vodou Ayisyen.

**Hounkou Olokoun Djavòhoun Bòhoun**, ainsi s'appelle ce rituel organisé le mercredi 16 septembre dernier, en vue de renvoyer l'âme de l'Ati Nasyonal, François Max Gesner Beauvoir sous les eaux. Au soir du samedi 13 septembre, bien avant que les pétales de la nuit ne se transforment en aube nouvelle, l'Ati Nasyonal, François Max Gesner Beauvoir, après 79 rekòt kafe, a entrepris cette longue traversée vers l'autre demembre, *kote pesonn pa gen dwa met chapo*.

« **Les funérailles de l'Ati National ont été chantées au kiosque Occide Jeanty le mercredi 16 septembre** ». Ainsi notre camarade de combat Wilhem Cadet, formulait sa communication téléphonique. « **Les ac-**



François Max Gesner Beauvoir

**tivités débiteront dès 8 heures am** ». Tel est le contenu de ce message texte provenant de Louis Lecoïn employé au Bureau National d'Ethnologie. Mardi soir s'est tenue la veillée funèbre sous la coordination de la manbo et chanteuse Carole Dèmesmin.

Dans le Peristil du défunt, à Mariani, Peter Ronald Berlus, Ronite Louima, Mirla et Zikiki du groupe YizraEl et moi, nous avons suivi sans manquer une virgule ce Bòhoun entrecoupé de chants Vodou jusqu'à l'extinction du dernier canari que percutaient des dames tout de blanc vêtues. Madame Ledan tout en montrant sa vive émotion, exprimait sa colère ardente face à cette déchéance politique à laquelle se trouve confrontée aujourd'hui le pays de Dessalines.

### La Cérémonie d'Hommage National

Le 16 septembre, tôt dans la matinée, une somptueuse cérémonie d'hommage à la mémoire de l'Ati National du Vodou Ayisyen, Monsieur François Max Gesner Beauvoir s'est déroulée au Kiosque Occide Jeanty, situé en plein cœur du Champs de Mars. Le soleil de septembre pointait déjà ses milliards de rayons aurifères quand les notes tristes des cuivres soutenues par les percussions, saluaient l'arrivée des nombreuses délégations : A la presse, la famille, des serveurs, des officiels, au Président et des membres de la Cour Supérieure des Comptes, au Représentant Spécial des Nations Unies, à la famille présidentielle et au Premier Ministre, s'ajoutaient des curieux.

Tandis que les serveurs tapaient indéfiniment sur les govi, les Hounsi célébraient à travers des chants Vodou le départ de l'Ati Nasyonal ce ougan

asogwe. L'une de ses filles Malou Beauvoir prit son courage à deux bras pour témoigner au nom de la famille profondément attristée, de la dimension mystique, spirituelle et sociale de ce colosse du Vodou Ayisyen. Madame Marie Laurence Jocelyn Lassègue, à titre de Maitresse de cérémonie était bien à la hauteur de cette émouvante tâche.

Des chants et des danses Vodous interprétés par des femmes et des hommes tout de blanc vêtus selon le vœu du protocole s'intercalaient entre les propos du membre de Religion pour la Paix, des discours du Président de l'Académie Créole et de celui du Premier Ministre. Ensuite le Président de la République a remis une distinction au chef de deuil. Sur cette entrefaite l'Ati Nasyonal, Monsieur François Max Gesner Beauvoir à titre posthume bien évidemment [a reçu] la décoration de l'Ordre national et Mérite au Grade d'Officier.

Carole Dèmesmin, Fabienne Denis, Erol Josué, par le truchement des chants Vodou exprimaient leur profonde mélancolie. Des adeptes du Vodou, tout en esquissant des pas de danse rendaient une gloire bien méritée à la mémoire de l'Ati Nasyonal. Le soleil avait déjà atteint son apogée quand la présentatrice annonça que les funérailles allaient se poursuivre dans le Peristil de l'Ati à proximité du littoral à Mariani, un quartier de la commune de Gressier.

Déjà une heure de l'après midi, nous voici sous ce Mapou géant enroulé dans une bandelette noire et blanche qui sert de belle entrée à cette vaste cour qui héberge le Peristil de l'Ati. Arrive maintenant le long corbillard noir, dont la porte arrière s'ouvre pour laisser poindre la bière ou est allongée la dépouille de François Max Gesner Beauvoir. Des rituels à la dimension de ce colosse du Vodou Ayisyen l'accompagnaient avant d'être exposé en plein milieu du Peristil retiré au fond en passant par cette petite barrière.

Entre les va-et-vient incessants, les autres membres de Konfederasyon Nasyonal Vodou Ayisyen (KNVA) ont improvisé une conférence. Il convient de mentionner l'absence remarquée de la Manbo Euvonie Auguste qui assure l'intérim pour 90 jours en attendant la désignation d'un nouvel Ati

*Suite à la page (14)*

## Les élections du 9 août 2015: la violence comme élément structurant du vote !



Un policier traversant des cadavres à la ruelle vaillant, école Argentine Bellegarde, lors des élections violentes du 29 novembre 1987

Par Jacques NESI

La veille des élections législatives en Haïti semblait annoncer des consultations sereines. Cette prétention n'est sans doute pas utopique, malgré certaines séquences assez violentes enregistrées ici et là, par le Réseau National De Défense des Droits Humains qui avait donné le ton, laissant croire à la résurgence de la violence politique dans le contexte électoral. Ses précisions sont à relativiser, si on compare la veille du scrutin des élections législatives de 2015 avec des périodes pré-électorales antérieures. Elles ont été marquées par exemple, en 1987, par des incendies de marchés publics, des entreprises d'impressions, des locaux des partis politiques.

La violence qui accompagne les consultations électorales ne se limite pas aux moments qui précèdent le scrutin. Elle est également présente au lendemain de la proclamation des résultats. A ces deux moments précis, les consultations électorales s'accompagnent d'effets politiques renouvelant avec la tradition politique en Haïti où désormais la crise politique est congruente avec la crise électorale. Les onze consultations électorales, de 1987 à 2006, qui ont suivi la libéralisation politique post-duvaliériste sont scandées de crises majeures, sauf celles du 16 décembre 1990 qui a vu la désignation de

Jean-Bertrand Aristide au pouvoir. Celles de 2000 ont conduit à la chute de celui-ci: des troubles politiques qui ont rongé la stabilité institutionnelle et marqué l'affaiblissement de l'opposition ont depuis introduit le venin dans la culture politique haïtienne. Désormais, les consultations électorales sont identifiées à la violence et à un mouvement puissant d'organisation de bourrages d'urnes, de fraudes, auxquelles prennent part les formations politiques pro-gouvernementales. En quoi les élections du 9 Août en cours sont-elles différentes des précédentes consultations?

L'introduction du suffrage universel direct depuis 1987 s'accompagne de mécanismes prudentiels et modernes tendant à moderniser le système électoral. Et depuis 2006, les relations coûts des élections et renoncement de la souveraineté d'Haïti s'affirment davantage. Plus les élections sont contrôlées par les autorités supra-nationales, plus le scrutin devient coûteux et plus il est entaché d'irrégularités massives, de fraudes inacceptables et de violences. Pourtant, Haïti n'est pas le théâtre de conflits guerriers mettant aux prises des bandes rivales armées, préoccupées par des ambitions de scission territoriale, des rivalités de belligérants sournoisement financés par les pétroliers ou des exploitants diamantaires.

Non : Haïti est une île à la réputation calme, qui vit ses difficultés, les méprise et les temporise dans une quête permanente de modèles, de désir d'utopies, d'attentes transformées en enfer, de rendez-vous électoraux en cauchemar par une élite mercenaire et prédatrice. Pire ! Haïti débarassée depuis 1802 de ses bourreaux se retrouve prise en otage par d'autres espèces aussi détestables que les premières: celles qui, impréparées et grossières, renoncent aux efforts de modernisation du pays, préfèrent des raccourcis pour contourner les exigences de la démocratie représentative. Lesquelles? Être capable moralement de représenter ses concitoyens, être vertueux, aimer son pays et se dévouer à son service pour qu'il atteigne le bien commun. Comme les consultations précédentes, les consultations du 9 août débouchent sur autant de déceptions, de grossièretés, de sauvagerie, de sauts et de soubresauts installant encore Haïti pour longtemps, dans la gueule de la dépendance envers la « communauté internationale », transformant un espace enchanté hier, en espace désenchanté aujourd'hui.

Ce qui est intéressant, c'est de comprendre pourquoi les acteurs politiques se montrent bien déterminés

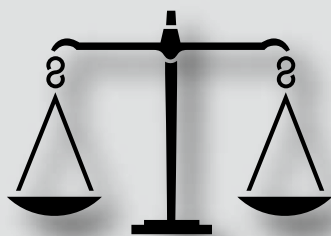
*Suite à la page (14)*

### PAUL J. JOURDAN ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place  
Brooklyn, NY 11210

Phone:  
(718) 859-5725  
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



### MENEZ JEAN-JEROME

Attorney at Law

Real Estate  
Immigration-Divorce



4512 Church Avenue  
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600  
(914) 643-1226 CELL

### Carmelle Robillard Attorney At Law

2747 Coney Island Avenue  
Brooklyn NY 11235  
(347) 470-2575

- \* Immigration
- \* Guardianship
- \* Personal Injury
- \* Real Estate
- \* Closing
- \* Divorce
- \* Special Education
- \* Wills



Law Office of  
DENNIS MULLIGAN

DENNIS MULLIGAN,  
Attorney-at-Law

All aspects of Immigration Law

- TPS
- Residency
- Citizenship

Over 20 years experience

Nous parlons français

11 Broadway  
New York, NY 10004  
(near all trains)  
646-253-0580



## Presidential Candidate Nestor Accuses Martelly Regime of Orchestrating Car Attack Against Him

By Kim Ives

Michelet Nestor, the presidential candidate of the party Coalition for the Convention of Reconstruction of Citizens' Reconciliation (CORRECH), had voted on Aug. 9 in the first round of Haiti's parliamentary elections. He left a voting station in Bourdon in the back seat of a jeep with a driver and three friends around 2:00 p.m. to return to Port-au-Prince's Marriot Hotel, where

into a wall, injuring all of the car's occupants.

The pick-up sped off, but the assailants inside the pick-up had big automatic weapons which they pointed at Nestor and his companions. Passing motorists drove the five injured men to the Canapé Vert Hospital, where doctors found that Nestor's left arm was broken in five places.

With his broken arm temporarily set, Nestor flew with his wife to Miami where he underwent surgery and had



With his arm in a cast, Haitian presidential candidate Michelet Nestor (third from the left), next to his aunt Lucy Orlando, an avid Jeb Bush supporter. Also present were supporters Dr. Gaston Valcin (left) and Georges Nathan (right).



Michelet Nestor in Aventura Hospital in Miami, FL, where he underwent surgery on his broken left arm.

he was staying.

The driver noticed a white pick-up without plates following them. Then men in the pick-up fired shots. Nestor's driver panicked, trying to speed away and drive into the residence of the French ambassador. Instead, he crashed

the arm reset at Aventura Hospital.

The candidate gave this account to *Haiti Liberté* at the Marriot Courtyard Hotel near Laguardia Airport on Sep. 20.

When asked who he thought was behind the attack and why, Nestor replied: "The government in power sees

I'm a candidate which has potential to win this election. They tried to make me scared to leave the race."

Candidate Nestor could offer no other evidence of President Michel Martelly's regime involvement to support his charge.

He said that a "communications officer" from the Interior Ministry visited him after the attack. "He said they were going to conduct an investigation, but after that, nothing happened."

It may be difficult to believe that the regime would target one of Haiti's less prominent presidential candidates in the field of 54.

However, Nestor is also the nephew of Lucy Orlando, 71, a political activist who strongly supported and worked for the 2004 coup d'état against President Jean-Bertrand Aristide and today is a prominent supporter of Republican presidential candidate Jeb Bush.

The talkative grandmother of nine, who lives in Weston, Florida, was at *Haiti Liberté's* interview of her nephew and claimed to have been a close associate of Martelly and his former prime minister and long-time business partner Laurent Lamothe a few years ago. But she has since broken with them, now saying they are "criminals."

Ms. Orlando claimed that in 2005, she was asked to procure a Haitian passport for Mr. Lamothe so he could travel on it to Africa to make telecommunications business deals. The passport was the product of "déchollage" she said, the Haitian term for making a fake document. If her assertion is true, it would support the long-standing rumor that Mr. Lamothe was not Haitian born and hence illegally occupied the post of prime minister.

"I managed to get the passport for him," she told *Haiti Liberté*. "It was Olier Pieriche [presently the Martelly government's Minister for Haitians Living Abroad] who got the passport for Lamothe." At the time, Pieriche was the Haitian Consul General in Miami, appointed by de facto Prime Minister Gérard Latortue.

Could the ill-will professed by Ms. Orlando for Mr. Martelly be behind the alleged attack on her nephew?

Michelet "Mike" Nestor, 41, the son of a street vendor and a butler, was

born and raised in the Port-au-Prince shanty town of Solino. But the Haitian Army colonel who employed his father paid for him to attend the prestigious Canado High School. He served five years as a policeman and went to law school at Haiti's State University and Loyola University in New Orleans, Louisiana.

Today, Nestor is the CEO of Seco Group, a North Miami-based staffing agency which employs some 4,500 people in 13 states. He also says he owns a ship that carries cargo between Miami and Haiti.

The candidate claims he would create two million jobs in Haiti, if elected.

Mr. Nestor does not think that free and fair elections are possible with the current Provisional Electoral Council (CEP) but does not support the Aug.

9 elections' annulment, saying instead that "some races should be reheld where there were problems."

"We do not have enough money to do our own elections," he said. "The international community invested a lot of money for the election."

As to why the problems happened, he said that "Haiti is a failing state" which is "lacking any structure" and the Martelly "government is responsible for all of that."

He thought that the Martelly regime "most likely wants a selection, but the Haitian people need an election, so they can have a true leader like me."

"I don't believe that the Haitian people are ready for Martelly to just select somebody" because "Martelly's government has failed," Nestor concluded.



The crashed car in which Nestor and four others were driving when they were allegedly attacked by heavily armed men in a white pick-up.

**RINCHER**

**Translations**  
**Cheapest in Town**  
 Birth Certificate • Resume  
 • Divorce/Marrage Certificates

Universal Book Store  
 Languages • Religious • Political  
 • History • Educational

Radio Optimum Mondiale  
 Advertising • Radios • Annonces • Nouvelles

**826 Rogers Avenue**  
**Brooklyn, NY 11226**  
**(718) 282-4033**

Email: rincherexpress@gmail.com

**Director: Florence Comeau**

**Interlink Translation Services**

\* Translations \* Interpreters  
 \* Immigration Services  
 \* Resumé \* Fax Send & Receive  
 \* Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

**Tel: 718-363-1585**

**899 Franklin Avenue,**  
**Brooklyn, NY 11225**



## « SI VOUS VOUS INQUIÉTEZ DES RÉFUGIÉS, ARRÊTEZ DE SOUTENIR LES TERRORISTES »

*Aux prises avec une situation extrêmement compliquée en Syrie, qui affecte toute le Moyen-Orient jusqu'en Europe, le dirigeant du pays a livré son opinion aux médias russes sur la lutte contre le terrorisme et les origines de la crise des réfugiés. Selon Assad « l'Occident pleure d'un œil sur le sort de ces réfugiés et les vise avec une mitrailleuse d'un autre œil... »*

**Question :** Monsieur le président, tout d'abord nous tenons à vous remercier pour cette interview, de la part de RT, Rossijskaya Gazeta, Pervy Kanal, Rossiya 24, RIA Novosti et NTV. Merci beaucoup de nous l'avoir accordée dans ce moment critique de la crise syrienne, au moment où il y a beaucoup de questions à aborder, portant sur la possible issue du processus politique de pacification, sur l'état actuel de la lutte contre Daesh et sur le statut du partenariat russo-syrien, tout comme sur l'exode massif des Syriens vers l'Europe, qui fait la une des médias européens.

Nous entrons en ce moment dans la cinquième année de la crise syrienne. Vous avez démenti toutes les prédictions des leaders occidentaux considérant votre départ comme imminent, et exercez toujours la fonction de président de la République arabe syrienne. Récemment il y a eu beaucoup de spéculations liées aux rapports indiquant que les représentants de votre gouvernement avaient rencontré des représentants de votre adversaire, l'Arabie Saoudite, d'où la supposition que le processus politique en Syrie avait franchi une nouvelle étape. Cependant, les déclarations de l'Arabie Saoudite, qui continue à insister sur votre départ, montreraient qu'au final il n'y a eu que très peu de changements, malgré l'existence d'une menace très importante de la part de groupes comme Daesh, bien au-delà des frontières syriennes.

Quelle est alors votre position concernant ce processus politique ? Que ressentez-vous à l'idée de partager le pouvoir et de travailler en commun avec ces groupes d'opposition, qui continuent de déclarer qu'il ne peut y avoir de solution politique en Syrie sans votre départ immédiat ? Vous ont-ils montré qu'ils étaient prêts à collaborer avec votre gouvernement et vous-même ? En plus de cela, dès le début de la crise syrienne, plusieurs de ces groupes exigeaient des réformes et un changement politique. Mais ce changement est-il réalisable aujourd'hui, dans les conditions actuelles, où la guerre continue et la terreur se propage en Syrie ?

**Bachar el-Assad :** Permettez-moi d'abord de diviser cette question. C'est une question multiple sous forme d'une seule question. Tout d'abord, à propos du processus politique. Dès que la crise a commencé, nous avons adopté une approche de dialogue. Il y a eu beaucoup de tours de ce dialogue entre les Syriens en Syrie, à Moscou, à Genève. En fait, le seul résultat vraiment tangible, était le Moscou 2 – pas le Genève, pas le Moscou 1 – et en réalité il s'agit d'un résultat partiel, incomplet, ce qui est naturel vu l'ampleur de la crise. C'est impossible d'arriver à une solution en quelques heures ou en quelques jours. C'est un pas en avant, et nous attendons le Moscou 3. Je pense que nous devons poursuivre le dialogue entre les différentes entités syriennes, entre les entités et les courants politiques, tout en combattant le terrorisme afin de trouver un accord sur l'avenir de la Syrie. C'est ce qu'on doit continuer à faire.

Si j'avance vers la dernière partie de la question – car elle est liée à celle à laquelle je suis en train de répondre – s'il est possible de réussir à atteindre quelque chose vu la prévalence du terrorisme en Syrie et en Irak et dans la région en général. Comme je l'ai dit, nous devons poursuivre le dialogue afin d'arriver à un accord, mais si on veut mettre en place quelque chose de réaliste, il est impossible de faire quoi que ce soit quand des gens sont tués, quand le sang coule sans cesse et tant que les gens ne se sentent pas en sécurité. Admettons que nous al-

lons nous mettre ensemble – les partis ou les entités politiques – et que nous atteindrons des accords dans les domaines politique, économique, de l'éducation, de la santé, dans tous les domaines.

Comment pourrions-nous l'appliquer si la priorité de chaque citoyen syrien reste sa propre sécurité ? Nous pouvons donc parvenir à un accord, mais il n'est pas possible de l'appliquer tant que le terrorisme n'est pas vaincu en Syrie. Il faut vaincre le terrorisme et pas seulement Daesh. Je parle du terrorisme, car il y a beaucoup d'organisations, surtout l'Etat Islamique et al-Nosra, qui ont été déclarées terroristes par le Conseil de sécurité. Voilà ma réponse concernant le processus politique.

Quant au partage du pouvoir, nous le partageons déjà avec une partie de l'opposition qui a été d'accord pour le partager avec nous. Il y a quelques années, ils ont rejoint le gouvernement. Bien que le partage du pouvoir soit une question qui relève de la constitution, qui est liée aux élections, surtout aux élections parlementaires, et bien évidemment à la façon dont ces entités représentent le peuple syrien – mais vu la crise, nous



« Si vous vous inquiétez des réfugiés, arrêtez de soutenir les terroristes »

avons décidé de faire un pas vers eux, peu importe son efficacité.

À propos de la crise des réfugiés, je voudrais dire quelques mots concernant les accusations de la propagande occidentale, qui essaye de montrer que ces réfugiés échappent au gouvernement syrien que les occidentaux traitent de « régime » bien évidemment. Dans les faits, l'Occident pleure d'un œil sur le sort de ces réfugiés et les vise avec une mitrailleuse d'un autre œil, car ces gens ont quitté la Syrie à cause du terrorisme, surtout à cause des terroristes et des meurtres, mais aussi à cause des conséquences du terrorisme.

Quand vous faites face au terrorisme, vous voyez vos infrastructures être détruites, et vous ne parvenez plus à subvenir à vos besoins. Du coup beaucoup de gens partent, à cause du terrorisme, et parce qu'ils veulent gagner leur vie quelque part dans ce monde. Alors, l'Occident s'apitoie sur eux, ce même Occident qui soutient les terroristes depuis le début de la crise, quand il a dit que c'était un soulèvement pacifique, quand il a dit après que c'était une opposition modérée. Et maintenant, quand ils disent que s'il y a des organisations terroristes, telles que Daesh ou al-Nosra, c'est à cause de l'Etat syrien, du régime syrien ou du président syrien. Alors, tant qu'ils resteront dans cette optique propagandiste, ils auront de nouveaux réfugiés. Le souci n'est donc pas dans le fait que l'Europe ne les a pas acceptés ou gardés, le souci, c'est qu'elle ne veut pas s'occuper des causes du problème.

Si leur destin vous préoccupe, arrêtez de soutenir les terroristes. C'est notre point de vue concernant cette crise. C'est au cœur de toute cette question des réfugiés.

**Question :** Vous avez déjà évoqué le sujet de l'opposition syrienne dans votre première réponse. Cependant, j'aimerais y revenir, puisque c'est très important pour la Russie. Qu'est-ce que doit faire l'opposition interne afin



Le président syrien Bachar el-Assad livrant son opinion aux médias russes sur la lutte contre le terrorisme et les origines de la crise des réfugiés

de pouvoir collaborer et coordonner les autorités syriennes, pour les appuyer dans leurs batailles ? C'est quelque chose qu'ils évoquent et qu'ils ont l'intention

de faire. Aussi, quelle est votre opinion concernant les perspectives de Moscou-3 et de Genève-3 ? Seront-ils utiles à la Syrie dans le cas présent ?

**Bachar el-Assad :** Comme vous le savez, nous sommes en guerre contre le terrorisme, et le terrorisme est soutenu par des forces étrangères. Ce qui signifie que nous sommes en état de guerre totale. Je crois que toutes les sociétés, tous les patriotes et tous les partis qui appartiennent véritablement au peuple doivent s'unir dans la guerre contre l'ennemi, qu'il s'agisse d'un ennemi formé par des groupes terroristes domestiques ou étrangers. Si on demande aujourd'hui à n'importe quel syrien ce qu'il souhaite le plus au monde, la première chose qu'il évoquera sera la sécurité pour lui et sa famille. Ainsi, nous, en tant que forces politiques, que ces forces soient intérieures ou extérieures au gouvernement, devons nous unir autour de ce que souhaite le peuple syrien. Ce qui signifie que nous devons avant tout nous unir contre le terrorisme. C'est logique et évident. C'est pourquoi, je dis que nous devons nous unir en tant que forces politiques ou gouvernementales ou en tant que groupes armés qui ont combattu contre le gouvernement, afin de pouvoir combattre le terrorisme. Et c'est exactement ce qui s'est passé : il y a actuellement des forces qui combattent le terrorisme avec l'Etat syrien, des forces qui se sont auparavant battues contre l'Etat syrien. Nous avons fait des progrès à cet égard, mais j'aimerais profiter de cette opportunité pour appeler toutes les forces à s'unir contre le terrorisme, parce que c'est le moyen d'atteindre les objectifs que nous visons, en tant que syriens, à travers le dialogue et l'action politique.

**Question :** Je voudrais continuer avec une question sur la coopération internationale afin de résoudre la crise syrienne. À cet égard, après le règlement de la question nucléaire iranienne, il est évident que l'Iran jouera un rôle plus actif dans les affaires régionales. Dans ce contexte, comment évaluez-vous les initiatives iraniennes récentes quant à l'atteinte d'un accord sur la situation en Syrie ? Et, en général, quelle importance donnez-vous au support de Téhéran, y a-t-il un support militaire ?

**Bachar el-Assad :** Actuellement, il n'y a aucune initiative iranienne. Il y a des idées ou des principes pour une initiative iranienne basée principalement sur la souveraineté de la Syrie, la décision des Syriens et sur la lutte contre le terrorisme. Les rapports entre la Syrie et l'Iran sont anciens. Ils ont plus de 35 ans. Il s'agit d'une alliance basée sur un haut degré de confiance. C'est pourquoi nous croyons que le rôle de l'Iran est important. L'Iran supporte la Syrie et le peuple syrien. Il est solidaire sur le plan politique, économique et militaire avec l'Etat syrien. Quand nous disons militaire, cela ne signifie pas, comme certains le prétendent dans les médias occidentaux, que l'Iran a envoyé une armée ou des forces armées en Syrie. Ce n'est pas vrai. Il nous envoie de l'équipement militaire, et bien sûr, il y a des échanges entre les experts militaires de Syrie et d'Iran. Cela a toujours été le cas, et c'est normal que cette coopération entre deux pays en situation de guerre se renforce. Oui, le soutien constant de l'Iran était essentiel dans cette guerre difficile et féroce.

**Question :** En ce qui concerne les facteurs et acteurs régionaux, vous avez récemment évoqué une coordination avec le Caire dans les domaines de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, et qu'à cet égard, vous vous trouvez du même côté de la ligne de front contre le terrorisme. Quelles sont vos relations actuelles avec Le Caire sachant qu'il accueille certains groupes d'opposition ? Avez-vous des relations directes, ou peut-être via la médiation russe, surtout compte tenu de la nature stratégique des relations entre la Russie et l'Egypte

? Le président el-Sisi est désormais le bienvenu en Russie.

**Bachar el-Assad :** Les relations entre la Syrie et l'Egypte n'ont jamais cessé, même dans le passé, et même à l'époque du président égyptien Mohamed Morsi qui était membre de l'organisation terroriste des Frères musulmans. Malgré cela, les institutions égyptiennes ont insisté à ce qu'au moins une partie de nos relations soit préservée. Première-



Le terrorisme doit être éliminé partout, appelé à la formation d'une coalition terroriste. Mais en ce qui concerne la al-Nosra, cette réalité existe, nous savons qu'ils nous fournissent des armes

ment, parce que le peuple égyptien est parfaitement conscient de ce qui se passe en Syrie, et deuxièmement, parce que la bataille que nous menons actuellement – c'est une bataille contre un ennemi com-



Des soldats de l'Etat Islamique

mun. Bien sûr, cela est devenu évident pour tous à présent. Le terrorisme s'est propagé en Lybie, en Egypte, au Yémen, en Syrie et en Irak, ainsi que dans d'autres pays arabes et dans certains pays musulmans aussi, tels que l'Afghanistan, le Pakistan, etc.

C'est pourquoi je peux dire que nous partageons une vision commune avec les égyptiens, mais nos relations n'existent à présent qu'au niveau de la sécurité. Il n'y a par exemple aucun contact entre le ministère des Affaires étrangères égyptien et syrien pour le moment. Le partenariat existe unique-



# « BACHAR EL ASSAD ! ARRÊTEZ DE SOUTENIR LES TERRORISTES »

ment au niveau des services de sécurité. Nous sommes conscients de la pression qui peut être exercée sur l'Égypte et sur la Syrie, afin d'empêcher à ce que nous puissions établir des relations solides. Bien sûr, ces contacts ne se font pas via de Moscou. Comme je l'ai dit, les relations ne se sont jamais interrompues, mais nous n'avons pas de problème avec l'amélioration des relations entre la Russie et l'Égypte. Damas et Moscou sont liés par des relations historiques et solides, ainsi, c'est naturel pour la Russie de se sentir à l'aise dans le cas d'un développement positif de toute relation entre la Syrie et l'Égypte.

**Question :** Monsieur le Président, permettez-moi de revenir à la question sur la lutte contre le terrorisme. Comment trouvez-vous l'idée de créer une région sans terroristes au nord du pays, à la frontière avec la Turquie ? Dans ce contexte, quelles sont vos observations sur la coopération indirecte entre l'Occident et les organisations terroristes comme le Front al-Nosra et d'autres groupes extrémistes ? Et avec qui êtes-vous prêt à coopérer et lutter contre les terroristes de Daesh ?

**Bachar el-Assad :** Dire que les frontières avec la Turquie doivent être libérées du terrorisme signifie que le terrorisme est autorisé dans d'autres régions. Ce n'est pas acceptable. Le terrorisme doit être éliminé partout, et pendant



et pendant trois décennies nous avons internationale afin de lutter contre le coopération occidentale avec le Front ns que la Turquie supporte al-Nosra et nes, de l'argent et des volontaires.

trois décennies nous avons appelé à la formation d'une coalition internationale afin de lutter contre le terrorisme. Mais en ce qui concerne la coopération occidentale avec le Front al-Nosra, cette



armée syrienne

réalité existe, nous savons que la Turquie supporte al-Nosra et Daesh en leur fournissant des armes, de l'argent et des volontaires. Et nous savons tous que la Turquie entretient des relations étroites avec l'Occident. Erdogan et Davutoglu ne peuvent pas faire un pas sans en référer en premier avec les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux. Al-Nosra et Daesh opèrent avec une telle force dans la région, sous la couverture de l'Occident, parce que les pays occidentaux ont toujours considéré le terrorisme comme une carte, qu'on peut mettre dans sa poche et utiliser de temps en temps. Actuelle-

ment, ils veulent utiliser al-Nosra contre Daesh, peut-être parce que, d'une façon ou d'une autre, Daesh a échappé à tout contrôle. Mais cela ne signifie pas qu'ils veulent éliminer Daesh. Si vraiment ils voulaient le faire, ils en auraient été capables. Pour nous, Daesh, al-Nosra et toutes ces organisations de même nature, qui portent des armes et tuent des civils, sont des organisations extrémistes.

Mais ce qui est important c'est avec qui on parle. Dès le début, nous avons voulu engager le dialogue avec tous si ce dialogue aboutit à affaiblir le terrorisme et donc à la recherche de la stabilité. Naturellement, cela inclut les pouvoirs politiques ; mais il y a aussi des groupes armés, avec lesquels nous avons mené le dialogue et parvenu à un accord dans des zones de conflit, devenues calmes à un moment donné. Dans d'autres régions, ces groupes armés se sont joints à l'armée syrienne et luttent à ses côtés, et certains membres sont tombés en martyrs. Nous parlons donc à tous, sauf aux organisations que j'ai mentionnées, telles Daesh, al-Nosra et consorts, pour la simple raison que ces organisations appuient leur doctrine sur le terrorisme. Ces organisations sont idéologiques et ne sont pas simplement opposées à l'Etat, comme c'est le cas avec plusieurs groupes armés. Leur doctrine est basée sur le terrorisme, et par conséquent, le dialogue avec ces organisations ne peut déboucher sur aucun résultat probant. Nous devons lutter et les faire disparaître totalement, et parler avec eux est absolument futile.

**Question :** En parlant des partenaires régionaux, avec qui êtes-vous prêt à collaborer au combat contre le terrorisme ?

**Bachar el-Assad :** Certainement avec des pays amis, en particulier avec la Russie et l'Iran. Nous collaborons aussi avec l'Irak du fait qu'il affronte le même type de terrorisme. Quant aux autres pays, nous ne nous opposons à aucun d'entre eux, à condition qu'ils montrent la volonté de lutter contre le terrorisme, et non pas ce qu'ils font dans ce qu'on appelle « la coalition internationale » dirigée par les Etats-Unis. En fait, depuis que cette coalition a commencé à fonctionner, Daesh est en pleine expansion. En d'autres termes, la coalition a échoué et elle n'a pas de véritable impact sur le terrain. En même temps, des pays comme la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, et les pays occidentaux, comme la France, les Etats-Unis, et d'autres, qui couvrent le terrorisme, ne peuvent pas y résister. On ne peut pas être pour, et en même temps contre le terrorisme. Mais si ces pays décident de modifier leurs politiques et réalisent que le terrorisme est comme le scorpion, qui vous pique si vous le mettez dans la poche. Si cela arrive, nous n'objectons pas de collaborer avec tous ces pays, à condition que ce soit un engagement franc, et pas une farce de coalition contre le terrorisme.

**Question :** Dans quel état se trouve actuellement l'armée syrienne ? Les forces armées syriennes ont combattu depuis plus de 4 ans. Sont-elles épuisées par la guerre, ou sont-elles devenues plus fortes comme résultat de leur engagement dans des opérations militaires ? Existe-t-il des forces en réserve pour venir les soutenir ? Et j'ai une autre question importante : vous avez dit qu'un grand nombre de vos ex-adversaires ont désormais décidé de combattre dans les rangs des forces du gouvernement. Quel est leur nombre ? Et quel est l'étendue de l'aide qu'ils offrent à la lutte contre les groupes extrémistes ?

**Bachar el-Assad :** Bien sûr, la guerre c'est mal. Toute guerre est destructive, dans tous les cas elle affaiblit la société et l'armée, quel que soit la puissance et la richesse du pays. Mais, ce n'est pas ainsi qu'on doit évaluer les choses. On suppose que la guerre doit pouvoir unir la société contre l'ennemi. L'armée devient le symbole le plus important pour toute société qui subit une agression contre son pays. La société

commence à soutenir son armée, et lui fournit tout le support nécessaire, y compris en terme de ressources humaines, de volontaires, de conscrits, afin que l'armée puisse défendre sa patrie.

En même temps, la guerre permet de développer l'expertise de n'importe quelle force armée, du point de vue pratique et militaire. Ainsi, il y a toujours des aspects positifs et négatifs. On ne peut pas juger si l'armée devient plus faible ou plus forte. Mais, en retour, la société la soutient en lui fournissant des volontaires. Donc, la réponse à votre question : « Y a-t-il des renforts ? » Oui, certainement, puisque sans ces renforts, l'armée ne serait pas capable de tenir pendant quatre ans et demi d'une guerre si dure, surtout sachant que l'ennemi que nous combattons aujourd'hui jouit d'un approvisionnement illimité en matière de ressources humaines. Nous voyons aujourd'hui des combattants terroristes venant de 80, 90 pays.

Il s'agit de tout un incubateur qui envoie des milliers de personnes provenant de différents pays pour combattre en Syrie du côté des terroristes. En ce qui



Le peuple syrien manifestant son soutien à Assad

nous concerne, notre réservoir, c'est la Syrie en premier lieu. Donc, nous avons des forces en réserve, et c'est ce qui nous permet de continuer. Il y a aussi la détermination. Nous avons des renforts non seulement en termes de ressources humaines, mais également en termes de volonté. Nous sommes plus déterminés que jamais à combattre et à défendre notre pays contre les terroristes. C'est ce qui a amené certains combattants, qui au départ ont combattu contre l'Etat pour des raisons diverses, à se rendre compte qu'ils avaient tort, et de décider de rejoindre les forces gouvernementales. A présent, ils combattent aux côtés de l'armée, et certains ont rejoint l'armée en tant que soldats réguliers. D'autres ont conservé leurs armes, mais ils combattent dans des groupes, aux côtés des forces armées dans différentes parties de la Syrie.

**Question :** Monsieur le président, depuis 20 ans déjà que la Russie se bat contre le terrorisme, nous en avons vu ses différentes manifestations. Maintenant il semble que c'est vous qui êtes à l'avant-garde de cette lutte. Globalement, le monde fait face à un terrorisme d'un nouveau type. Dans toutes les régions qu'il occupe, Daesh met en place ses propres juridictions et administrations, et des rapports indiquent qu'il a déjà lancé l'émission de sa propre monnaie. Vu sous cet angle, il s'agit de la construction d'un Etat au plein sens du terme. Ce fait en lui-même pourrait attirer de nouveaux adhérents de différents pays. Pouvez-vous nous expliquer contre qui vous vous battez ? S'agit-il d'un grand groupe terroriste ou d'un nouvel Etat qui a pour ambition de retracer les frontières de la région et de la planète entière de façon radicale ?

**Bachar el-Assad :** Evidemment, les groupes terroristes de Daesh s'efforcent de ressembler le plus possible à un Etat afin d'attirer, comme vous l'avez dit, plus de volontaires qui vivent avec ce rêve d'autrefois – le rêve d'un Etat isla-

mique qui agit au nom de la religion. Cet idéal n'est pas réel. C'est trompeur. Aucun Etat ne peut soudainement modifier une société donnée. Cet Etat doit être le produit de cette société. Il doit être l'évolution naturelle de cette société, l'exprimer. Au final, un Etat doit être la projection de sa société. Il est impossible d'adapter une société à un modèle étatique qui lui est étranger. C'est là que la question surgit : Daesh, ou l'Etat Islamique comme ils le nomment, ressemble-t-il à la société syrienne ? Certainement pas.

Bien sûr, nous avons des groupes terroristes, mais ils ne reflètent pas notre société. En Russie il y a également des groupes terroristes aujourd'hui, mais ils ne se caractérisent pas à la société russe avec son ouverture et sa diversité.

C'est pourquoi une monnaie, des tampons dans les passeports ou encore d'autres signes apparents d'un Etat réel, tout ceci ne signifie pas que cet Etat existe, qu'il existe en tant que véritable Etat, premièrement parce qu'ils sont différents du peuple et deuxièmement parce que les gens dans les régions occupées s'échappent vers un Etat réel – vers

l'existence d'une société homogène en Syrie ne serait pas possible. Alors, est-ce que les Kurdes sont nos alliés ? Non, c'est un peuple patriote. Mais d'un autre côté, on ne peut pas mettre tous les Kurdes dans la même catégorie. Comme dans toutes les composantes syriennes, il y a toujours différents courants. Et ils appartiennent à des partis différents. Il y en a ceux qui sont à gauche et ceux qui sont plus à droite. Ainsi, il n'est pas objectif de parler des Kurdes comme d'un ensemble.

Certains partis kurdes expriment leurs exigences, mais ils ne représentent pas tout le peuple. Il y a ceux qui se sont complètement intégrés dans la société, et j'aimerais souligner qu'à cette étape-là, ils ne sont pas les alliés comme certains voudraient bien le montrer, puisqu'il y a plusieurs soldats kurdes qui sont tombés ; ce qui veut dire qu'ils font pleinement partie de la société. D'un autre côté, nous avons des partis kurdes qui ont exigé des choses, dont certaines que nous avons satisfaites dès le début de la crise. Mais il y a d'autres réclamations qui n'ont rien à voir avec l'Etat et que l'Etat n'a pas pu réaliser. Certaines demandes relèvent de la compétence du peuple et de la constitution. Pour les contenter, il faut tout d'abord que les gens se mettent d'accord avant que nous, en tant qu'Etat puissions les satisfaire.

En tout cas, toute question doit entrer dans le cadre national. C'est pourquoi je dis que nous nous sommes unis avec les Kurdes ainsi qu'avec d'autres composantes de la population, pour combattre le terrorisme. Après la défaite de Daesh, du Front Al-Nosra, et des autres groupes terroristes, nous pourrions discuter des demandes kurdes au niveau national. Il n'y a pas de questions interdites, tant qu'elles entrent dans le cadre de l'unité syrienne, de son peuple et correspondent à son intention de lutter contre le terrorisme et pour la liberté ethnique, nationale et confessionnelle de notre pays.

**Question :** Monsieur le Président, vous avez répondu à cette question de manière partielle, mais j'aimerais avoir une réponse plus précise, car certaines forces kurdes en Syrie exigent l'amendement de la constitution. Par exemple, en instaurant une administration locale et puis, en poursuivant avec une autonomie des régions du Nord. Ces demandes sont devenues plus fréquentes à présent, puisque les Kurdes combattent Daesh avec un certain succès. Etes-vous d'accord avec leurs demandes ? Les Kurdes, peuvent-ils s'attendre à une sorte de reconnaissance ? Peut-il y avoir des discussions concernant ce sujet ?

**Bachar el-Assad :** Lorsqu'on défend notre pays, on ne demande pas aux gens de nous en remercier. C'est de notre devoir naturel de défendre notre pays. S'ils méritent nos remerciements, alors tous les citoyens syriens défendant leur pays en méritent autant. Mais, je crois que défendre son pays est un devoir, et lorsque vous accomplissez votre devoir, il n'y a pas à être remercié. Mais, ce dont vous avez parlé est relatif à la constitution syrienne.

Prenons l'exemple de la Russie, si vous voulez changer l'organisation actuelle dans votre pays, par exemple, si vous voulez redessiner les frontières de l'une des entités de la Fédération de Russie, ou donner à une entité une autorité différente de celle des autres entités, et bien cela n'a rien à voir avec le gouvernement ni avec le président. Cela a à voir avec la constitution. La constitution appartient au peuple. Ainsi, un changement dans la constitution nécessite un dialogue. En ce qui nous concerne, nous n'avons pas de problème avec ces demandes. En tant qu'Etat, nous n'avons aucune objection vis-à-vis de ces problèmes à partir du moment où cela n'empiète pas sur l'unité syrienne, sur la diversité et sur la liberté de ses citoyens.

Mais, s'il y a des groupes en Syrie qui ont des demandes particulières, ces demandes doivent être faites dans le cadre national et par le dialogue avec les

Suite à la page (15)



## Côte-d'Ivoire : l'Ambassadeur Jean Marc Simon demande le départ d'Alassane Ouattara !



L'Ambassadeur Jean Marc Simon et M. Ouattara

Par Mireille Kouamé

L'information a fait l'effet d'une bombe dont les déflagrations se font encore entendre, tant la lune de miel entre l'ambassadeur Jean Marc Simon et Alassane Ouattara, était parfaite. A tel point que l'ex-ambassadeur de France en Côte-d'Ivoire au moment de la crise post-électorale de 2010, n'hésitait pas à aller rendre visite chaque jour à son allié Alassane Ouattara, alors reclus à l'hôtel du Golf d'Abidjan, lequel attendait patiemment que la France et l'ONU capturent le Président Laurent Gbagbo pour l'installer, lui l'ami de Nicolas Sarkozy, au pouvoir.

Aujourd'hui, la roue a bien tourné et les rapports de l'Ambassadeur Simon ont désormais pris le chemin inverse. Il est aujourd'hui question de la chute imminente de Ouattara. Le Président Laurent Gbagbo depuis sa cellule de la Cour pénale internationale, doit boire du petit lait, lui qui aime à dire que « le temps est l'autre nom de Dieu ». En effet, quel revirement spectaculaire.

Avec la désaffection de l'Ambassadeur Jean Marc Simon, c'est tout le régime Ouattara qui s'effondre brutalement comme un château de cartes. Et selon nos informations, c'est la panique généralisée dans le camp Ouattara.

C'est peu dire que le coup est extrêmement rude dans le camp du régime au pouvoir à Abidjan, où on commence sérieusement à prendre la mesure du naufrage annoncé. Car Jean Marc Simon était l'homme clé du Président Nicolas Sarkozy en Côte d'Ivoire en tant qu'Ambassadeur de France, mais aussi l'homme de tous les secrets. Toute l'exécution de la stratégie politique, diplomatique, et militaire du Président Sarkozy, consistant à diaboliser le Président Laurent Gbagbo et entraîner sa chute pour ensuite installer son ami Alassane Ouattara au pouvoir, reposait sur l'Ambassadeur Simon.

Cet honorable correspondant de la Direction générale des Services extérieurs (DGSE), officiellement Ambassadeur de France, vient dans un rapport ultraconfidentiel des services de renseignements adressé à l'Elysée, de recommander le départ d'Alassane Ouattara du pouvoir en 2015, pour incapacité notoire à réconcilier les ivoiriens et à gérer le pays. Le rapport lui propose une sortie honorable du pouvoir. En cas de refus, son départ du pouvoir par la force sera alors envisagé.

Ce rapport de l'Ambassadeur Jean Marc Simon est un lâchage en règle d'Alassane Ouattara dont il fut le principal artisan de son installation au pouvoir.

Ce rapport fait des révélations  
*Suite à la page (16)*

## La nation burkinabè est en péril

Appel du Balai Citoyen

Peuple du Burkina Faso ; La nation burkinabè est en péril ; Des miliciens du RSP ont perpétré un coup de force lors du Conseil des ministres et ont pris en otage le Président du Faso, le Premier ministre, les ministres de la fonction publique, celui de l'habitat, tous deux membres de la société civile.

C'est la quatrième fois que les miliciens du RSP dirigés par le capitaine Dao avec comme éminence grise le général Gilbert Diendéré et la complicité du CDP essaient de mettre un frein à la transition et de restaurer l'ancien régime.

Ces voyous, ces êtres malfaisants croient que le peuple burkinabè acceptera leur tentative de coup d'État qui d'ores et déjà apparaît comme une mauvaise plaisanterie aux yeux de toute la communauté nationale.

Nous rejetons le message insultant prononcé par ces apatrides mus par les forces du mal dans lequel ils appellent à la reddition de tout un peuple debout et fier.

Nous exigeons la libération immédiate du Chef de l'État, du Premier



**Mobilisons-nous pour faire barrage au complot infâme qui est en cours ! En avant pour la résistance populaire ! La patrie ou la mort, nous vaincrons !**

ministre et des ministres arrêtés.

Nous attendons un engagement fort et sans ambages des forces politiques et de l'ensemble de la société

civile.

Nous exigeons que l'armée régulière, les forces de défense et de

*Suite à la page (16)*

## Trois questions pour comprendre le coup d'Etat au Burkina Faso

Par Jean-Philippe Rémy

Rassemblement sur la place de la Nation à Ouagadougou, quelques heures après que le président et le premier ministre par intérim ont été arrêtés par un régiment d'élite suspect de loyauté envers l'ancien président Blaise Compaoré.

La quatrième fois aura peut-être été la bonne : après une série de tensions avec les autorités de transition au Burkina Faso, les hommes du régiment de sécurité présidentiel (RSP) ont sauté le pas et fait irruption mercredi 16 septembre en plein conseil des ministres, à Ouagadougou, arrêtant le premier ministre, le lieutenant-colonel Yacouba Isaac Zida, le président des autorités

de transition, Michel Kafando, et deux ministres.

A un peu plus de trois semaines d'élections qui doivent avoir lieu le 11 octobre, le Burkina entre dans une crise possiblement grave. Ces élections doivent théoriquement fermer la parenthèse d'une période de transition instaurée avec la chute, en octobre

*Suite à la page (16)*

## Burkina Faso : le président et le premier ministre retenus par des militaires



Le président par intérim, Michel Kafando, et son premier ministre, Isaac Zida ont été libérés par les putschistes

Le Monde.fr Le 16.09.2015 à 19h06 • Mis à jour le 17.09.2015 à 00h50

Un coup d'Etat militaire est-il est cours au Burkina Faso ? La situation est encore confuse au siège de la présidence, à Ouagadougou. Des membres de la garde présidentielle ont interrompu mercredi 16 septembre le conseil des ministres, faisant « prisonniers » au palais présidentiel des ministres, le chef du gouvernement, Isaac Zida, et le président de transition, Michel Kafando, selon des sources militaires citées par l'agence de presse Reuters. « Pour le moment, ils n'ont rien exigé », dit-on. D'après le site Le Faso.net, « les auteurs qui ont fermé les portes de la présidence ont promis de laisser partir incessamment le personnel civil ».

Ce coup de force a lieu à trois semaines d'élections présidentielle et législatives, prévues le 11 octobre, un an après la chute de l'ex-président Blaise Compaoré, chassé du pouvoir par la

pression de la rue après vingt-sept années à la tête du pays. Les hommes armés appartiennent au régiment de sécurité présidentielle (RSP), l'ancienne garde prétorienne de M. Compaoré. La Commission de réconciliation nationale et des réformes (CRNR) avait réclamé

sa dissolution dans son rapport sur la transition rendu public il y a trois jours. Le cas échéant, les 1 300 hommes de cette armée dans l'armée auraient pu être répartis dans d'autres unités.

Plusieurs centaines de  
*Suite à la page (16)*

## LACROIX MULTI SERVICES

Tel: 718-703-0168 \* Cell: 347-249-8276

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

[www.lacroixmultiservices.com](http://www.lacroixmultiservices.com)

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



## GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269  
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226  
(between Clarendon Rd & Avenue D)

## CHERY'S BROKERAGE



# L'OTSC arrive en Irak et en Syrie

Par Thierry Meyssan

L'intervention de l'OTSC contre le terrorisme en Irak et en Syrie peut être le début d'un ordre mondial fondé sur la coopération et la défense des populations ou, au contraire, d'une période d'affrontement Est-Ouest dans laquelle l'Occident soutiendrait ouvertement le terrorisme. Contrairement à une idée reçue, ce déploiement militaire vise moins à défendre l'Irak et la République arabe syrienne que les États-membres de l'OTSC eux-mêmes. Il n'est donc pas négociable. Les débats de l'Assemblée générale de l'Onu et du Conseil de sécurité du 30 septembre permettront de connaître la réponse de Washington et de ses alliés à l'OTSC. Quoi qu'il en soit, plus rien ne sera comme avant.



Les six chefs d'État et le secrétaire général de l'OTSC au sommet de Dushanbé

Alors que la presse occidentale persiste à discuter d'un possible soutien militaire russe au président Bachar el-Assad, l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) a décidé de lutter contre le terrorisme en Irak et en Syrie.

Il semble que les Occidentaux n'ont toujours pas compris les conséquences de leur politique.

## Une question existentielle pour l'OTSC

Rappelons que l'OTSC est une alliance militaire classique de six anciens États membres de l'Union soviétique : la Biélorussie, la Russie, l'Arménie, le Tadjikistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan. À la différence de l'Otan et du Pacte de Varsovie, dans lesquels les États membres perdent leur souveraineté (au profit des États-Unis et du Royaume-Uni dans l'Otan, de l'URSS dans le Pacte de Varsovie —ce qui contrevient à la Charte des Nations unies—), les États membres de l'OTSC conservent leur pleine souveraineté, ne placent pas leurs armées sous le commandement de la principale puissance de leur alliance, et peuvent se désolidariser à tout moment de cette alliance [1]. L'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ouzbékistan se sont ainsi retirés librement de cette organisation pour se tourner vers le Guam [2] et l'Otan.

Depuis les années 80, —avant même que n'existent les États membres de l'OTSC— les États-Unis et l'Otan déploient un système de missiles, d'abord tourné contre l'URSS, aujourd'hui encerclant l'OTSC. Ces missiles, censés détruire les missiles intercontinentaux adverses dans leur phase de décollage, ne peuvent en réalité que détruire des aéronefs évoluant à faible vitesse et en aucun cas les missiles hypersoniques russes. Présentés par le Pentagone comme une arme défensive —ce qu'il était peut-être à l'origine—, ce « bouclier anti-missiles » ne peut donc avoir qu'un usage offensif. L'OTSC est le seul groupe d'États au monde à être ainsi directement menacé par des missiles pointés sur lui à ses frontières.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'URSS puis les États membres de l'OTSC, assistent au recrutement des Frères musulmans par la CIA et à l'emploi de certains de leurs membres ou ex-membres par les États-Unis pour les déstabiliser [3]. Ainsi les hommes d'Oussama Ben Laden (formé par le frère de Sayyid Qutb) et d'Ayman al-Zaouahiri (qui avait rejoint la Confrérie un an avant l'arrestation et l'exécution de Sayyid Qutb) combattirent-ils l'URSS en Afghanistan, puis la Russie en Yougoslavie et enfin sur son propre territoire dans le Caucase [4].

En 2011, les États membres de l'OTSC ont assisté à une opération de l'Otan, le « Printemps arabe », visant à renverser des régimes ennemis aussi bien qu'amis au Moyen-Orient au profit des Frères musulmans (Tunisie, Égypte, Libye, Syrie). Et depuis 2014,

ils assistent au triomphe de l'idéal des Frères musulmans avec la proclamation d'un califat remettant en cause à la fois le droit international et les droits de l'homme. Actuellement, ce califat a confié ses postes d'officier majoritairement à des islamistes venus de l'ex-URSS, parfois même de pays membres de l'OTSC.

Le 1er août, l'Ukraine et la Turquie (membre de l'Otan) ont annoncé la création d'une « Brigade islamiste internationale », formée de combattants d'Al-Qaïda et de Daesh, et stationnée à Kherson (Ukraine) [5]. Cette Brigade se propose de combattre la Russie en Crimée.

En d'autres termes, sauf à intervenir maintenant contre le terrorisme, l'OTSC devra bientôt affronter à la fois un ennemi extérieur, l'Otan et ses missiles, et un ennemi intérieur, les islamistes initialement formés par l'Otan.

## La réunion de l'OTSC à Douchanbé

Le 15 septembre, l'OTSC a tenu la réunion annuelle de ses chefs d'État à Douchanbé (Tadjikistan). Comme je l'avais annoncé il y a un mois [6], le président russe, Vladimir Poutine, a présenté à ses collègues les études réalisées par ses armées sur la possibilité de combattre dès à présent le califat, avant qu'il n'entre massivement dans le territoire de l'OTSC.

Le président Poutine était parvenu à convaincre préalablement ses partenaires qu'il ne les engageait pas à soutenir les ambitions de la Russie en Syrie, mais bien de répondre à une menace directement dirigée contre l'OTSC.

En définitive, l'OTSC décida de se déployer en Irak et en Syrie pour combattre l'ensemble des jihadistes, qu'ils se réclament ou qu'ils soutiennent Daesh ou al-Qaïda. Cette opération est légale en droit international car elle répond aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies relatives à la lutte contre le terrorisme. Elle prolonge d'ailleurs l'opération, elle aussi légale, de la Coalition formée par les États-Unis contre le seul Daesh.

Cependant, à la différence de cette Coalition, l'OTSC entretient de bons rapports à la fois avec les gouvernements irakien et syrien ce qui lui permet d'envisager une bien plus grande efficacité.

De manière à préparer l'intervention de l'OTSC, un couloir aérien a été installé entre l'Organisation et la Syrie. Il devait au départ passer au dessus des Balkans, mais les alliés des États-Unis s'y sont opposés à l'exception de la Grèce. Ce couloir a donc été installé au dessus de l'Irak et de l'Irak. En moins d'une semaine, de très importantes quantités de matériel et plus de 2 000 hommes ont été acheminés. Techniquement, l'OTSC dispose de la capacité de déployer jusqu'à 50 000 hommes en moins de deux semaines.

## Le forum des Nations unies

Par souci d'efficacité et sans préjuger de la bonne ou de la mauvaise foi occidentale, les chefs d'État de l'OTSC ont prévu d'intervenir devant l'Assemblée générale de l'Onu (à partir du 28 septembre) pour appeler la communauté internationale à unir ses efforts contre le terrorisme.

En outre, la Russie présidant le Conseil de sécurité pour le mois de septembre, Vladimir Poutine —qui n'est pas venu à l'Onu depuis une décennie— présidera la séance du 30 septembre consacrée à la lutte contre le terrorisme en Irak et en Syrie.

Dans le cas où la Coalition et l'OTSC trouveraient un accord, elles pourraient mener des actions communes ou se répartir le travail (l'Irak pour la Coalition et la Syrie pour l'OTSC). Dans le cas contraire, les deux organisations conduiraient des campagnes distinctes en essayant de ne pas se gêner mutuellement.

Du point de vue atlantiste, la campagne de l'OTSC profitera à la République arabe syrienne et garantira la poursuite du mandat du président élu Bachar el-Assad que l'Otan souhaitait renverser. Cependant, il est faux de prétendre que cette intervention a été conçue pour sauver la Syrie de l'Occident. En effet, lors de la préparation de la Conférence de Genève, en juin 2012, le président Poutine avait envisagé de déployer l'OTSC comme force de paix [7]. Le général Hassan Touremani, alors président du Conseil de sécurité national syrien, avait entrepris

Suite à la page (14)

# Venezuela: « L'OPEP est la cible d'attaques qui cherchent à empêcher la souveraineté pétrolière de ses pays membres »

Le ministre du Pétrole et des Mines du Venezuela, Eulogio Del Pino, a déclaré que tout au long de l'existence de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), elle a été la cible d'attaques de la part des axes impérialistes qui prétendent briser les politiques souveraines dans l'utilisation des ressources naturelles des pays membres de ce bloc. "Etant donné son objectif, depuis sa constitution, l'OPEP a été la cible d'attaques pour empêcher l'utilisation souveraine de ces ressources", a déclaré le ministre du Salon Simon Bolivar de Petroleos de Venezuela, situé à la Campiña en Caracas où étaient célébrés les 55 ans de cette alliance pétrolière.

Depuis sa fondation, en 1960, cet organisme a été constamment attaqué par des entreprises transnationales qui cherchent à empêcher le développe-



ment de cet organisme et qu'il "impose les prix du pétrole et que ses pays jouent un rôle de contrôle sur cette ressource et puisse définir son prix".

Avant la formation de ce groupe, les consortiums internationaux Exxon, Chevron, Mobil, Shell, Texaco, Gulf, British et Petroleum, qui étaient protégés par les gouvernements des États-Unis et de Grande Bretagne,

Suite à la page (18)

# Ana Belén Montés...

Par Jacqueline ROUSSE

Ana Belén Montés, née en 1957, est fille d'un médecin militaire d'origine portoricaine, qui travaillait au sein de l'armée US.

Après avoir obtenu une licence, puis une maîtrise en relations internationales à l'Université de Virginie, elle est entrée à 28 ans à l'Agence de Renseignement pour la Défense du Pentagone (DIA), où elle devenait, 7 ans plus tard, analyste. Elle a eu quelques temps un emploi fictif à la représentation diplomatique à La Havane, soit disant pour « étudier » les militaires cubains. En 1998, retour dans l'île pour cette fois, « observer » le déroulement de la visite du Pape Jean-Paul II.

Cette femme discrète, devenue analyste de première catégorie au Pentagone, spécialiste de Cuba, avait accès à presque toute information sur l'île dont disposait la communauté du renseignement, en particulier sur les activités militaires cubaines. De par son rang, elle était membre du très secret



Ana Belén Montés

« groupe de travail inter agences sur Cuba », qui rassemble les principaux analystes des plus hautes agences de renseignements des États-Unis, comme la CIA par exemple.

Elle a été arrêtée en septembre 2001, jugée et condamnée à 25 ans de prison en mars 2002 pour espionnage. Elle avait remis à Cuba, sans contre partie financière, l'information lui permettant de connaître les plans d'agression des États-Unis contre l'île.

Je laisse la parole à Ana Belén Montés. Voici ce qu'elle a déclaré lors de son plaidoyer au moment de son procès : « Il existe un proverbe

Suite à la page (18)

**Christine M. Mosse**  
MD



**Internal Medicine  
Board Certified**

2336 Second Avenue (at 120th Street)  
New York, NY 10035

Office hours by appointment

**212.987.5200**

**Greater Brooklyn  
Gastroenterology Care**

**Michel Jose Charles MD, FACC, AGAF**  
Board Certified Gastroenterology

**Office Locations**  
3621 Glenwood Rd, Brooklyn NY 11210  
9408 Flatlands Ave, Brooklyn NY 11236  
1381-B Linden Blvd, Brooklyn NY 11212

**By Appointment Only**

Tel: 718-434-0202 / 718-869-1501  
E-mail: charlesmjcharles@hotmail.com  
"Giving care, one patient at a time."



Nasyonal. « *Tout en exprimant notre profond regret suite au départ de notre Ati Nasyonal, nous formulons le vœux que le Vodou puisse survivre. Nous ne sommes pas sans savoir que KNVA fait face à des dissensions internes et ce depuis fort longtemps* ». Ces propos ont été tenus par le prêtre du Vodou Monsieur Saint Cloud.

Après les salutations organisées bien dans l'ordre sous la supervision de Madame Marie Laurence Lassègue et de Ronite Louima, vient le moment décisif de la mise en terre. La nature s'apprêtait déjà à témoigner de sa tristesse infinie à travers des salves de pluie qui firent courir les poltrons. Un vent violent annonçant cette pluie battante fit vibrer les arbres musiciens du Peristil qui frémissaient inlassablement. *Gen moun ki pran presyon*. Bien de commentaires au ton de colère fusaiant de toute part relatant les dernières volontés du serviteur qui avait voulu être inhumé enveloppé dans une natte nouée par un drap.

Des ougan notamment des Gwè Tòde, qui représentent l'Ati au niveau National, transportèrent le cercueil vers la destination finale où l'attendaient les ouvriers maçons. Carole Demesmin assurant comme depuis le début son noble rôle de coordonnatrice a bravé chaque goutte de pluie au risque de faire une chute à cause de l'aspect boueux de la cour arrière menant à cette sépulture en partie inondée. Une bouteille de rhum fut débouchée et plusieurs serviteurs

dans une libation infinie, burent en l'honneur de l'Ati Nasyonal, tout en lui servant quelques coups pour faire la route.

Voici venue le moment décisif de la métamorphose. La bière refuse catégoriquement de rentrer dans cette tombe creusée en contre bas. Ce qui fait éclater la colère des maçons. La Manbo Carole Demesmin persiste : Faites rentrer le cercueil. Après quelques habiles manœuvres la dépouille de l'Ati Nasyonal fut envoyée à son repos éternel. Quelques poignées de mains et de chauds baisers entre serviteurs clôturèrent cette journée du mercredi 16 septembre qui a vu partir pour l'infini le plus haut dignitaire du Vodou Ayisyen l'Ati Nasyonal François Max Gesner Beauvoir.

#### Qui est François Max Gesner Beauvoir ?

François Max Gesner Beauvoir a vu le jour le 15 août 1936. Il fréquenta en premier lieu la Sorbonne et suivit ensuite des cours de biochimie à Award University. Ses connaissances, il allait les mettre au service de la médecine traditionnelle par le biais des médicaments à base de feuilles du terroir. Revenu à la terre natale en 1974, il s'initia au Vodou et a reçu l'asongwe André Basquiat et Cléopha Pierre. C'est alors qu'il fonda le Peristil de Mariani sur l'habitation familiale.

Après avoir effectué plusieurs voyages en Afrique pour prendre

connaissance de tous les rites, Max Beauvoir a mis sur pied à New York le Temple Yehwe. En 2005, François Max Gesner Beauvoir est l'un des initiateurs de Konfederasyon Nasyonal Vodou Ayisyen. Des témoignages concordants font savoir que depuis 2006 celui qui s'est porté comme le défenseur attitré de la Culture populaire a été désigné Trésor National.

François Max Gesner Beauvoir est sacré Ati national le plus haut degré dans le Vodou Ayisyen, le vendredi 7 mars 2008 au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée au Lambi Night Club à Mariani non loin de son sanctuaire. L'Ati Nasyonal qui s'est évertué à défendre le Vodou s'est éteint le vendredi 13 septembre après 7 ans de règne. Membre de Akademi Kreyòl Ayisyen l'Ati Beauvoir fut aussi l'un des initiateurs de Religion pour la Paix.

Il convient de signaler qu'après la mort de Ati Bien Aimé, haut dignitaire de Lakou Souvnans, le secteur Vodou avait pris 21 ans avant d'en nommer un à nouveau. Dans les coulisses on parle de plusieurs successeurs potentiels dont le ougan, journaliste et animateur d'émission sur le Vodou, Anthony Pascal plus connu sous le sobriquet de Konpè Filo, ancien collaborateur de feu Jean L. Dominique à Radio Haïti Inter. Les noms des ougan Eddy Lubin ancien Ministre de la Culture et Erol Josué Directeur Général du Bureau National d'Ethnologie figurent aussi sur la liste des prétendants à ce poste.

## L'OTSC arrive en Irak et en Syrie

Suite de la page (13)

diverses démarches pour l'accueillir. Cependant, ce déploiement n'avait pas eu lieu d'une part parce que l'Organisation n'avait pas encore signé d'accord avec l'Onu [8] et d'autre part parce que deux membres de l'OTSC ne se sentaient pas alors directement menacés par la situation en Syrie.

Du point de vue de l'OTSC, la proposition faite aux Occidentaux les contraindra à clarifier leur politique. En effet, jusqu'à la signature de l'accord entre Washington et Téhéran, le 14 juillet, la Coalition anti-Daesh, loin de combattre le terrorisme, a parachuté régulièrement et à grande échelle des armes aux jihadistes. Cependant, au cours des dernières semaines, la Coalition a effectivement combattu Daesh. Ainsi, a-t-elle lancé, fin juillet, un bombardement massif en coordination avec l'Armée arabe syrienne et ses milices (le YPG kurde et le Conseil militaire syriaque) pour défendre Hassaké. Cette opération, que la Coalition n'a pas publicisée, permit d'éliminer environ 3 000 jihadistes.

En outre, la Maison-Blanche a d'ores et déjà indiqué qu'elle était ouverte « à des discussions tactiques et pratiques avec les Russes ». Le Foreign Office a déclaré ne plus s'opposer à ce que « le président syrien reste au pouvoir pour une période de transition si cela peut contribuer à résoudre le conflit ». Rejoignant le mouvement, le ministre français des Affaires étrangères a laissé entendre qu'il accepterait de laisser le président el-Assad terminer le mandat que son peuple lui a confié en déclarant : « Doit-on dire au peuple syrien que

M. Bachar al-Assad détiendra le pouvoir exécutif au cours des quinze prochaines années ? Si on dit cela, il n'y a pas de solution possible. Entre dire cela et exiger le départ immédiat de M. Bachar al-Assad, il y a une marge. Cela s'appelle la diplomatie. » [9].

#### Conséquences de l'intervention de l'OTSC

Contrairement à une idée fausse répandue dans la presse atlantiste, la lutte contre le terrorisme en Irak et en Syrie n'est pas une affaire de décennies, mais de quelques mois pourvu que tous les États cessent leur soutien clandestin aux jihadistes.

Dans le cas d'un désaccord à l'Onu, la presse occidentale devrait dénigrer l'action de l'OTSC en mettant en valeur les pertes civiles. En effet, malgré toutes les précautions, il n'est pas possible de bombarder les terroristes sans « dommages collatéraux ». Chaque chef islamiste dispose de trois « épouses » et, suivant leur exemple, des jihadistes de plus en plus nombreux ont fait des prisonnières qu'ils ont réduit en esclavage et « épousées ».

Dans le cas contraire, on ne devrait jamais entendre parler de ces victimes et la guerre devrait être finie en Syrie pour la Noël orthodoxe, même s'il faudra une bonne année avant que la situation ne soit complètement stabilisée sur tout le territoire.

À retenir :

- L'OTSC interviendra à partir d'octobre 2015, à la fois en Irak et en Syrie, contre les individus classés

Suite à la page (18)

#### Suite de la page (8) Les élections du 9 août 2015 : la violence comme élément structurant du vote !

à souffler sur les braises de la violence. Il serait intéressant de comprendre pourquoi les formes d'expression violentes ont irrigué le champ politique et laminé tous les efforts d'en parvenir à leurs fins.

Pour y répondre, il faut se méfier des réflexions naïves du lecteur de Montesquieu, partisan de la démocratie représentative, qui serait favorable à l'introduction du modèle occidental en Haïti, pour s'attendre de façon spontanée à de réelles transformations. Ce serait mal comprendre l'historicité de la nation haïtienne. Ce serait trop vite oublier la place de la violence dans l'histoire politique haïtienne et l'ancrage du phénomène dans toutes les formes d'expression politique électorale. La violence, telle qu'elle s'organise dans le contexte électoral, n'est pas une forme de domination autoritaire qui se déploie par le recours à des moyens de coercition ciblant des individus, victimes d'exécutions, de disparitions arbitraires. La violence se définit plutôt dans ce contexte comme un ensemble d'initiatives qui relèvent d'un groupe d'individus ou d'individus qui comprennent le "recours à la contrainte physique pour imposer leur volonté à autrui" en vue d'atteindre les objectifs de prise du pouvoir, de sa captation ou de son appropriation.

La violence existe sous toutes ses formes dans la société haïtienne. D'ailleurs, elle a été le facteur démobilisateur de l'électorat, qui par prudence a préféré rester calfeutré chez lui, loin des bruits de balles, de tensions entre groupes rivaux. Cette violence préexiste au scrutin: les observateurs l'ont annoncé, des groupes disposent d'armes de gros calibre, au su des autorités gouvernementales et de la police nationale. De plus, de nombreuses rencontres des candidats étaient sabotées par l'intervention brutale de groupes armés à la solde de certains candidats qui jouissent de la protection de leurs réseaux locaux ou nationaux. Il n'existe pas une mutation spontanée de la violence en période électorale. Elle était d'ailleurs construite comme élément stratégique de la campagne électorale, et faisant de la violence une arme de disqualification de l'adversaire. Le recours à cette violence permet de contester la légitimité de certains candidats.

En effet, l'adversaire doit disposer des moyens pour entrer en confrontation avec celui qui, loin d'être populaire, est capable de mobiliser argent, armes, munitions, véhicules, matériels d'incendie.... Le candidat qui s'approprie de ressources matérielles



Un bureau de vote démantelé

et symboliques peut être également amené à disqualifier l'adversaire en le qualifiant de criminel, de délinquant, par une propagande discursive bien rodée. (« Je le buterais si je le croisais sur ma route. Dites-le à votre candidat. Je dispose d'une cargaison d'armes... J'ai de l'argent... » s'est exprimé un candidat aux partisans d'un concurrent) L'usage rhétorique de la violence est inscrit au cœur de la campagne électorale, c'est l'occasion de faire peur à l'adversaire, lui montrant par les rumeurs et les échanges violents entre les partisans interposés la faiblesse ou la supériorité du candidat. Cette campagne de discrédit, de dénigrement de l'adversaire permet de consolider un électorat composé de jeunes hommes prêts à en découdre, dès la moindre tension. Ils sont prêts à en venir aux mains. Ces derniers, bénéficiant de la protection du candidat et de l'impunité également, annoncent la couleur avant les urnes.

Quels sont les candidats qui sont à même de gagner cette bataille qui ne dit pas son nom ? Il y a d'abord les candidats sortants qui, de surcroît, sont proches de l'Exécutif au pouvoir. Ils disposent non seulement de ressources matérielles mais encore symboliques, c'est à dire, promesses d'emplois, accès aux réseaux du pouvoir en place. Il y a également des candidats qui bénéficient de l'onction du pouvoir et qui accèdent à des moyens importants pour financer la campagne électorale. Enfin, dans les deux cas, ces candidats jouissent des relations privilégiées avec les autorités judiciaires et policières.

Qui sont les acteurs de cette violence? Évidemment, ce sont les candidats qui recrutent en toute discrétion des hommes bien aguerris à des situations de tensions et de troubles. La constitution de ces groupes localisés et imbus des missions clairement définies, participe de cette structuration de la violence. S'ils n'ont pas de formation assez poussée, ils possèdent néanmoins des degrés d'organisation variables, du fait des services dont ils ont été bénéficiaires de la part d'une

autorité. Ces groupes à la solde des candidats conçoivent la violence comme un coup de pouce permettant au candidat de gagner les voix, au détriment de son adversaire. La violence est insérée dans une fin politique, c'est à dire pour la prise du pouvoir. Malgré la visibilité de leurs actions, ces groupes le savent : en contrepartie, ils bénéficieraient de l'impunité, même si le Conseil Electoral Provisoire annonce des mesures répressives contre les délinquants ou les criminels. Qui les prend au sérieux ? Cette violence pose également des difficultés à la police: n'étant pas localisée a priori, elle se déploie par des opérations d'éclair : les groupes évitant l'affrontement ouvert avec la police nationale. Cette violence adopte une logique de l'invisibilité, renvoyant la police nationale à ses effectifs insuffisants, son laxisme et son inefficacité. On sait aussi que le poids de la violence dans la société haïtienne est aussi le résultat des politiques inefficaces de lutte contre l'insécurité.

Par ailleurs, on ne peut sous-estimer dans l'analyse causale de cette violence les indicateurs socio-économiques, les niveaux d'extrême pauvreté et de sous-emplois. Le coût d'opportunité pour un jeune désemparé refusant de fournir ses services en période électorale est très élevé: il préfère encourir les risques d'emprisonnement au refus de s'engager dans cette mission lucrative. Le seul élément qui aurait pu modifier sa situation est le changement en matière d'urbanisation, pour des candidats résidant en ville, et de la distribution des revenus aux catégories vulnérables de la population. En deuxième lieu, son niveau d'éducation contribuerait à une réduction de la violence. En effet, comme l'explique Robert Putnam, son faible niveau de capital social explique cette prégnance de la violence, c'est à dire " l'existence de relations entre les individus et les réseaux sociaux et les normes de réciprocité et de confiance qui en émanent". (R. Putnam, *Bowling alone. the collapse and Revival of American Community*, Simon and Schuster, New York, 2000, p. 19) Ces deux éléments s'enchevêtrent.

On ne peut qu'espérer que la transition démocratique engagée depuis les années 80 s'échappe de cette combinaison pouvoir/ usage de la violence. Il est regrettable que les résolutions négociées des conflits dans les années 1994 et 2004 ne soient pas accompagnées de changement politique majeur qui passe par l'organisation d'élections libres dont les résultats sont légitimés par la « communauté internationale » et les citoyens.

#### Suite de la page (3)

quantité. Alors même que Steven Benoît, la seule note discordante de la journée, qui voulait que le CEP organise seulement le premier tour de l'élection présidentielle le 25 octobre avec la reprise des législatives annulées n'a pas été entendu.

Se rappelant de sa mésaventure à cet endroit précis, le sénateur candidat a pris le soin de dire qu'il n'a pas obtenu gain de cause. Mais le CEP qui ne rate jamais une occasion de profiter de la moindre ouverture des candidats s'est empressé d'annoncer une autre rencontre dans la huitaine, soit le 18 septembre 2015 avec cette fois-ci tous les partis et plateformes politiques impliqués dans le processus électoral. Vu le succès de la rencontre du 11 septembre et les agapes partagées entre les initiés du jour, le second rendez-vous n'a pas eu du mal à se mettre en place. Cette rencontre devrait se tenir avec les leaders des formations politiques. Mais vu la confusion régnant depuis le début du processus et surtout depuis le ratage du 9 août, on ne fait plus de distinguo entre qui est parti autorisé et qui ne l'est pas ou plus. Tout le monde a reçu un carton d'invitation, tout au moins un e-mail annonçant la rencontre cette fois-ci à l'hôtel Ritz Kinam II, Place Saint Pierre, toujours à Pétion-Ville. Que voulez-vous ? Chaque secteur hôtelier du pays doit profiter de la manne des millions de dollars destinée aux élections en Haïti en cette fin d'année de grâce 2015.

Ainsi après El Rancho, c'était au tour des propriétaires du Groupe Karibe Convention Center, d'entrer dans ses frais. Ritz Kinam II accueillait donc les invités. Moins select que El Rancho, n'empêche que le cadre est aussi agréable et la cuisine aussi succulente. Les responsables des partis et quelques candidats qui avaient fait le déplacement ne s'y sentent pas dépaysés. Ce sont des habitués du lieu. Mais si la cuisine et le vin servi sont aussi bons, dès l'ouverture des débats l'affaire a pris une toute autre tournure. Opont qui était accompagné de six autres Conseillers, se croyant en terrain conquis, va très vite comprendre que la partie ne sera pas facile comme c'était à El Rancho.

Comme pour le 11 septembre 2015, Opont tentait encore un autre coup de bluff en annonçant aux invités que les frais de voyage de Doubaï, il y en a trois jusqu'à présent, étaient payés par l'entreprise ayant remporté le marché des impressions des bulletins de vote. Mais cela n'a pas suffi pour

détendre l'atmosphère. Et pour cause. C'était la seule concession que les Conseillers électoraux présents étaient prêts à accorder aux partis politiques. Rien, absolument rien, ne devrait être modifié dans le plan du CEP.

Sauf les « grapday » annoncés aux candidats à El Rancho. Pratiquement une journée de discussion pour des prunes. Puisque la séance s'est levée seulement avec de vagues promesses du CEP. Des choses dites et répétées mille fois déjà depuis la déroute du 9 août 2015. Finalement, les revendications et les propositions s'enchaînent à n'en plus finir.

Chacun des partis arrive avec ses propositions et sa vision pour poursuivre la route. S'ils n'entendent pas que le processus reste en route, ils ne veulent pas non plus se mettre d'accord sur un consensus. Du coup, le CEP qui a avancé quelques propositions susceptibles de modifier le calendrier des scrutins a buté sur des récifs. Car personne n'a voulu céder. Résultats des courses : la journée s'est soldée par un échec cuisant. L'idée de sept urnes dans un seul bureau le 25 octobre reste une option prioritaire pour le CEP. D'autres sujets qui fâchent ou options discordantes demeurent inchangés à commencer par les fameux mandataires des candidats que le CEP propose de choisir par tirage au sort le 25 octobre.

Il entend, par ce procédé, éviter un trop plein de présence dans les bureaux de vote. Sinon, selon Opont au minimum chaque bureau aura 54 mandataires plus diverses autres personnes ayant un rapport direct avec le scrutin. Bref, un vrai souk ou méli-mélo. Le désaccord était tel entre les protagonistes que même une conférence de presse annoncée à tout bêtement été annulée. Les Conseillers se sont retirés en catimini sur la pointe des pieds. Personne ne les a vus quitter Ritz Kinam II. Mais au moment des engueulades, peut-être pour continuer la rigolade, vu qu'il n'y a pas eu de consensus lors de cette rencontre du 18 septembre 2015, le Président du CEP et les six autres Conseillers présents proposent, avant leur fuite, d'autres rencontres avant le 25 octobre dans l'espoir que d'ici là, le Conseil Electoral Provisoire apprendra sans doute comment organiser de manière responsable une vraie élection. Pour le moment la crise politique post-électorale se met en place doucement mais sûrement.

C.C



forces politiques syriennes. Lorsque les citoyens syriens seront d'accord pour prendre des mesures dans cette direction, qui traiteront du fédéralisme, de l'autonomie, de la décentralisation ou même au changement du système politique tout entier, on aura besoin de consulter le peuple Syrien, ce qui pourra résulter en un amendement de la constitution. C'est pourquoi, ces groupes ont besoin de convaincre le peuple syrien de leurs propositions. Et dans ce cas, ils ne dialogueront plus avec l'Etat, mais avec le peuple. Lorsque le peuple syrien décidera d'emprunter une certaine direction, et d'approuver certaines démarches, nous l'approuverons tout naturellement.

**Question :** Cela fait un an que la coalition conduite par les Etats-Unis effectue des frappes aériennes sur le territoire syrien, sur les mêmes territoires sur lesquels les forces aériennes syriennes frappent Daesh et cependant, aucun incident entre la coalition menée par les Etats-Unis et les forces aériennes syriennes n'a été recensé ; aucun affrontement n'a eu lieu entre les uns et les autres. Y a-t-il une coordination directe ou indirecte entre le gouvernement et la coalition américaine dans la bataille contre Daesh ?

**Bachar el-Assad :** Vous serez surpris si je vous réponds qu'il n'y en a pas. Ma réponse peut paraître surréaliste, si je vous réponds qu'il n'y pas de coordination entre nous lorsque nous attaquons disons, le même ennemi, lorsque nous attaquons la même cible au même endroit sans aucune coordination et au même moment, sans aucun conflit. Je suis d'accord avec vous, cela paraît étrange, mais c'est la réalité. Il n'y a aucune coordination ni contact entre le gouvernement syrien et le gouvernement des Etats-Unis, ni entre l'armée syrienne et l'armée américaine. Parce qu'ils ne peuvent pas avouer, ils ne peuvent pas accepter la réalité, que nous sommes la seule force combattant Daesh sur le terrain. Pour eux, peut-être, la coopération avec l'armée syrienne s'apparente à la reconnaissance de notre efficacité dans le combat contre Daesh. Cela fait partie de l'aveuglement obstiné de l'administration américaine, malheureusement.

**Question :** Il n'y a donc aucune sorte de coordination, même par le biais des Kurdes ? Car nous savons que les Etats-Unis travaillent avec les Kurdes, qui à leur tour, ont des contacts avec le gouvernement syrien. Alors, il n'y a même pas de coordination indirecte ?

**Bachar el-Assad :** Même pas une tierce partie, y compris l'Irak, même si par le passé avant de lancer leurs attaques, ils nous en ont prévenu à travers les Irakiens. Il n'y a pas eu de contact avec qui que ce soit depuis.

**Question :** D'accord, allons un peu plus loin. Vous avez vécu à l'Ouest et à un moment vous étiez assez proche de certains des leaders occidentaux, qui

depuis le début de la crise, ont soutenu les groupements armés se battant dans le but de vous renverser. Mais il se peut qu'un jour vous ayez à travailler de nouveau avec ces mêmes dirigeants occidentaux et à leur serrer la main. Qu'en pensez-vous ? Serez-vous capable de retrouver la foi en ces individus ?

**Bachar el-Assad :** Tout d'abord il ne s'agit pas de relations personnelles. Il s'agit de relations entre Etats, et avec ce type de relations, on ne parle pas de foi, on parle de mécanisme. La foi est donc quelque chose de très personnel, vous ne pouvez pas en dépendre dans le cadre des relations politiques entre des individus. Ce que je veux dire, c'est que je suis responsable de la vie de 23 millions de Syriens, et il s'agit de dizaines de millions pour les autres dirigeants dans leur pays. On ne peut pas confier le destin de ces dizaines de millions de personnes juste à une seule personne ou à deux personnes dans deux pays. Il faut qu'il existe un mécanisme.

Quand vous avez ce mécanisme, vous pouvez parler de la foi d'une autre manière, qui n'est pas personnelle. C'est la première chose. Après, la mission principale de chaque homme politique, de chaque gouvernement, de chaque président ou Premier ministre – peu importe le nom – est de servir son pays. Que ça me plaise ou non, je vais devoir faire toutes ces rencontres et serrer les mains de peu importe qui, tant que cela peut être utile au peuple syrien. Il ne s'agit donc pas de mon attitude personnelle, mais de la valeur ajoutée de telles entreprises. Et donc oui, nous sommes prêts à le faire si les intérêts des Syriens sont en jeu. Quoi qu'il en soit, je le ferai.

**Question :** En parlant des alliances dans la lutte contre le terrorisme et Daesh, le Président russe Vladimir Poutine a appelé à une alliance régionale pour combattre ce qu'on appelle l'Etat Islamique. Les visites récentes des officiels arabes à Moscou surviennent dans ce contexte. Mais le ministre des Affaires étrangères Walid al-Moallem a dit qu'il faudrait un miracle. Dans le cas où cela arrive, on parle ici de la coordination au niveau de la sécurité, comme décrit par Damas, avec les gouvernements de Jordanie, de la Turquie et de l'Arabie Saoudite. Comment voyez-vous ces alliances ? A votre avis, auront-elles un résultat ? Vous avez justement dit que toutes les alliances reposent sur des intérêts, donc, êtes-vous prêt à vous coordonner avec ces pays, et quelle est la vérité derrière les rendez-vous rapportés par les médias, tenus entre les syriens et peut-être des officiels saoudiens ?

**Bachar el-Assad :** Concernant la lutte contre le terrorisme, ce problème est vaste et global, et comprend des aspects culturels et économiques. Ce problème comporte aussi des aspects sécuritaires et militaires. En terme de prévention, tous les autres aspects sont plus importants que les aspects militaires et sécuritaires ; mais aujourd'hui, et en réalité, on vit actuellement dans une période de combat contre le terrorisme. Nous ne nous sommes pas confrontés à des groupes

terroristes, nous sommes confrontés par des armées terroristes équipées avec des armes lourdes, moyennes et légères. Ils disposent de milliards de dollars pour recruter des nouveaux volontaires. Les aspects militaires et sécuritaires doivent devenir prioritaires à ce stade. Donc, on estime que cette alliance doit agir à différents niveaux, mais elle doit tout d'abord combattre sur le terrain.

Naturellement, cette alliance doit comprendre les Etats qui croient en la lutte contre le terrorisme, et qui croient que leur position naturelle est d'être contre le terrorisme. Dans l'état présent des choses, la personne qui soutient le terrorisme ne peut pas être la même qui combat le terrorisme. C'est ce que ces Etats font actuellement. L'Arabie Saoudite, la Turquie et la Jordanie qui prétendent faire partie de la coalition contre le terrorisme dans le Nord de la Syrie, soutiennent en réalité le terrorisme dans le Sud, dans le Nord et dans le Nord-Est, presque dans les mêmes régions où ils sont supposés le combattre. Encore une fois, j'aimerais souligner que si dans le cadre d'un intérêt global, ces Etats décident de revenir à une position plus juste, de revenir à la raison et de combattre le terrorisme, naturellement, nous accepterons et coopérerons avec eux et avec les autres. Nous n'avons pas de droit de véto et nous n'attachons pas d'importance à ce qui appartient au passé. Les politiques changent tout le temps. Ça peut changer du bien au mal, un allié peut devenir un adversaire, et inversement, un adversaire peut devenir un allié. C'est normal. Lorsqu'ils combattront contre le terrorisme, nous coopérerons avec eux.

**Question :** Monsieur le Président, on assiste aujourd'hui à un afflux colossal de réfugiés en Europe, qui viennent en grande partie de Syrie. Certains disent que ces gens sont perdus pour la Syrie puisqu'ils ne sont pas satisfaits du gouvernement syrien qui n'a pas pu les protéger, et qu'ils ont dû quitter leurs maisons. Que pensez-vous de ces gens ? Est-ce que vous les considérez comme une partie de l'électorat syrien dans l'avenir ? Croyez-vous qu'ils reviendront ? Et la deuxième question concerne le sentiment européen de culpabilité à propos de ces déplacements de population. Croyez-vous que l'Europe en est responsable ?

**Bachar el-Assad :** Chaque personne qui quitte la Syrie représente certainement une perte pour la Syrie, quelles que soient ses opinions ou ses capacités. Cela ne concerne pas, bien sûr, les terroristes. Ainsi cette émigration est pour nous une grande perte. Vous m'avez posé une question sur les élections. Les élections présidentielles ont eu lieu l'année dernière, alors qu'il y avait déjà de nombreux réfugiés dans différents pays, surtout au Liban. D'après la propagande occidentale, tous ces réfugiés ont fui le gouvernement syrien qui les aurait chassés et tués et ils ont été considérés comme des opposants. Quelle n'a pas été la surprise des occidentaux quand la majorité de ces réfugiés se sont rendus dans les bureaux de vote pour donner leur voix au président, celui qui soi-disant les tuerait. Ce fut un coup dur

pour les instigateurs de cette propagande. Nous avons mis en place une organisation spéciale pour ce vote. Il devait y avoir des bureaux de vote dans chacune de nos ambassades et le gouvernement syrien contrôlait ce processus. Mais cela dépend des relations entre les Etats. Plusieurs pays ont rompu les relations diplomatiques avec la Syrie et fermé les ambassades syriennes. Par conséquent, les citoyens syriens n'ont pas pu voter dans ces pays. Ainsi, ils ont dû aller là où des bureaux de vote avaient été installés. C'est ce qui s'est passé l'année dernière.

Quant à l'Europe, il est sûr qu'elle est responsable. Aujourd'hui elle essaye de présenter la situation comme si sa faute se limitait au fait qu'elle n'a pas donné assez d'argent ou su organiser l'immigration légale en Europe, à cause de quoi, plusieurs réfugiés venus via la mer Méditerranée ont péri noyés lors de leur voyage. Nous déplorons chaque victime innocente. Mais est-ce que la vie d'un réfugié noyé en mer est plus précieuse que celle d'une personne décédée en Syrie ? Pourquoi aurait-elle plus de valeur que celle d'un innocent décapité par les terroristes ? Comment peut-on s'affliger de la mort d'un enfant en mer et ignorer les milliers d'enfants, de vieillards, de femmes et d'hommes qui sont devenus les victimes des terroristes ? Ce principe européen du «deux poids, deux mesures» n'est plus acceptable. Cela ne fait aucun sens. Comment peut-on être attristé par la mort de certains et être indifférent au sort d'autres victimes ?

Ainsi, l'Europe a sa part de responsabilité pour avoir soutenu le terrorisme, sa meilleure couverture, ce qu'elle continue de faire. Elle qualifie les terroristes de «modérés» et les divise en groupes alors qu'ils sont tous des extrémistes.

**Question :** Si vous me le permettez, je voudrais revenir à la question sur l'avenir politique de la Syrie. Monsieur le Président, vos opposants, qu'ils soient ceux qui mènent une lutte armée contre les autorités ou vos adversaires politiques, insistent toujours sur le fait que l'une des conditions nécessaires à la paix dans le pays est votre départ de la vie politique et votre renoncement au poste de président de la république. Qu'en pensez-vous, non seulement en qualité de président, mais aussi, en tant que citoyen syrien ? Êtes-vous théoriquement prêt à accepter ces conditions si vous les jugez nécessaires ?

**Bachar el-Assad :** En plus de ce que vous dites, la propagande occidentale s'est fondée dès le départ sur l'idée que la cause du problème était le président. Pourquoi ? Parce qu'ils veulent faire croire que le problème de la Syrie réside dans un seul individu. Et par conséquent, la réaction naturelle de beaucoup de personnes est de dire : «Puisque le problème réside dans un seul individu, cet individu ne doit pas être plus important que la patrie tout entière. Donc, laissons partir cet individu et les choses vont s'améliorer». C'est ainsi que l'on simplifie les choses à l'extrême en Occident. Ce qui se passe en Syrie, à cet égard, est semblable à ce qui s'est passé dans le cas de la Russie. Notez ce qui a été dit par les médias occidentaux depuis le coup d'Etat en Ukraine. Que s'est-il passé ? Le président Poutine est passé du statut d'ami de l'Occident à celui d'ennemi et une fois encore on l'a dépeint comme un tsar. Il a été décrit comme un dictateur réprimant l'opposition en Russie et comme quelqu'un qui a obtenu le pouvoir par des moyens antidémocratiques, malgré le fait qu'il a été porté au pouvoir par une élection démocratique, ce que l'Occident a reconnu.

À présent, ils disent que ce n'est plus démocratique. C'est de la propagande occidentale. Ils disent que si le président part, les choses s'amélioreront. Qu'est-ce que cela veut dire en particulier ? Pour l'Occident, cela veut dire : «Tant que tu es là, nous allons continuer à soutenir le terrorisme», parce que l'objectif que poursuit actuellement l'Occident en Syrie, en Russie et dans d'autres pays, c'est le changement des présidents, le renversement des gouvernements ou, peu importe comment ils l'appellent, les changements de régimes. Pourquoi ? Parce qu'ils n'acceptent pas de partenaires et d'Etats indépendants. Quel est leur problème avec la Russie ? Quel est leur problème avec la Syrie ? Quel est leur problème avec l'Iran ? Ces

pays sont tous des pays indépendants. Ils veulent qu'un certain individu parte et soit remplacé par quelqu'un qui agisse dans leurs intérêts et non dans l'intérêt de son pays. Pour nous, le président est choisi par le peuple et arrive au pouvoir au moyen d'une élection. Et s'il part, c'est sur une décision du peuple. Son départ ne doit pas être le résultat d'une décision américaine, d'une décision du Conseil de sécurité, d'une conférence de Genève ou d'un communiqué de Genève. Si le peuple veut qu'il reste, il doit rester et si le peuple le rejette, il doit partir immédiatement. Tel est le principe que j'observe lorsque j'appréhende cette question.

**Question :** Des opérations militaires sont menées ici depuis plus de quatre ans. A votre avis, y-a-t-il eu un moment décisif où il était clair que la guerre était inévitable ? Et qui a déclenché cette mécanique de guerre ? S'agit-il de l'influence de Washington ou de celle de vos voisins au Moyen-Orient ? Y-a-t-il eu des erreurs de votre part ? Avez-vous des regrets par rapport à certaines décisions ? Et si vous aviez la possibilité de remonter le temps, agiriez-vous différemment ?

**Bachar el-Assad :** Dans tous les Etats on en a fait des erreurs. On en fait peut-être tous les jours, mais ces erreurs ne sont pas critiquées car l'Etat est toujours là. Alors, comment se fait-il que des erreurs de ce genre nous aient conduits à la situation que nous vivons actuellement en Syrie ? Cela n'a pas de sens. Cela peut vous paraître étonnant si je dis que le moment clé pour les événements en Syrie est, à la surprise de nombreuses personnes, la guerre en Irak de 2003. C'est quand les Etats-Unis ont envahi l'Irak. Nous étions fortement opposés à cette invasion, car nous savions que tout ça allait aboutir à la division des sociétés et à l'apparition de troubles. Or, nous sommes voisins de l'Irak.

A cette époque on comprenait que la guerre allait faire de l'Irak un foyer de conflits sectaires. A l'ouest de la Syrie, il y a un autre pays dans cette situation : le Liban. Et nous, nous sommes au milieu. Nous savons très bien que nous allons en subir les conséquences. C'est pourquoi le début de la crise syrienne et tout ce qui s'est passé alors sont le résultat naturel de la guerre et du conflit confessionnel en Irak, parce qu'une partie du conflit s'est déplacée en Syrie. En conséquence il était facile d'influencer certains groupes syriens.

Le deuxième point – qui est peut-être moins critique – est le laisser-faire américain vis-à-vis des terroristes afghans dans les années 1980, qu'ils appelaient alors «combattants de la liberté», puis enfin, la création de Daesh en 2006 à l'aide de financements américains et sans aucune opposition de leur part.

Tous ces éléments rassemblés ont créé les conditions d'un soulèvement avec le soutien occidental et l'argent des pays du Golfe, en particulier du Qatar et de l'Arabie Saoudite, ainsi qu'avec l'aide logistique de la Turquie. En effet, Erdogan appartient, de par sa façon de penser, aux Frères Musulmans. Par conséquent, il croit qu'un changement de la situation en Syrie, en Egypte et en Irak, donnera naissance à un nouveau sultanat – pas le sultanat ottoman cette fois, mais celui des Frères Musulmans – qui couvrirait des territoires allant de l'océan Atlantique jusqu'à la Méditerranée et qui serait dirigé par Erdogan. Toutes ces choses mises ensemble nous ont conduits à la situation dans laquelle nous sommes en ce moment. Une fois de plus, je dis qu'il y a eu des erreurs, que les erreurs donnent toujours lieu à des failles et à des points faibles, mais cela n'est pas suffisant et ne justifie pas ce qui se passe actuellement. Et si ce genre d'erreurs est vraiment à l'origine de ces événements, pourquoi les mêmes erreurs n'ont-elles pas mené à des révolutions dans les pays du Golfe, surtout en Arabie Saoudite qui ignore complètement la démocratie ? Je pense que la réponse est évidente.

**Monsieur le président, merci de nous avoir consacré du temps et d'avoir donné des réponses détaillées à nos questions. Nous savons qu'au mois de septembre vous fêterez votre 50ème anniversaire. Peut-être que le meilleur vœu serait le retour à la paix et de la sécurité dans votre pays aussi vite que possible. Merci.**

Tlaxcala 19 Septembre 2015

**GUARINO FUNERAL HOME**




*Serving the Haitian Community  
for Over 30 Years*

9222 FLATLANDS AVENUE  
BROOKLYN, NY 11236

**718-257-2890**

**FRANTZ DANIEL JEAN  
FUNERAL SERVICES INC.**



- Funerals in All Boroughs
- Transportation of Remains
- Cremation

*Nou pale kreyòl.*

**5020 Foster Avenue  
Brooklyn, NY 11203  
718.613.0228**



personnes ont convergé en début de soirée vers le Palais Présidentiel aux cris de « Libérez Kosyam », le nom du palais présidentiel, et « A bas les RSP ». L'organisation Balai citoyen avait appelé au rassemblement sur la place de la Révolution en fin d'après-midi. Des coups de feu ont été tirés dans la soirée par des soldats pour disperser les manifestants, sans que l'on sache encore s'il s'agissait de tirs à balles réelles ni s'ils ont fait des blessés.

Les émissions de Radio France Internationale (RFI) et de la radio privée Oméga étaient par ailleurs coupées. Interrogé sur France 24, le directeur de la Radio Oméga, Alpha Barry, a précisé que l'arrêt des émissions faisait suite à l'irruption dans les locaux de la station d'éléments du RSP qui avaient menacé de mort les journalistes s'ils poursuivaient leurs programmes. La télévision publique burkinabè diffusait son programme normal, des dessins animés puis un match de football. Ses bâtiments sont traditionnellement gardés par le RSP, qui y a renforcé ses positions, selon un journaliste local contacté par l'Agence France presse.

#### Appels internationaux à la « libération des otages »

Le président du Conseil national de transition, Chériff Sy, affirme dans une déclaration transmise à la presse que « des tentatives de dialogue sont en cours entre la haute hiérarchie militaire et des éléments du RSP ». « La nation burkinabè est en danger », dit-il.

L'ONU, l'Union africaine et la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest ont, dans un communiqué commun, exigé « la libération immédiate et inconditionnelle des otages ». Le secrétaire gé-

néral de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré « scandalisé » par cette « violation flagrante » des accords sur la transition politique dans le pays.

En France, l'ancienne puissance coloniale, le Quai d'Orsay a lui aussi appelé à « la libération immédiate de toutes les personnes retenues ». « La France est préoccupée par les développements survenus (mercredi au Burkina Faso) » et « condamne fermement tout usage de la force », a ajouté le porte-parole du ministère des affaires étrangères.

#### Dernières semaines de transition

Selon une loi électorale controversée, aucun partisan de l'ancien président Compaoré ne peut se présenter au scrutin du 11 octobre. Cette loi rend « inéligibles » tous ceux qui ont soutenu un « changement inconstitutionnel », soit la tentative de M. Compaoré de modifier la Constitution pour supprimer la limitation des mandats présidentiels.

« Quand on se comporte de cette manière-là, ces choses arrivent », a d'ailleurs estimé sur France 24 Léonce Koné, vice-président du directoire du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), ex-parti de Blaise Compaoré, refusant de « condamner » le mouvement en cours et jugeant que les futures élections ne seraient « pas démocratiques ».

Le RSP avait déjà à plusieurs reprises perturbé la transition. Fin juin, il avait ainsi exigé la démission du lieutenant-colonel Zida, premier ministre et numéro 2 de ce régime, lequel avait demandé publiquement sa dissolution « pure et simple » avant d'y renoncer.

Le Monde 16 septembre 2015

à donner le frisson et montre que le divorce entre Paris et Abidjan est consommé et que pour la France officielle, Alassane Ouattara doit partir : « depuis, quatre mois, tous les services de l'Etat, à l'Elysée, au Quai d'Orsay, aux finances, aux armées, à la Dgse, se sont employés à obliger Alassane Ouattara à admettre son manque de maîtrise de l'action politique qui se retrouve subordonné à la réconciliation nationale. Avec l'expérience

des crises de 1999, 2002, et 2004, ils ont combiné leurs efforts pour que la parole ne soit donnée aux armes qu'en ultime recours », note l'Ambassadeur Jean Marc Simon dans son rapport, lequel montre la porte de sortie à Alassane Dramane Ouattara dit ADO.

Nous vous proposons l'intégralité du rapport de l'Ambassadeur Jean Marc Simon, dans lequel il retourne de façon spectaculaire sa veste, pour dé-

sormais militer fermement pour un départ d'Alassane Ouattara du pouvoir en 2015 car ce dernier s'appête à violer les lois et la Constitution de son pays. Il n'hésite d'ailleurs pas dans son rapport à demander une intervention militaire directe de la France pour capturer Ouattara en douceur et l'écartier du pouvoir.

Investig'Action 16 septembre 2015

2014, du président Blaise Compaoré, qui avait été chassé du pouvoir par la rue alors qu'il tentait de briguer un nouveau mandat. Il n'y avait pas eu de bain de sang.

A présent, plus rien de tout cela n'est certain, dans un climat où des forces loyales à l'ex-président sont en opposition avec les associations de la société civile, soulagées du départ de Blaise Compaoré et de son régime, ou de responsables politiques opposés à toute forme de « restauration ».

#### Y a-t-il un coup d'Etat au Burkina Faso ?

Cela en a l'apparence, dans la mesure où les militaires du RSP, un régiment d'élite, sont des fidèles de l'ex-président, qui vit aujourd'hui en exil entre plusieurs pays, notamment la Côte d'Ivoire et le Maroc. Ce dernier, pour l'instant, est resté silencieux.

Les hommes du RSP viennent d'arrêter les deux têtes des autorités de transition, ce qui a des conséquences évidentes. Cependant, techniquement, les militaires n'ont

pas émis de revendication, et n'ont pas fait de mouvements supplémentaires pour étendre leur contrôle de la capitale, où des rassemblements de protestation ont commencé. La possibilité de voir des négociations s'engager n'est donc pas à exclure, alors que d'autres responsables politiques qui leur sont hostiles sont toujours en liberté, comme le président du Conseil national de la transition (assemblée) Chériff Sy, qui a confirmé dans un communiqué mercredi que des « militaires » avaient fait irruption « dans la salle du conseil des ministres à 14 h 30 et [avaie] nt pris en otage le président du Faso, Michel Kafondo, le premier ministre, Isaac Zida » ainsi que deux ministres.

Le président du Parlement de transition affirme également : « Le devoir nous appelle car la nation burkinabè est en danger (...) Nous en appelons au devoir de solidarité des forces vives, des forces politiques, de la société civile et de la communauté internationale avec tout le peuple burkinabè pour faire échec à cette opération. »

#### Cette poussée de fièvre est-elle une surprise ?

Par trois fois déjà, des tensions très vives avaient éclaté entre le premier ministre et le RSP, dont il est pourtant issu. Ce lieutenant-colonel en était le numéro deux lorsque les troubles ont commencé en octobre 2014, et il était jugé à ce point fidèle à Blaise Compaoré qu'on lui avait, en quelque sorte, confié les clés du pays alors que tout menaçait de s'embraser, afin de préserver les apparences d'une transition, tout en espérant continuer à diriger le Burkina en sous-main. Cette stratégie a échoué, en raison notamment des ambitions et des convictions de Yacouba Isaac Zida.

Dans les mois qui ont suivi, des moments de tensions graves ont mis les hommes de Céleste Coulibaly, le commandant du RSP, aux prises avec leur ancien compagnon. A la fin de juin, des tirs avaient même eu lieu dans l'enceinte du camp Naaba Koom, tout proche de la présidence. Les responsables du RSP avaient demandé la démission du premier ministre, sans succès. Parallèlement, des tentatives pour dissoudre leur régime avaient également échoué.

#### Y a-t-il eu un élément déclencheur ?

Lundi, la Commission de réconciliation et des réformes, chargée de présenter des réformes pour le gouvernement de transition, a proposé de démanteler cette unité de douze cents hommes, qualifiée « d'armée au sein de l'armée ».

Par ailleurs, samedi 12 septembre, six des vingt-deux candidats à l'élection présidentielle du 11 octobre avaient appris qu'ils avaient été disqualifiés par le conseil constitutionnel et ne pourraient y prendre part. Parmi eux se trouve Eddie Constance Komboïgo, candidat du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), l'ex-parti au pouvoir, fidèle à Blaise Compaoré. Ce dernier avait alors déclaré : « Le droit n'a pas été dit, c'est plutôt la politique qui a beaucoup pesé. » Cette décision avait alourdi un peu plus le climat, faisant redouter que l'approche du scrutin ne soit l'occasion de voir éclater des violences.

LE MONDE 16 Septembre 2015

sécurité prennent leurs responsabilités historiques face à cette agression armée contre le peuple burkinabè et ses institutions.

Nous appelons les populations à s'organiser chacun dans sa rue, son quartier, son secteur pour démontrer que la stratégie de terreur et de psychopompes que tentent d'instaurer les groupuscules de miliciens du RSP ne saurait paralyser cet élan patriotique qui nous a animés.

Burkinabè épris de paix et de justice, la Nation est en danger ; Oui à la neutralisation définitive des miliciens voyous du RSP et de leurs commanditaires.

Mobilisons-nous pour faire barrage au complot infâme qui est en cours !

En avant pour la résistance populaire ! La patrie ou la mort, nous vaincrons !

La Coordination du Balai Citoyen 20 septembre 2015

## DÉGÈS

Nous annonçons avec infiniment de peine la nouvelle de la mort de Madame Suzanne Marguerite Jean, née Jean Baptiste, survenue le Samedi 12 Septembre à 11 Heures P.M après un mois d'hospitalisation à Kings Brooks Hospital, à l'âge de 87 ans.

En cette douloureuse circonstance, à ses soeurs et frères Nirva Rhaut et enfants; Mr et Mme Renio Jn Baptiste et enfants; Mr et Mme Franklin Pinchinat née Thérèse Jn Baptiste et enfants; Mr et Mme Francois Jean Baptiste et enfants; Mr et Mme Joseph Jn Baptiste et enfants; à Ismine Jean Baptiste, Adelais, Anne Marie, Evena, Adeline, Martine et Henriette Jean et enfants; Wilfrid Jean et Mme; Mme Marlène Francillon née Jean et enfants; Mme Paulette Jean et enfant; Veuve Paulette Jean et sa famille; Mr et Mme Lucie Castelle, née Jean et enfants; Mr et Mme Enock Jean; Mr et Mme Diderot Jean et enfants; à ses nombreux neveux et nièces; aux familles Jean, Jean Baptiste, Pinchinat, Francillon et à tous les autres parents, alliés et amis es si cruellement éprouvés es, nous envoyons nos sincères condoléances.

L'exposition de Mme Suzanne Marguerite Jean, née Jean Baptiste se fera à Caribe Funeral Home Utica Ave entre les Ave J et K le vendredi 25 Sept de 4 Heures à 9 heures P.M et la dépouille mortelle sera expédiée en Haïti pour être déposée au Parc du Souvenir. Une réception sera donnée en sa mémoire à l'avenue N, à deux blocs du salon funéraire.

Paix à son âme.

Pour information, sonnez le 917 501 6323

## DÉGÈS

Nous annonçons avec infiniment de regret la nouvelle de la mort d'un fameux et louable citoyen Haïtien, au nom de Pierre Labonté Jean survenue, à Palm Coast, Floride, jeudi 14 Septembre dernier après une longue maladie courageusement supportée à Flagler Hospital.

Labonté fut un rude travailleur. Maçon de haute discipline, on le rencontra à la Respectable Loge l'Alpha et

l'Oméga, Soleil No 1 à New-York comme Vénérable Maître pour être ensuite Eminent Commandeur Jusqu'à son départ pour la Floride où il consumma son retirement assisté de son épouse jusqu'à sa mort.

En cette douloureuse circonstance, Haïti Liberté, les Membres de la Respectable Loge l'Alpha et l'Oméga à Brooklyn, particulièrement le fondateur Pierre Clavaire Dwinel Bedard envoient leurs sympathies à Madame Lily Jean, née Estime, leurs enfants et petits enfants; son frère et sa famille; ses cousins, cousines et leurs familles; ses nombreux neveux et nièces et leurs familles ainsi qu'à tous les parents, alliés et amis es que ce deuil afflige.

La dépouille sera exposée au Craig Funeral home 511 Old Kings Road South le jeudi 24 septembre de 12 heures à 2 heures P.M. Ses funérailles seront chantées à St Elizabeth Ann Seton Catholic Church au No 4600 Belle Terre Palm Coast, Florida 32164 le Vendredi 25 Septembre

Paix à son âme.



## USA : Ahmed Mohamed, 14 ans, arrêté pour avoir construit une horloge !

Interpellé dans son école pour y avoir apporté une horloge que la police a cru être une bombe factice, Ahmed, 14 ans, collégien musulman du Texas, a reçu mercredi une impressionnante vague de soutiens. Barack Obama a invité l'adolescent à la Maison Blanche.



**Ahmed, 14 ans, a été interpellé pour avoir emmené une horloge dans son école. (Reuters)**

En bricolant chez lui son "invention", composée d'un écran numérique et d'un circuit électronique, Ahmed Mohamed ne s'imaginait qu'il finirait menotté et brièvement détenu, ni que son sort allait faire parler sur les réseaux sociaux en Amérique et au-delà. Lundi matin, après avoir enfilé son tee-shirt siglé "Nasa", Ahmed, 14 ans, fils d'immigrés originaires du Soudan, a emporté dans une petite valise métallique l'horloge qu'il a confectionnée, souhaitant la montrer à son professeur de technologie.

Le dispositif ayant sonné lors d'un autre cours, un enseignant d'anglais l'a confisqué, avant que les choses ne s'aggravent pour l'apprenti Géo Trouvetou. "Le proviseur et des policiers m'ont conduit dans une

pièce où cinq policiers m'ont interrogé, fouillé, ont saisi ma tablette et mon invention", a relaté l'adolescent au journal Dallas Morning News. "Puis j'ai été conduit dans un centre de détention juvénile, où j'ai été fouillé. Ils ont relevé mes empreintes digitales et ont pris des photos de moi", a poursuivi l'adolescent, interviewé dans sa chambre, dont le bureau est couvert de circuits électroniques.

L'affaire a vite dépassé les frontières du Texas, les réseaux sociaux s'en emparant avec le mot-dièse #IStandWithAhmed (Je suis solidaire

d'Ahmed), la police texane se retrouvant sur la défensive.

L'ampleur de la controverse a poussé les responsables politiques à intervenir. "Belle horloge, Ahmed. Tu veux l'apporter à la Maison Blanche?", a twitté Barack Obama. "Nous devrions inciter plus d'enfants comme toi à aimer les sciences. C'est ce qui fait la grandeur de l'Amérique".

"Les hypothèses et la peur ne font rien pour notre sécurité, elles nous entravent. Ahmed, reste curieux et continue à créer", a de son côté réagi Hillary Clinton, candidate démocrate à la Maison Blanche en 2016.

Le jeune Ahmed a été invité à la Google Science Fair, concours international d'invention pour les scientifiques de 13 à 18 ans. "Ahmed, si par hasard t'avais envie de passer chez Facebook, je serais ravi de te rencontrer", a également fait savoir Mark Zuckerberg, le patron du réseau social géant. Twitter a également invité Ahmed à venir faire un stage dans l'entreprise.

JDD 17 septembre 2015

## La CIA investit dans le journalisme



**Alexios Mantzarlis**



**Le fondateur d'E-Bay, Pierre Omidyar**

Un très important institut de formation de journalistes, le Poynter Institute, vient d'annoncer la création d'un réseau mondial de vérification des faits (fact-checking) impliquant 64 organisations dans le monde.

Le Poynter Institute a été créé

par un magnat de la presse états-unienne, Nelson Poynter. L'enseignement est dispensé sous l'autorité d'un patron de presse (celui du Tampa Bay Times) avec la possibilité d'être engagé par lui à l'issue du cycle pour

Suite à la page (18)

## Grèce : Tsipras et Syriza restent au pouvoir !

Par G.V.

Le parti Syriza de gauche radicale d'Alexis Tsipras a remporté dimanche les élections anticipées en Grèce, recueillant 35,53% des suffrages, devançant de sept points la droite de Vangelis Meïmarakis (28,05%), selon la quasi totalité des bulletins dépouillés. "Dès lundi, nous nous retrouvons les manches pour travailler dur", a déclaré le vainqueur, qui sera reconduit Premier ministre lundi.



**Alexis Tsipras s'est assuré d'un troisième succès dans les urnes après les élections de janvier dernier et le référendum de juillet**

Alexis Tsipras continue à surprendre. Le parti du Premier ministre grec sortant a remporté dimanche les élections anticipées. Sa victoire est même nette, malgré une forte abstention (autour de 44%), avec un score de 35,53% des suffrages, devançant d'au moins 7 points le parti de droite Nouvelle démocratie de Vangelis Meïmarakis (28,05%), selon des résultats officiels portant sur 90% des bulletins dépouillés. Ce score, à comparer à celui de 36,3% remporté en janvier, offrirait selon les dernières projections 145 des

300 sièges au Parlement au Syriza. Le dirigeant de la droite grecque Vangelis Meïmarakis a reconnu en début de soirée sa défaite aux législatives. "Il apparaît que le Syriza et M. Tsipras sont premiers, je le félicite", a-t-il sobrement déclaré. A sa suite, Alexis Tsipras a déclaré sur Twitter qu'après cette victoire, "s'ouvre la voie du travail et des luttes" : "Dès demain, nous nous retrouvons les manches pour travailler dur", a lancé dimanche soir Alexis Tsipras à ses sympathisants au centre d'Athènes. Syriza, qui a réussi à

se débarrasser de l'aile gauche de son parti, va reformer une coalition avec la droite souverainiste (Anel, 10 sièges au Parlement). Alexis Tsipras devrait être nommé Premier ministre lundi alors que les créanciers souhaitent voir son gouvernement rapidement opérationnel pour appliquer l'accord de réformes et de mesures budgétaires conclu cet été.

La troisième place revient au parti néonazi Aube Dorée (6,98%), talonné de près par le Pasok socialiste (6,42%). Le centriste To Potami recueille 3,93%, décrochant 10 sièges.

C'est à la suite de la défection de l'ex-aile gauche du Syriza qu'Alexis Tsipras a précipité les élections en démissionnant le 20 août, dans l'espoir alors de retrouver légitimité et majorité parlementaire. Sa volte-face sur le plan de sauvetage financier UE-FMI du pays, qu'il a accepté le 13 juillet après avoir promis la fin de l'austérité, a suscité une vague de désillusion dans l'électorat, attestée par un abstentionnisme élevé, de plus de 40%, selon cette même estimation.

Le JDD 20 septembre 2015

## Rencontre "familiale" entre le pape François et Fidel Castro



**Le pape François rencontre le "lider maximo" Fidel Castro**

Par A.F.

Dimanche à l'issue d'une journée marathon à Cuba, le pape François a rencontré dimanche le président Raul Castro, et son frère Fidel. La rencontre avec le "lider maximo" a été discrète et s'est déroulée dans une atmosphère familière et informelle.

maximo". En déplacement à Cuba, le souverain pontife, l'air visiblement fatigué et souffrant de la chaleur humide, a multiplié dimanche à La Havane les rencontres avec les fidèles, les religieux, les jeunes, le président Raul Castro... et son frère aîné Fidel. Cette rencontre avec l'ancien leader, qui a dirigé le pays durant un demi-siècle (1959-2008), a été discrète, comme celle de Benoît XVI en 2012. Elle s'est déroulée dans

Suite à la page (18)

Le pape François avec le "lider

## A Cuba, le pape François combat le "service idéologique"



**Le pape François à Cuba**

Par G.V.

rejetant le "service idéologique".

Le pape François est allé dimanche à la rencontre du peuple cubain à La Havane lors d'une grande messe festive et chargée d'émotion, appelant les chrétiens à "servir" les plus fragiles tout en

Son discours était très attendu, il n'a pas déçu. Le pape François, en déplacement dimanche à La Havane (Cuba) à l'occasion d'une grande messe festive et chargée d'émotion, a

Suite à la page (19)



**LEARN A NEW LANGUAGE with RINCHER'S SYSTEM**

Spanish • English • French • Kreyòl

Kits contain a BOOK and 2 or 3 CDs

Price range: only \$25 - \$35

Write, call, email, or visit:

**Universal Book Store**  
(formerly Rincher's Book Store)  
826 Rogers Avenue  
Brooklyn, NY 11226  
**718.282.4033**  
Email: rincherexpress@gmail.com

## Murette's

### BANQUET HALL



Baby Shower • Weddings • Conferences • Dinner Events • Repass  
• Birthdays • Graduation • Much More!

**4618 Avenue N (btwn Schenectady & E. 46th), Brooklyn, NY**  
Nou pale kreyòl!  
**Tel: 646.474.7560**



comme « terroristes » par l'Onu, à savoir al-Qaïda, Daesh et tous les groupes qui se sont alliés à eux.

- L'OTSC ne cherche pas à venir en aide à Haïder al-Abadi ou à Bachar el-Assad, mais est directement menacée par les jihadistes.

- Les jihadistes ne sont pas en mesure de résister longuement à une alliance internationale si celle-ci inclut l'Irak et la Syrie.

- Les États-Unis, qui ont déjà mené secrètement une vaste opération conjointe avec l'Armée arabe syrienne à Hassaké, sont prêts à un accord avec l'OTSC. Leurs alliés britanniques et français sont prêts à renoncer à renverser la République arabe syrienne.

Notes

[1] « Charte de l'Organisation du Traité de sécurité collective », Réseau Voltaire, 7 octobre 2002.

[2] Le Guam ou Organisation pour la démocratie et le développement est une alliance pro-US regroupant la

Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie ; quatre États visant à terme à rejoindre l'Otan.

[3] A Mosque in Munich. Nazis, the CIA and the rise of the Muslim Brotherhood in the West, Ian Johnson, Houghton Mifflin Harcourt, 2010. Version française : Une Mosquée à Munich. Les nazis, la CIA et la montée des frères musulmans en Occident, Albin Michel, 2011.

[4] Les Frères musulmans ont été fondés par Hassan el-Bana qui souhaitait rétablir le califat après la chute de l'Empire ottoman. Ils présentent l'islam à la fois comme religion et comme système politique totalitaire tout en récitant toute dimension spirituelle dans leur lecture du Coran. Sayyid Qutb théorisa l'usage de la violence pour s'emparer du pouvoir, le jihad. Bien qu'officiellement les Frères aient condamné après sa mort les écrits de Qutb, il reste le penseur de référence au sein de la confrérie.

[5] « L'Ukraine et la Turquie

créent une Brigade musulmane internationale », Réseau Voltaire, 3 août 2015. Plus de détails dans : « L'Ukraine et la Turquie créent une Brigade internationale islamique contre la Russie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 12 août 2015.

[6] « L'armée russe commence à

s'engager en Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 août 2015.

[7] « Syrie : Vladimir Poutine propose une Force de paix de l'OTSC », Réseau Voltaire, 3 juin 2012.

[8] « L'OTSC pourra déployer des « chapkas bleues » sur mandat de l'ONU », Réseau Voltaire, 29 septembre 2012.

[9] « Audition de Laurent Fabius au Sénat sur les minorités persécutées au Moyen-Orient », par Laurent Fabius, Réseau Voltaire, 9 septembre 2015.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 21 SEPTEMBRE 2015

Suite de la page (13)

italien qui peut-être, décrit le mieux ce que je crois : Le monde entier n'est qu'un seul pays. Dans ce pays mondial, le principe d'aimer son prochain comme soi-même, est le guide essentiel pour des relations harmonieuses entre tous les pays.

Ce principe implique tolérance et compréhension pour la façon de se comporter envers les autres. Il implique que nous traitions les autres nations comme on aimerait être traité : avec respect et considération. C'est un principe que, malheureusement nous n'avons jamais appliqué à Cuba.

Votre honneur, je suis devant vous aujourd'hui pour une activité à laquelle je me suis livrée parce que j'ai obéi à ma conscience plutôt qu'à la loi. Je crois que la politique de notre gouvernement vis-à-vis de Cuba est cruelle et injuste, profondément agressive, et je me suis sentie moralement dans l'obligation d'aider l'île à se défendre contre nos efforts de lui imposer nos valeurs et notre système politique. Nous avons fait preuve d'intolérance et de mépris à l'égard de Cuba depuis plus de 40 ans. Nous n'avons jamais respecté le droit pour Cuba de choisir sa propre voie vers ses propres idéaux d'égalité et de justice. Je ne comprends pas pourquoi nous devons continuer à dicter aux Cubains comment ils doivent choisir leurs dirigeants, qui peuvent ou ne peuvent pas être leurs dirigeants, et quelles sont les lois appropriées pour ce pays. Pourquoi ne pouvons-nous

pas laisser Cuba poursuivre son propre chemin, comme le font les États-Unis depuis plus de deux cents ans

Ma manière de réagir à notre politique Cubaine a peut-être été moralement condamnable. Peut-être que le droit pour Cuba d'exister libre de toute pression politique ou économique ne justifie pas les informations secrètes que j'ai transmises pour l'aider à se défendre. Je peux seulement dire que j'ai fait ce qui me paraissait être juste pour réparer une grave injustice.

Mon plus grand désir est de voir des relations amicales s'établir entre les États-Unis et Cuba. J'espère que mon cas contribuera d'une certaine manière à encourager notre gouvernement à abandonner sa politique hostile envers Cuba et à collaborer avec la Havane dans un esprit de tolérance, de respect mutuel, de compréhension...

Ana Belén Montés a été en quelque sorte précurseur des nouvelles relations entre Cuba et les États-Unis.

Elle est la prisonnière 25037-016 de la prison de Carswell, une annexe du FBI de la Station Aérienne de la Marine des États-Unis. Elle y est internée dans la section de psychiatrie, bien que ne présentant pas de troubles de ce type. C'est un lieu dangereux pour elle, qui pourrait avoir de graves répercussions sur son état mental.

Ana Belén Montés est sensée recouvrer la liberté en 2027, dans 12 ans. Elle a déjà accompli 13 ans de réclusion. Elle est soumise à un régime

d'isolement extrême :

Elle ne peut pas avoir la visite d'amis, uniquement celles de son père et de sa fratrie. Elle est interdite de téléphone, n'a accès à aucun moyen d'information, ni journal, ni revue, ni livre. Elle n'a pas le droit de regarder la télévision et ne peut recevoir de colis. Il lui est même interdit d'avoir le moindre contact avec les autres personnes détenues dans cette prison.

Les autorités pénitentiaires ne donnent aucune information sur sa santé, les traitements médicaux qu'elle reçoit, ne justifient non plus le fait qu'elle soit dans un centre destiné aux personnes souffrant de troubles psychiatriques.

Le régime carcéral qu'elle subit n'est pas conforme aux Droits de l'Homme et est beaucoup plus sévère que celui appliqué aux dangereux criminels.

Un essai a été fait de lui écrire. La lettre a été renvoyée à l'expéditeur en recommandé. Le Bureau fédéral des Prisons y précisait qu'elle ne pouvait avoir de contacts qu'avec ses parents les plus proches, étant donné qu'elle était condamnée pour espionnage.

Nous devons aider cette femme courageuse. Nous devons faire connaître son histoire, et développer des campagnes pour que dans la prison où elle endure sa peine, elle puisse au moins avoir un traitement plus humain.

LGS 19 septembre 2015

Suite de la page (17) Rencontre "familiale" entre le pape..



Le pape François avec Raul Castro. Reuters.

une atmosphère "familiale et informelle" sur les problèmes mondiaux, à commencer par l'environnement.

Ils s'offrent des livres

Le pape a pu converser avec l'ancien élève des jésuites, qui avait décrété un régime athée et communiste après la proclamation de la révolution jusqu'en 1992, mais se montre intéressé par l'approche de l'Eglise sur les problèmes mondiaux, comme il l'avait expliqué à Benoît XVI en 2012. François lui a même offert plusieurs livres religieux, et Fidel lui a fait le cadeau d'un livre d'entretiens avec un théologien brésilien de la libération, Frei Betto. Dans une vidéo publiée par la télévision d'Etat cubaine, on pouvait voir un Fidel Castro visiblement volubile, vêtu de son habituel survêtement et d'une chemise blanche.

François a aussi rendu une visite de courtoisie à Raul Castro au palais présidentiel. Ni La Havane ni le Vatican n'ont divulgué la teneur de leurs entretiens, mais la réconciliation entre les États-Unis et Cuba, activement soutenue par le pape, a certainement été évoquée. Dans la soirée, l'air épuisé, le pape s'est exprimé plus brièvement que de coutume devant les jeunes Cubains rassemblés devant la cathédrale, leur parlant de la culture du dialogue et les enjoignant à "rêver" d'un avenir meilleur auquel ils puissent contribuer.

Le pape François se rend lundi à Holguin, un des foyers les plus anciens du christianisme dans l'île et région natale des frères Castro : une plongée dans le Cuba rural à la veille de son départ aux États-Unis.

Le JDD 21 septembre 2015

Suite de la page (13) Venezuela: « L'OPEP est la cible d'attaques qui cherchent à empêcher la... »

exerçaient le contrôle du commerce du pétrole aux dépens des pays producteurs, selon leurs intérêts et conformément à leur situation politique et militaire.

C'est pour cela que le 14 septembre 1960, à Bagdad (Irak), fut fondé l'OPEP, à l'initiative du ministre vénézuélien du pétrole de l'époque, Juan Pablo Pérez Alfonso et de son homologue saoudien, le cheik Abdullah Al Tariki, à cause de la nécessité de créer un instrument de régulation et de défense des prix du pétrole qui puisse coordonner des politiques pour éviter le gaspillage et garantir des prix justes du produit et l'approvisionnement en pétrole des pays consommateurs.

Del Pino a indiqué qu'en 1975, en Algérie a eu lieu le premier sommet des Chefs d'Etat qui s'est installé "au milieu d'une période de confrontation avec les pays de l'OPEP puisque les pays membres avançaient dans un processus de nationalisation et de gestion souveraine des ressources".

Après 25 ans de fonctionnement de l'OPEP, (1975-2000), le Venezuela

joua dans l'organisation "un rôle regrettable", a déclaré le ministre au sujet du rôle joué par le pays lorsqu'il était gouverné par des représentants de la IV<sup>e</sup> République jusqu'à l'arrivée du leader socialiste Hugo Chavez, qui proposa en 2000 un sommet "de résurrection de l'OPEP", à Caracas.

Lors de cette rencontre, des efforts furent faits pour rétablir les quotas de production fixés par l'institution pétrolière pour ses membres et des accords qui ont permis une période de croissance et de stabilité dans les marchés ont été établis.

Actuellement, 15 ans après la résurrection de l'OPEP, les menaces se sont transformées en agressions, aussi bien directes que par l'intermédiaire de sanctions et de guerres économiques qui se sont traduites par des crises humanitaires dans plusieurs régions du monde", a souligné le ministre Del Pino.

Face à cette situation, il a demandé aux nations appartenant à l'OPEP ( Angola, Arabie Saoudite, Algérie, Equateur, Emirats Arabes Unis, Indonésie, Irak, Koweït, Nigéria, Qatar,

Iran, Libye et Venezuela) de joindre leurs efforts pour que cet organisme reprenne avec plus de force son rôle actif dans différents domaines.

"L'OPEP doit reprendre un rôle actif et devenir un acteur plus fort dans le domaine politique, économique et social pour garantir la paix par la voie de la justice. Le Venezuela continuera à se battre avec l'OPEP dans cette direction.

A cette réunion ont assisté le Président de la République, Nicolás Maduro, ainsi que le ministre des Hydrocarbures de l'Equateur, Pedro Merizalde Pavon, les vice-présidents pour la Souveraineté Politique, Delcy Rodríguez, pour l'Economie et les Finances, Rodolfo Marco Torres, pour la Planification et la Connaissance, Ricardo Melendez ; le ministre du Pétrole et des Mines et président de PDVSA, Eulogio Del Pino, et les experts en pétrole Alí Rodríguez Araque y Álvaro Silva Calderón.

AVN Caracas, 14 Sept 2016

Traduction Française Lopez Viva Venezuela 15 Septembre 2015

**GREAT LEGACY AUTO SCHOOL**

**"At Great Legacy We Convert Your Fears Into Confidence"**

8402 Flatlands Avenue  
Brooklyn, NY 11236  
(718) 676-4514  
(718) 942-4242

Martine Dorestil, Owner  
Danny Dorestil, General Manager

5 Hour Classes  
Defensive Course Saturday 9AM

**LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL**

**LEARN TO DRIVE**

La Différence Auto School

836 Rogers Avenue  
(between Church Avenue & Erasmus Street)  
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

Tel: 718-693-2817  
Cell: 917-407-8201

**TECHNIC DRIVING SCHOOL**

**LEARN TO DRIVE**

**CAR, BUS, TRACTOR TRAILER**

30 HRS BASIC DRIVER COURSE  
CPR & FIRST AID TRAINING  
5 HR CLASSES  
6 HR DEFENSIVE DRIVING  
19A CERTIFICATION

1207 ROGERS AVENUE  
BROOKLYN, NY 11226  
**718.282.7792**

**VLC AUTO REPAIR**

- Engines • Transmissions
- Brakes • Starters
- Oil Change • Alternators
- Inspections

547 Albany Ave. Brooklyn, NY 11203  
Nou pale kreyòl!  
718.363.2873

**BED STAR**  
Car & Limo Service

- 24 Hour Radio Dispatched
- Fast Response • All Airports

528 Empire Blvd., Bklyn, NY 11225  
**718.771.2299**

Suite de la page (17)

les plus obéissants.

Le nouveau réseau de vérification des faits est financé par le fondateur d'E-Bay, Pierre Omidyar [1] et par la National Endowment for Democracy, une organisation prétendant non gouvernementale créée durant la Guerre froide par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie pour prolonger de manière à peu près légale les actions illégales de la CIA et de ses alliés [2].

L'International Fact-Checking Network (IFCN) sera dirigé par Alexios Mantzarlis, ancien collaborateur du Premier ministre italien Mario Monti.

Notes

[1] « Le double jeu du milliardaire Pierre Omidyar », Réseau Voltaire, 3 mars 2014.

[2] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, Odnako (Russie), Réseau Voltaire, 6 octobre 2010.

RÉSEAU VOLTAIRE 22 SEPTEMBRE 2015



appelé les chrétiens à "servir" les plus fragiles tout en rejetant le "service idéologique". "Le chrétien est toujours invité à laisser de côté ses aspirations, ses envies, ses désirs de toute puissance, en voyant concrètement les plus fragiles. Il y a un 'service' qui sert, mais nous devons nous prémunir contre l'autre service, contre la tentation du 'service' qui

'se' sert", a mis en garde le pape argentin au moment de son homélie. Il a martelé que "le service n'est jamais idéologique mais sert les personnes", dans une critique voilée au régime communiste.

Sur la place de la Révolution, haut lieu de la révolution cubaine, l'excitation et l'émotion étaient au rendez-vous dimanche matin, pour ce moment le plus important de sa visite de trois jours à Cuba. Parmi les centaines de milliers

de personnes présentes, certains ont raconté à l'AFP avoir passé la nuit sur place pour ne pas manquer l'arrivée du pape argentin et cette messe solennelle, célébrée en musique sous un ciel voilé bienvenu en cet été caribéen. Devant ce parterre comble, Jorge Bergoglio a rendu hommage à "un peuple qui a le sens de la fête, de l'amitié, de la beauté". "C'est un peuple qui a des blessures, comme tout peuple, mais qui sait ouvrir les bras,

qui marche avec espérance, parce que sa vocation a de la grandeur", a-t-il lancé à la foule qui l'écoutait dans le recueillement.

Dans la soirée de dimanche, après des vèpres dans la cathédrale, le pape François devait échanger avec des jeunes Cubains, dans un dialogue improvisé avec une jeunesse en difficulté sur une île en pleine transition économique, et les encourager à résister à la tentation

de l'émigration massive. Il rencontrera aussi au palais présidentiel Raul Castro qui devrait le remercier pour son rôle de facilitateur dans le rapprochement en cours avec les Etats-Unis. Une entrevue avec son frère aîné Fidel, le vieux líder maximo, a été organisée dimanche dans la journée, a confirmé le Vatican dans la soirée. Benoît XVI avait rencontré Fidel Castro lors de sa visite en 2012.

Le JDD 20 septembre 2015

# Directory Classified

Tel: 718-421-0162  
editor@haitiantimes.com

## AUCTIONS

AUCTION REAL PROPERTY TAX FORECLOSURES DUTCHESS COUNTY. Selling properties October 14 @ 11AM. The Poughkeepsie Grand Hotel, Poughkeepsie. 800-243-0061 AAR, Inc. & HAR, Inc. Free brochure: www.NYSAUCTIONS.com

## AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

## EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

## HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

## HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. GEORGE TOWN CAR SERVICE, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

## HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

## HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

## HELP WANTED

LOOKING FOR EMPLOYEES FROM A LARGER MARKET? Reach more than 6 million potential candidates across New York with a 25 word ad for just \$495. Even less for smaller coverage areas. Call 518-464-6483 to speak with a Recruitment Specialist now.

## HELP WANTED

\$8,000 COMPENSATION. EGG DONORS NEEDED. Women 21-31. Help Couples Become Families using Physicians from the BEST DOCTOR'S LIST. Personalized Care. 100% Confidential. 1-877-9-DONATE; 1-877-936-6283; www.longislandivf.com

## HELP WANTED

ATTEND AVIATION COLLEGE- Get FAA approved Aviation Maintenance training. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. Call AIM for free information 866-296-7093

## LAND FOR SALE

LENDER SAYS SELL! 5 acres - \$14,900 Cooperstown Region! Hardwoods, apple trees, beautiful setting! Low taxes, g'teed buildable! Won't last! Call 888-476-4569

## LAND FOR SALE

LAND BARGAINS ONEONTA AREA - \* 36.7 acres, fields, woods, view, perked \$96,000. \*5.9 acres, with barn \$48,000. \*2.7 acres, views \$21,000. Owner financing www.helderbergrealty.com 518-861-6541 518-256-6344

## LAND FOR SALE

SO. ADIRONDACK LAKEFRONT PROPERTIES! 50 ACRES -3 CABINS - \$199,900 51 ACRES -LODGE- \$399,900 Less than 3 hours NY City and 40 mins from Albany! Call 888-479-3394 or tour at WoodworthLakePreserve.com

## LAND FOR SALE

ADIRONDACK HUNTING & TIMBER

## TRACTS 111 ACRES -LAKE ACCESS

-\$195,000 144 ACRES -TROPHY DEER - \$249,900 131 ACRES - LAKEFRONT - \$349,900 3 hours NY City! Survey, yr round road, g'teed buildable! Financing avail! 888-701-7509. WoodworthLakePreserve.com

## LAND FOR SALE

LENDER ORDERED LAND SELL OFF! 20 TRACTS! 5 COUNTIES! 5 TO 144 ACRES FROM \$8,900! Lakes, streams, State Land, cabins, views! G'teed buildable! Terms avail! Call 888-905-8847 or NewYorkLandandLakes.com

## PERSONAL

Looking for a light-skinned Haitian women (grimel) for an affair and fun. Married or single. Open to getting serious. Age 24-34 in NYC area only. Please text or call Jean (Junior) 347.379.5765.

## REAL ESTATE

Attention Agents and Brokers...Imagine having the opportunity to create lifelong compounding residual income...and truly getting paid for what you are worth! We are seeking persons with sales and/or marketing experience. Call for more information: 1-857-957-1648 This could be the opportunity that you've been looking for...

## REAL ESTATE

HAVE A VACATION HOME OR UNIQUE PROPERTY FOR SALE OR RENT? Promote it to more than 6 million readers statewide with a 25 word ad for just \$495. Even less for smaller coverage areas. Call 518-464-6483 to speak with a Real Estate Specialist now.

## VACATION RENTALS

OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Resort Services. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

## WANTED

CASH for Coins! Buying Gold & Silver. Also Stamps, Paper Money, Comics, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY: 1-800-959-3419

## WANTED TO BUY

CASH FOR DIABETIC TEST STRIPS. Up to \$35/Box! Sealed & Unexpired. Payment Made SAME DAY. Highest Prices Paid!! Call Jenni Today! 800-413-3479. www.CashForYourTestStrips.com

*Don't just ride, Bike MS*

CIRCLE MANHATTAN TRAFFIC FREE  
BIKE MS NEW YORK CITY OCTOBER 4, 2015  
REGISTER TODAY » BIKEMSNYC.ORG

**PUT YOUR CLASSIFIED AD HERE FOR AS LITTLE AS \$10 A WEEK.**

**HELP WANTED**  
**Owner Operator**

**Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work.**

**Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105**

**Now is the perfect time to buy your first home.**

**SPECIAL FIRST-TIME HOMEBUYER PROGRAMS\***

Buying a home may seem overwhelming—especially for a first-time homebuyer. That's why we offer special first-time buyer advantages like:

- Low Down Payments
- Zero Point Option
- Reasonable Qualifying Guidelines
- SONYMA Loans
- Fixed and Adjustable Rate Loans available on 1-4 Family Homes, Condos and Co-ops

We're here to help you every step of the way, from providing expert pre-qualification and personal mortgage advice, to finding the program that is truly best for you. Just contact our home financing professional:

**Tony Peluso (NMLS #: 1173871) 516-535-8227**  
apeluso@astoriabank.com  
astoriabank.com  
1-800-537-4888

**ASTORIA BANK**

\* First-time homebuyers only. Income limits and location restrictions may apply.

**ABLE HEALTH CARE**

**HOME HEALTH AIDES!**  
**EXCELLENT PAY & BENEFITS**  
**NEW HIGHER PAY RATES**

Aides needed in Brooklyn, Queens, Bronx  
Immediate work for HHA's w/certificates  
**PLUS \$1200 BONUS PROGRAM**  
**FREE Training Classes**  
Classes Start Oct 5 in Queens, Oct 12 in Hempstead  
Oct 26 in Islandia, Nov 2 in White Plains

Full Time, Part Time, Weekends  
All Shifts - All Locations

**GREAT BENEFITS**  
Health Insurance  
Vacation, Sick Pay, Personal Pay

**ABLE**  
Certified Home Health Agency

Brooklyn 718-947-3693  
Nassau 516-634-2117  
Bronx/Westchester 914-470-9929

Queens 718-947-3673  
Suffolk 631-729-2384

**www.ablehealthcare.com**

**EIHAB HUMAN SERVICES**

Join our multicultural team and assist us in empowering and rehabilitating adults with developmental disabilities and behavioral health challenges. We currently seek the following position in **Springfield Gardens, NY**.

**MEDICAID SERVICE COORDINATORS**  
Must be Bilingual in English/Korean OR English/Spanish

BA degree in Health/ Human Services or a degree in Nursing as a RN. One year exp working as a service coord/case manager, with DD pop.

EIHAB offers a generous benefit package, including comp medical, dental, vision, paid vacation, retirement plan, and much more.

Please forward resume to:

**ericka.garcia@eihab.org • Tel: 347-443-4126**

**DONATE YOUR CAR**

**Wheels For Wishes** Benefiting **Make-A-Wish®**  
**Metro New York and Western New York**

**100% Tax Deductible**

\*Free Vehicle/Boat Pickup ANYWHERE  
\*We Accept All Vehicles Running or Not  
\*Fully Tax Deductible

**WheelsForWishes.org**  
\*Wheels For Wishes is a DBA of Car Donation Foundation.

**Call: (917) 336-1254**



# S'il n'y avait pas de guerre, j'aurais des jambes !



Un enfant victime de la guerre dessine ses jambes

Par Gaëtan PELLETIER

Les structures de tous les changements extérieurs qu'amènent les guerres, des révolutions, des réformes, des lois ou des idéologies, ont été incapables de modifier la structure profonde de l'homme, donc, des sociétés. En tant qu'individus humains vivant dans la monstrueuse laideur de ce monde, demandons-nous donc s'il est possible de mettre fin à des sociétés basées sur la com-

pétition, la compétition, la brutalité et la peur. J. Krishnamurti, «Se libérer du connu»

\*\*\*

Les enfants victimes des guerres se dessinent des jambes... Les adultes, des pays. Tous des fauchés... Même financièrement. Le garçon a dû rencontrer une mine antipersonnel. Nous, c'est ce que nous voyons chez les politiciens-faussaires, c'est leur mine antipersonnel. Ils ont l'art du

sang froid, «raisonnable» et raisonné.

Avant, bien avant, on frappait brutalement son adversaire : à coups de haches, à coups d'épée, et le sang giclait. On se disait barbares. Mais les réels barbares ont su bâtir un mûr avec les avoirs même des peuples : les grandes organisations et les snipers vendeurs d'armes. On vote pour des canulars ambulants. Ces fin finauds à structures pompeuses, pionniers des architectures cancéreuses et métastatiques.

On a séparé l'Homme de la Vie.

Consciemment ou... imbécilement. Mais assez intelligemment pour tricoter de la robotique et des automatismes qui rayent les travailleurs et qui transforment en héros des soldats-tueurs en une mission divine ou leur mission divine.

Il n'y a rien de divin dans cette «religion» de société. Il y a maintenant une forme de déité dans les structures. Allez savoir pourquoi ? Probablement que Terminator est le but ultime du savoir humain. Terminator n'a pas de chakras... (1)

Il est en effet «historiquement» important puisqu'il prévoit une guerre contre la «machine». La machine rendue furtive par l'hypocrisie qui...rapporte.

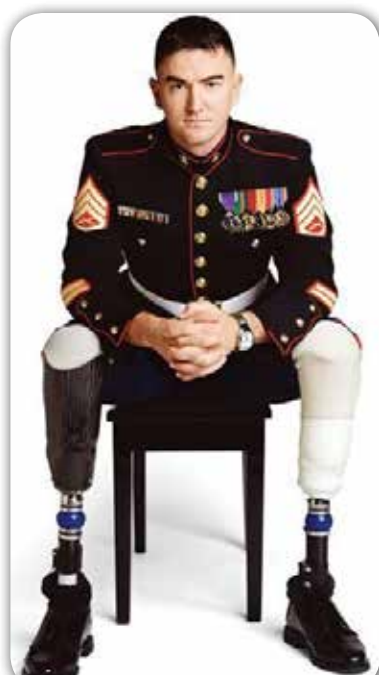
S'il n'y avait pas d'armes, il n'y aurait pas de guerres. Il faudrait simplement abolir le métier de vendeurs d'armes. C'est cynique ! Le vendeur d'armes a ses usines dans les pays qui combattent les «raseurs de jambes».

À partir du « on n'a plus de jambes », on en est rendu à « on n'a plus de pays ». Alors, on n'a plus de jambes pour migrer... Le «progrès est bâti sur une courte phrase : « Je suis habile et retors ». Deux qualités essentielles pour les bâtisseurs-destructeurs, sorte de schizophrénie du «génie» à cravate.

S'il n'y avait pas de guerres, je n'aurais pas besoin de migrer, même si j'avais des jambes.

On s'habitue à la laideur, et c'est bien là le drame. Même à la nôtre...

1 - En 2008, le film a été sélectionné par la National Film Registry de la Bibliothèque du Congrès américain pour y être conservé, comme étant « culturellement, historiquement ou esthétiquement important » 1,2.



Un vétéran de la guerre en Irak

tionné par la National Film Registry de la Bibliothèque du Congrès américain pour y être conservé, comme étant « culturellement, historiquement ou esthétiquement important » 1,2.

( Terminator : Il est en effet «historiquement» important puisqu'il prévoit une guerre contre la «machine». gp )

Gaëtan Pelletier, septembre 2015

LGS 16 septembre 2015

## TAP TAP HAITIAN RESTAURANT

TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.

**819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139**  
Tel. (305) 672-2898

## DANA CARIBBEAN CUISINE

2026 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11210

*The Finest in Haitian Food*  
Breakfast • Lunch • Dinner  
Pâtés • Gateaux  
Catering • Delivery • Parties

Chef: Véronique Pillard  
Manager: Danaelle Bonheur

**718.484.2335**

## VENUS RESTAURANT

Specializing in  
Caribbean &  
American Cuisine

**We do Catering  
Available for all  
Occasions  
Fritaille etc..**

670 Rogers Avenue  
(Corner of Clarkson Ave)  
Brooklyn, NY 11226

"Venus, l'endroit idéal!"  
**718-287-4949**

## AMBIANCE EXPRESS

- Restaurant
- Fritaille
- Patés

**2025 Nostrand Avenue  
(just off Farragut Road)  
Brooklyn, NY**

General Manager: Marie S

**718.434.4287**

## Immaculé Bakery & Restaurant

2 Locations en Brooklyn

**Spécialités**

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue  
(entre Hawthorne & Winthrop)  
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue  
(entre Linden & Martense)  
Tél: 718.941.2644

## CATERING & TAKE-OUT

Now 2 Locations in Brooklyn

**1738 Flatbush Avenue  
(b/t Aves I & J)  
718.258.0509**

**2816 Church Avenue  
(b/t Nostrand & Rogers Aves.)  
718.856.2100**

## KATOU RESTAURANT

5012 Ave M  
(Entre E. 51 et Utica)  
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine  
haïtienne à Brooklyn  
Tous les plats haïtiens réalisés par une  
équipe de cordons bleus recrutés sous  
la supervision de Katou  
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel  
- Dinde - Poulet - Cabri  
- Boeuf - Légumes  
Bouillon le samedi - Soupe le  
dimanche - Bouillie de banane le soir  
Appelez le **718-618-0920**  
Livraison à domicile  
Si vous avez du goût, vous ne  
lâcherez pas Katou Restaurant

## Bar du Boulevard

**Fritaille All Day, All Night  
FREE DELIVERY**

Catering For All Occasions.  
Christenings, Weddings,  
Parties, Banquets, etc.

1347 Flatbush Avenue  
(bet. Foster & E. 26th St.)  
Brooklyn, NY 11226

**718.676.7447 & 7448**